



Message 2014-DICS-74

3 février 2015

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg (LHEPF)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le projet de loi sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg (LHEPF).

1. Introduction	1
2. Présentation générale	2
3. Commentaire des articles	6
4. Calendrier de mise en œuvre	19
5. Incidences sur le personnel et les finances	19
6. Effets sur le développement durable	19
7. Influences sur la répartition des tâches Etat-communes	20
8. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité	20
9. Soumissions au referendum	20
10. Conclusion	20

1. Introduction

L'adoption par le Grand Conseil fribourgeois de la loi sur la Haute Ecole pédagogique, le 4 octobre 1999 (LHEP), a constitué un acte politique décisif dans le long processus de la tertiarisation de la formation des enseignants et enseignantes des écoles enfantines et primaires. Cette adoption a constitué l'acte fondateur de la Haute Ecole pédagogique Fribourg (HEP-PH FR). Même si la HEP-PH FR a repris, en grande partie, le personnel de l'Ecole Normale cantonale (ENC) et qu'elle a trouvé place dans ses locaux, il a fallu donner naissance à une institution entièrement nouvelle, conforme aux nouvelles exigences imposées aux hautes écoles.

La loi de 1999 marque donc la fin des travaux conceptuels, mais surtout le début de leur réalisation pratique. En effet, il n'était pas simplement question de transformer l'institution, mais il importait de créer une nouvelle école, une haute école. Cette rupture plus radicale a été nécessaire pour deux raisons:

- > d'une part, le positionnement par rapport à l'ENC au sein du système de formation a été modifié avec le passage

de l'institution du niveau secondaire au niveau tertiaire (HEP-PH FR) et

- > d'autre part, la structure de fonctionnement de l'institution devait s'adapter au regroupement des entités – précédemment séparées – dans un établissement unique, investi de missions multiples, et de surcroît bilingue.

L'ancienne ENC et la nouvelle HEP-PH FR ont coexisté pendant plusieurs années avec leurs structures et directions respectives. Certains formateurs et formatrices ont parfois œuvré au sein des deux entités en même temps et se sont confrontés à des exigences et à un fonctionnement fort différents. En réalité, c'est uniquement avec la dernière remise de diplômes de l'ENC que la HEP-PH FR a obtenu l'entière maîtrise de sa structure, de son personnel et de ses bâtiments et a pu dès lors se concentrer sur son développement et ses missions de haute école.

Les diplômes de la HEP-PH FR ont obtenu la reconnaissance intercantonale de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) en 2005 déjà. La CDIP a par ailleurs réitéré cette reconnaissance en octobre

2012. L'institution a aussi aisément réussi la certification ISO à laquelle elle s'est soumise en 2011, certification qui a été reconduite en 2012. Entretemps, l'ensemble du système a connu une évolution importante avec la mise en place des hautes écoles pédagogiques (HEP) dans toute la Suisse. Suite à leur développement et aux expériences acquises, les conditions cadre ont été adaptées. Les HEP ont également été intégrées au paysage suisse des hautes écoles, intégration qui deviendra encore plus marquée avec la prochaine entrée en vigueur de la loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE).

La nouvelle loi fédérale a été approuvée par le Parlement le 30 septembre 2011. Pour la première fois, les HEP sont mentionnées dans une loi fédérale. Cette loi, très importante pour elles, entrera en vigueur en 2015. La principale modification de la loi concerne l'accréditation institutionnelle qui devient une condition pour obtenir l'appellation d'«université», de «haute école spécialisée» ou de «haute école pédagogique» (art. 29 LEHE). Les HEP sont désormais dans l'obligation de se soumettre à une accréditation institutionnelle, en plus de la reconnaissance des diplômes de la CDIP. En contrepartie, le titre «haute école pédagogique» est protégé. Elles doivent dès lors s'assurer que tous les critères sont réunis pour l'accréditation, et être de plus en plus performantes, notamment dans le domaine de la recherche. Les projets de recherche déposés par elles au Fonds national suisse de la recherche scientifique sont jugés sur les mêmes critères que ceux déposés par les autres hautes écoles, le fonds spécial instauré pour faciliter le développement de la recherche en HEP (fonds DORE) étant arrivé à terme.

Aujourd'hui, les récentes évolutions de la politique de l'éducation (profil de l'enseignant ou enseignante, compétences linguistiques du corps professoral, enseignement de l'anglais, formation par l'emploi, etc.) poussent les HEP à la collaboration, mais également à la concurrence et donc à se profiler avec un certain nombre d'atouts et de compétences spécifiques. Hautes écoles professionnelles par excellence, les HEP doivent adapter constamment leurs programmes d'études en fonction des modifications des programmes scolaires et de l'évolution des modèles pédagogiques. Ces adaptations ne touchent pas uniquement la formation initiale, mais aussi les autres missions de la HEP-PH FR. Ainsi, à l'image des HES et des universités, et malgré leur financement uniquement cantonal, les HEP sont confrontées toujours davantage aux exigences intercantionales, nationales, voire internationales. L'introduction du système de Bologne en est un exemple.

Un renforcement de l'autonomie de l'institution et des compétences de la direction de la HEP-PH FR apparaît dès lors nécessaire à la garantie d'une formation tertiaire de qualité. Ce renforcement a comme objectif de préserver mais également de mettre en exergue ses nombreux atouts, dont le bilin-

guisme. Dans cette situation, une révision totale de la loi de 1999 s'impose.

Il sied de rappeler que, par leur postulat sur la formation des enseignants et enseignantes dans le canton de Fribourg (état actuel et projets d'avenir) déposé et développé le 7 mai 2012, les députés André Schneuwly et Markus Zosso invitaient le Conseil d'Etat à présenter un rapport sur la situation actuelle de la Haute Ecole pédagogique fribourgeoise, sur la collaboration entre celle-ci et l'Université de Fribourg et sur les projets d'avenir pour la formation des enseignants et enseignantes dans le canton de Fribourg. Partant de la LHEP, qui règle l'organisation de la formation des enseignants et enseignantes entre la HEP-PH FR et l'Université, le postulat posait une série de questions devant faire l'objet d'un rapport du Conseil d'Etat. Elles concernaient, d'une part, la structure juridique, l'autonomie, la gestion et le fonctionnement de la HEP-PH FR avec un accent particulier sur l'évaluation de son bilinguisme et, d'autre part, le rapprochement voulu par la LHEP entre la HEP-PH FR et l'Université en vue de la création d'un centre de formation et de compétences dans le domaine de la formation des enseignants et enseignantes. Le Conseil d'Etat, dans sa réponse du 20 novembre 2012, a indiqué que le rapport sur le postulat serait intégré dans le message accompagnant le projet de révision de la LHEP. C'est la raison pour laquelle, les passages de ce message concernant ces aspects font l'objet d'une attention particulière.

2. Présentation générale

2.1. Contexte

La HEP-PH FR a reçu du Grand Conseil une mission ambitieuse, celle de satisfaire aux nouvelles exigences et responsabilités, auxquelles sont confrontés les professionnel-le-s de l'enseignement, dans la perspective des objectifs de l'enseignement du XXI^e siècle. Le but était de «développer une plus grande cohérence et une meilleure efficacité de la formation des maîtres et maîtresses, au bénéfice de l'école en général et en réponse aux exigences de la société» (cf. message du 30 mars 1999 accompagnant le projet de la loi sur la Haute Ecole pédagogique ou LHEP). De niveau tertiaire, la nouvelle HEP-PH FR s'est ainsi vue confier la mission d'élever le niveau de la formation professionnelle afin d'adapter le cursus fribourgeois aux nouvelles conditions, assurant par là une reconnaissance intercantonale des titres.

Objectif atteint, puisque le 10 juin 2005, la CDIP a reconnu la filière de formation fribourgeoise. Cette décision atteste de la qualité et de la pertinence de la formation dispensée à la HEP-PH FR. La commission de reconnaissance a relevé à cette occasion la cohérence de la formation, la dynamique de co-construction avec les formateurs et formatrices, le souci accordé à une démarche qualité, sans oublier la mise en place d'un plan de formation unifié pour les deux sections linguis-

tiques. La commission a par ailleurs reconnu le bilinguisme comme un «atout supplémentaire» et s'est déclarée convaincue par la manière dont il est vécu au quotidien par l'ensemble des acteurs et actrices de la HEP-PH FR, aussi bien les collaborateurs et collaboratrices que les étudiants et étudiantes. La reconduction de la reconnaissance en octobre 2012 démontre la pérennité de la qualité de cette formation.

En juillet 2005, la HEP-PH FR a décerné ses 68 premiers titres d'aptitude à l'enseignement à l'école enfantine et dans les classes primaires, mais aussi ses 68 premiers *Bachelors of Arts in pre-primary and primary education*. Depuis 2005 et jusqu'en 2012, un total de 731 diplômes a été décerné (496 en français, 181 en allemand et 54 bilingues). Les chiffres des candidatures pour la rentrée académique 2014/15 indiquent que le nombre de candidats et candidates désirant suivre la formation bilingue est en augmentation. En outre, la HEP-PH FR peut se targuer d'attirer de plus en plus d'étudiants et étudiantes extracantonaux.

En parallèle, la HEP-PH FR a mis sur pied des formations destinées aux formateurs praticiens et formatrices praticiennes, ainsi qu'aux maîtres et maîtresses de stage, partenaires indispensables de la formation pratique. Elle a eu à cœur de développer la recherche et les prestations à des tiers, sans quoi la HEP-PH FR ne saurait être une institution de niveau tertiaire, et le domaine de la formation continue, domaine complémentaire à la formation initiale des enseignants et enseignantes fribourgeois.

Les HEP passent aujourd'hui de la phase de la création à celle de la consolidation de leurs structures et de leurs activités: la base légale doit donc être adaptée en fonction des expériences faites et du cadre légal fédéral. En effet, la LEHE instaure des organes communs, définit leurs compétences, et crée un système d'accréditation uniforme pour tous les types de hautes écoles. Or, cette accréditation ne peut être accordée qu'à une institution qui, d'une part, offre un enseignement et une recherche de qualité, garantit la participation, l'égalité des chances et le respect de la durabilité, et qui, d'autre part, dispose «d'une direction et d'une organisation efficaces» et des instruments pour contrôler la réalisation de ses missions. Il s'agit dès lors de préparer la HEP-PH FR et ses organes dirigeants à faire face à des enjeux actuels et futurs, en modernisant ses structures et ses processus décisionnels et en lui octroyant une certaine autonomie via la personnalité juridique notamment.

2.2. Genèse du projet

Le présent projet de loi est l'aboutissement d'un long processus. Les travaux ont commencé en 2007, mais ont été précédés de diverses analyses dont il sera question ci-après. Ces travaux se sont prolongés pour plusieurs raisons:

- > Des mutations constantes du système de formation intercantonal et national n'ont cessé d'influencer l'avant-projet.
- > Il a également été nécessaire d'attendre l'adoption de la LEHE pour pouvoir mesurer précisément son influence sur les législations cantonales.
- > Une révision partielle a été privilégiée en premier lieu, puis abandonnée au profit d'une révision totale.

Comme évoqué, l'activité, les structures et le fonctionnement de la HEP-PH FR ont fait l'objet de différentes évaluations externes. Il s'agit, d'une part, des évaluations certifiantes menées par des organismes externes et, d'autre part, des mandats donnés par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) ou par la direction de la HEP-PH FR, afin d'accompagner certains développements particulièrement complexes.

La procédure de reconnaissance des diplômes de la CDIP et la procédure de certification qualité ISO appartiennent au premier groupe. Lors de ces procédures, tous les aspects de l'activité de la HEP-PH FR ont été analysés, c'est-à-dire aussi bien son organisation et ses processus que l'adéquation entre ses tâches et ses ressources en termes de compétences de ses collaborateurs et collaboratrices, et des moyens à disposition. A chaque fois, le résultat a été très positif.

En ce qui concerne les mandats particuliers, des expertises externes ont été requises par la DICS:

- > en 2004, pour analyser l'offre de la formation continue offerte aux enseignants et enseignantes. Cette étude a rassemblé les informations sur les différents cours qui ont été mis sur pied de manière historique par les divers responsables scolaires et par la DICS. Elle a aussi établi des propositions en vue de la réorganisation progressive de ce domaine suite à la création de la HEP-PH FR et en fonction de la volonté de confier à cette dernière l'ensemble de la formation continue des enseignants et enseignantes. Suite à ce mandat, les rôles de la DICS en tant que direction en charge de la formation et en tant qu'employeur, d'une part, et de la HEP-PH FR en tant que prestataire de formation continue, d'autre part, ont pu être discutés et clarifiés. Une directive a également été élaborée et le dispositif est graduellement mis en place.
- > en 2005, pour évaluer les structures de direction. Il s'agissait d'étudier les fonctions organisationnelles et structurelles de la direction de la HEP-PH FR, de proposer des scénarios d'évolution des structures et de leur fonctionnement, avec leurs avantages, inconvénients et risques, et enfin d'évaluer l'organisation du bilinguisme au sein des structures et l'impact de cette organisation sur le fonctionnement des secteurs. Ce mandat a démontré que le cumul de deux fonctions à responsabilité, à savoir celle de doyen/doyenne d'un secteur et celle de recteur/rectrice, induisait une charge de travail trop

lourde. Sur cette base, la décision de scinder ces deux fonctions a été proposée par la DICS au Conseil d'Etat qui l'a approuvée.

- > en 2011 et 2012, pour évaluer la satisfaction des collaborateurs et collaboratrices de l'institution. Le rapport en résultant a mis en exergue des difficultés au sein de l'établissement, en partie inhérentes à la transformation institutionnelle de l'ancienne école normale en une haute école pédagogique. Dans le but de résoudre ces difficultés, la DICS a confié à des experts un mandat, dont les objectifs étaient l'analyse de la situation et une proposition de dispositif d'accompagnement au changement. Les conclusions du mandat ont mis en exergue qu'il était indispensable, dans un premier temps, de clarifier la structure de la HEP-PH FR et de mettre en évidence les différents organes qui la constituent, ainsi que leur composition, fonctionnement et attributions. Or, pour ce faire, il est nécessaire de disposer d'un cadre légal clair, et dès lors de réviser la LHEP, et la réglementation d'application y relative.

Sur la base de ces résultats, et des exigences posées par la LEHE (cf. les points 1 et 2.1), un avant-projet révisant partiellement la LHEP a été rédigé. Ce document a été régulièrement soumis à la commission de la HEP-PH FR, qui a pu ainsi émettre des propositions complémentaires.

L'avant-projet a été mis en consultation de fin juin au 31 octobre 2013. Plus d'une quarantaine d'instances ont répondu à la consultation, des communes aux inspectorats, des syndicats ou partis politiques à la corporation ecclésiastique catholique. Les commentaires ont porté sur chaque article ou presque, incluant la plupart des articles et des alinéas qui n'étaient pas modifiés par l'avant-projet.

Les prises de position ont salué pour l'essentiel la révision et ses grands axes, la nécessité d'octroyer à la HEP-PH FR la personnalité juridique notamment. Un grand nombre de commentaires regrettait toutefois que seule une révision partielle soit envisagée, et demandait de revoir toute la structure de la loi, de l'adapter aux nouvelles bases légales fédérales et cantonales (dont certaines ont été adoptées cette année-même), de clarifier les rôles et les compétences des divers organes ou instances, d'unifier la terminologie, etc. Dans les commentaires finaux, beaucoup ont demandé de rajouter des articles. Le rapport de consultation peut être consulté sous http://www.fr.ch/safu/fr/pub/formation_enseignants_et_e/hep.htm.

La conclusion à tirer était que la structure actuelle de la LHEP ne répondait plus, même partiellement révisée, aux besoins et à la situation qui prévalent aujourd'hui. Les contextes ont en fait évolué: avec l'adoption de la nouvelle loi scolaire, et de celles sur l'Université et sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale Fribourg (LHES-SO//FR), une unité devait être trouvée. C'est la raison pour laquelle, en sa séance du

2 septembre 2014, le Conseil d'Etat a approuvé le principe de révision totale; il a donc chargé la DICS de revisiter la structure de la loi et de se calquer sur la logique juridique qui prévaut pour les autres lois sur les hautes écoles du canton.

2.3. Enjeux

Les résultats de l'expertise de 2005 convergeaient vers un constat clair; il s'agissait:

- > d'améliorer l'organisation et la répartition des activités, et donc instaurer une fonction précise de recteur/rectrice et de doyen/doyenne à part entière;
- > de tenir compte de la charge croissante de la gestion administrative de la HEP-PH FR, et donc d'engager un responsable administratif ou une responsable administrative afin de décharger la direction;
- > de revoir la règle 1/1 du bilinguisme dans les structures (chaque structure de la HEP-PH FR, ou presque, était dédoublée en une de langue française et une de langue allemande; on peut citer en exemple, le service de la recherche de langue française et son alter ego de langue allemande), et donc de créer des secteurs comme ceux des «Recherche, ressources et développement pédagogiques» – nouvellement nommé «Recherche et prestations à des tiers» et de la «Formation continue» bilingues.

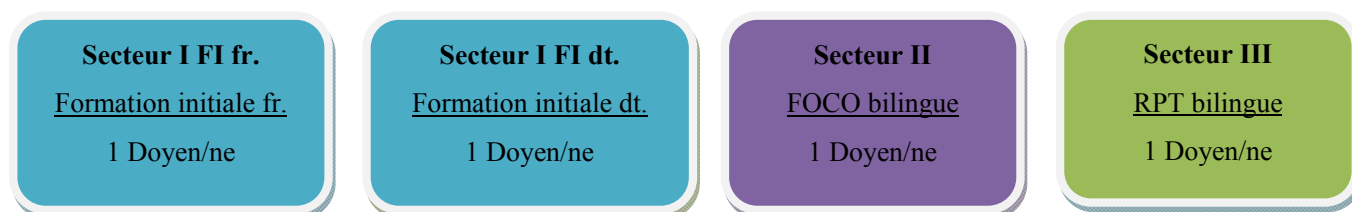
Sur cette base, la DICS a proposé au Conseil d'Etat le scénario ayant pour avantages de favoriser le bilinguisme et son attractivité, de renforcer l'identité de l'institution en tant qu'entité, de développer l'autonomie et la créativité de la HEP-PH FR en tant qu'institution tertiaire, d'améliorer le fonctionnement de la direction et la gestion administrative, et de clarifier les rôles au niveau de la fonction et de la prise de décision. Le scénario retenu ayant obtenu l'adhésion des collaborateurs et collaboratrices de la HEP-PH FR, le Conseil d'Etat l'a adopté.

La nouvelle direction prévue par ce scénario et inscrite dans le projet de loi peut dès lors être décrite ainsi:

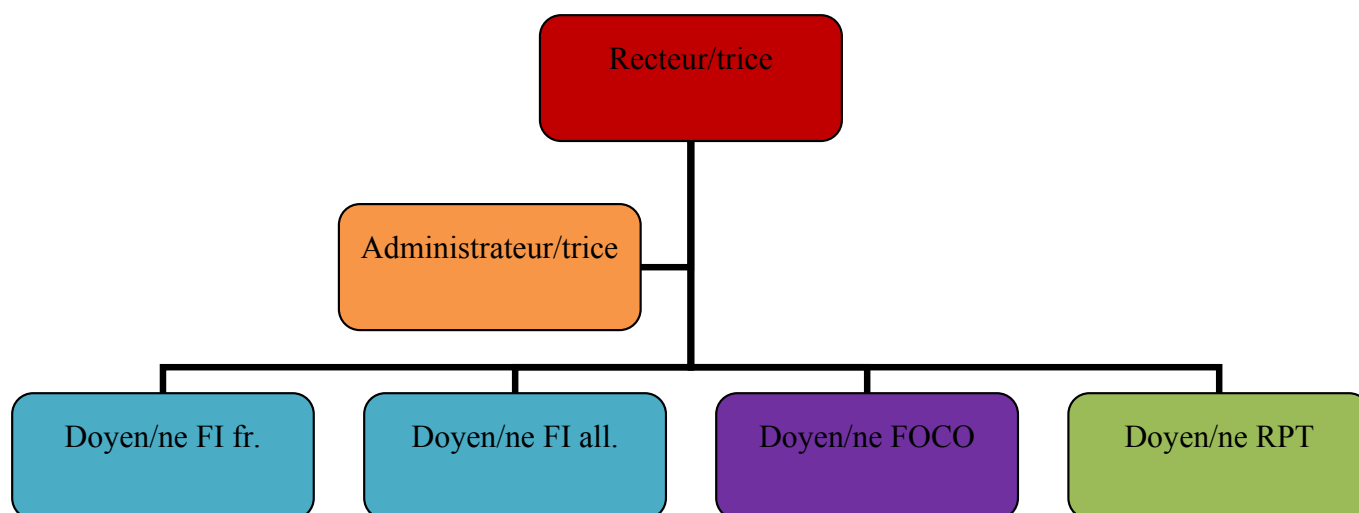
1. un recteur ou une rectrice à part entière: son rôle et ses compétences sont renforcés et clarifiés par la dissociation des fonctions «recteur/doyen»;
2. deux doyens ou doyennes pour le secteur I de la «Formation initiale (FI)»: un ou une par secteur linguistique (français et allemand);
3. un doyen ou une doyenne pour le secteur II «Formation continue (FOCO)»: la création de ce nouveau secteur, bilingue, correspond à un besoin de renforcer l'importance et la visibilité d'une formation continue bilingue, et se calque sur la situation légale qui prévaut dans les autres HEP;
4. un doyen ou une doyenne pour le secteur III «Recherche et prestations à des tiers (RPT)» donnant ainsi une visibilité accrue à ce secteur bilingue;

5. un responsable administratif ou une responsable administrative, pour décharger la direction des tâches administratives.

Cette structure peut être schématisée ainsi:



Ci-après, l'organigramme de la direction, de facto déjà en vigueur depuis l'adoption du scénario du Conseil d'Etat:



Le projet qui est présenté aujourd'hui est ancré sur plusieurs bases:

- > l'avant-projet de loi sur la HEP-PH FR, pour les grands principes susmentionnés découlant des expertises et de la LEHE;
- > les remarques issues de la consultation: en effet, une grande majorité des remarques a été prise en compte d'une manière ou d'une autre (terminologie, aspects financiers, élargissement des publics cibles pour les offres de formation, rôles et compétences des organes, composition et fonctionnement de la commission de la HEP-PH FR, chapitres sur les étudiants et étudiantes, sur le personnel avec la création de l'assemblée du personnel administratif et technique, et sur les missions des trois secteurs, etc.);
- > la loi du 15 mai 2014 sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale // Fribourg (LHES-SO // FR) et la loi du 27 juin 2014 modifiant la Loi du 19 novembre 1997 sur l'Université (LUni): éléments de structure de la loi, terminologie, compétences de la commission de la HEP-PH FR, etc.

Ainsi, le projet de loi présenté a l'ambition d'introduire une nouvelle structure générale de la HEP-PH FR, renforçant son autonomie via l'octroi de la personnalité juridique. Ses objectifs sont les suivants:

- > simplifier son organisation, en clarifiant la structure de chaque secteur et entité;
- > améliorer la gouvernance, notamment par une présentation plus claire des missions et compétences des organes de direction;
- > mieux articuler les compétences des organes centraux de la HEP-PH FR chargés principalement de tâches en matière d'options stratégiques et de direction de l'institution, et les secteurs chargés de l'enseignement, de la formation continue, de la recherche et des prestations de tiers.

Afin que la HEP-PH FR puisse exercer son autonomie, des compétences appartenant au Conseil d'Etat ou à la DICS sont transférées à l'institution et attribuées soit à la commission de la HEP-PH FR soit à la direction de celle-ci. Le rôle du recteur ou de la rectrice doit également être renforcé. Ainsi, il est par exemple proposé que ce soit elle ou lui qui soit autorité

d'engagement du personnel ou qui propose à la commission de la HEP-PH FR le choix des doyennes et doyens.

Certaines dispositions sont également introduites pour régler des thèmes apparus en pratique ces dernières années.

Par la suite, la réglementation d'exécution sera élaborée. Ces travaux permettront d'intégrer dans un règlement du personnel les aspects de ressources humaines qui découlent d'une plus grande autonomie de la HEP-PH FR, de régler mieux la participation du personnel et celle des étudiants et étudiantes au sein de l'institution, et d'adapter le dispositif de gestion au nouveau cadre légal et réglementaire. Cette réglementation sera mise en consultation et ensuite soumise au Conseil d'Etat pour adoption.

3. Commentaire des articles

Chapitre 1

Art. 1

La Haute Ecole pédagogique Fribourg (HEP-PH FR) est une institution du degré tertiaire pour la formation professionnelle pédagogique. Le terme «institution» remplace celui d'école qui est plutôt dévolu au degré primaire.

Cet article confère la personnalité juridique à la HEP-PH FR, laquelle lui permet de s'engager en son nom propre, notamment en concluant des accords avec les autres hautes écoles ou en engageant son personnel. Cette modification confirme le caractère d'institution autonome de formation de niveau tertiaire, et correspond à une situation qui prévaut généralement dans toutes les autres HEP et HES suisses. De plus, l'autonomie est considérée par la LEHE comme une condition participant à la qualité de l'établissement et prise en compte dans l'accréditation fédérale de l'institution.

Le statut de personnalité juridique implique:

- a. une autonomie de stratégie avec une responsabilité plus importante;
- b. une plus grande liberté académique (enseignement et recherche);
- c. une autonomie de gestion et de signature pour les conventions, les contrats, etc. (le recteur ou la rectrice représente la HEP-PH FR et l'engage);
- d. une autonomie en matière d'établissement de la réglementation interne;
- e. une enveloppe budgétaire, un budget global déjà prévus dans l'ancienne LHEP;
- f. la compétence d'engager du personnel et sa gestion (mais les salaires continuent à être gérés par le Service du personnel et d'organisation de l'Etat).

La HEP-PH FR continue à être rattachée administrativement à la DICS. L'Etat – au travers du Conseil d'Etat et de la DICS – exerce la haute surveillance sur la HEP-PH FR (art. 32 et 33 de ce projet de loi / LHEPF).

L'ordre des premiers articles est comparable à celui de la LHES-SO//FR. Les termes «autonome et juridique» ont été repris du texte de la LHES-SO//FR (art. 2 al.2).

Art. 2

Ce nouvel article sur la surveillance s'inspire également de l'article 3 de la LHES-SO//FR. Il permet une meilleure articulation des articles d'introduction et une concentration des compétences du Conseil d'Etat et de la DICS dans les articles 32 et 33 LHEPF.

Art. 3

Il est plus adéquat de parler des missions que du rôle de la HEP-PH FR et de le mentionner en titre.

Alinéa 1 let. a):

Le terme de «degré primaire» est repris de la terminologie HarmoS (art. 6), concordat ratifié par notre canton: il couvre ainsi les années 1 à 8 H (anciennement les 2 années d'école enfantine – 1 à 2 EE – et les 6 ans du primaire – 1 à 6 EP –), et comprend l'école enfantine. Le canton de Fribourg est cependant condamné à être quelque peu en porte-à-faux avec la définition du degré primaire. En effet, dans le cadre de la CDIP, il faut obligatoirement parler de l'école enfantine comme du degré préscolaire, puisque plusieurs cantons CDIP ont refusé HarmoS. Ce qui relève de l'école obligatoire chez nous est en fait du préscolaire non obligatoire dans plusieurs cantons. Pour cette raison, la CDIP parle encore de «préscolaire» et les diplômes délivrés par la HEP-PH FR indiquent explicitement les degrés préscolaire et primaire pour une question de reconnaissance CDIP.

De même, le terme «formation initiale des enseignants et enseignantes» fait référence à la formation dispensée par la HEP-PH FR à ses étudiants et étudiantes, qui seront les futurs enseignants et enseignantes sur le terrain. Il s'agit dès lors ici du terme générique utilisé partout.

Alinéa 1 let. b):

En remplaçant le terme «personnel enseignant» par «personnel œuvrant en particulier dans l'enseignement et, en fonction des besoins, dans d'autres institutions», la formation continue peut être ouverte à d'autres publics comme demandé par divers commentaires, par exemple aux cadres des écoles ou au personnel des écoles spécialisées ou professionnelles. Voir à ce sujet le commentaire de l'article 28.

Alinéa 1 let. d):

Le terme de «personnes» couvre un public plus large: étudiants et étudiantes HEP-PH FR ou provenant de l'Université, chercheurs ou chercheuses, autres personnes œuvrant dans l'enseignement tels les responsables d'établissement, les cadres des cycles d'orientation, etc. Ce public peut également comprendre des catéchistes, des personnes d'institutions spécialisées comme des logopédistes, des personnes travaillant dans des crèches ou écoles maternelles, etc. Cette ouverture correspond à celle de la lettre b).

Le terme de «ressources d'enseignement et d'apprentissage» recouvre plusieurs aspects: supports physique (livres, malles, etc.), audio (CD, enregistrements, etc.) et numériques (ressources numériques comme des séquences didactiques, des applications, des références à des sites web, des plateformes, etc.). L'utilisation de l'article indéfini «des» (et non «les») pour «ressources d'enseignement et d'apprentissage» fait référence à la mission d'offrir au personnel enseignant et étudiants et étudiantes de la HEP-PH FR, aux enseignants et enseignantes sur le terrain ou autre public cible, des ressources comme moyens complémentaires aux moyens officiels d'enseignement de la DICS. Le centre multimédia prête, en plus, tout appareil multimédia utile à l'enseignement. Le centre de la HEP-PH FR collabore avec l'Université de Fribourg à la mise à disposition de ressources pour les enseignants et enseignantes du cycle d'orientation et de l'enseignement secondaire supérieur.

Alinéa 1 let. e):

Cette clause a été voulue dans l'idée de promouvoir l'équilibre des langues et le bilinguisme au sein de l'institution. Cet alinéa fait écho à l'article 11 de la LHES-SO//FR.

Alinéa 2:

Un nouvel alinéa 2 inspiré de la LHE-SO//FR. D'autres tâches ou missions que celles énoncées à l'alinéa précédent pourraient être confiées à la HEP-PH FR. Dans ce cas, cette décision échoit au Conseil d'Etat, car elle est éventuellement corollaire de postes (EPT) supplémentaires et de financement additionnel. Voir l'article 2 al. 6 de la LHES-SO//FR.

Alinéa 3:

La LHES-SO//FR (art. 10) et une remarque finale de la commission de la HEP-PH FR poussent à proposer une autre version de l'alinéa 3 que celle existant dans l'avant-projet. La charte mentionnée ici n'existe pas encore mais représente clairement un vœu du personnel enseignant de la HEP-PH FR. La LHES-SO//FR parle également de charte, en citant les valeurs suivantes, qui pourraient être reprises dans celle de la

HEP-PH FR: respect, responsabilité, confiance, discernement et engagement.

Avec l'adoption d'une nouvelle loi se pose la question de ce qui fait la spécificité d'une haute école de niveau tertiaire, dotée de la personnalité juridique. La rédaction d'une charte d'institution permettrait de conduire une réflexion approfondie sur l'identité, les valeurs et les missions de la HEP-PH FR, de revisiter et/ou de construire les pratiques professionnelles nouvellement créées sur les plans de l'enseignement et de la recherche, de définir les compétences attendues des collaborateurs et collaboratrices par rapport à la transformation de la HEP-PH FR, d'identifier leurs rôles dans la nouvelle organisation. Bref, d'accompagner le personnel de la HEP-PH FR tout au long du processus de changement, tout en l'intégrant à ces travaux.

Le document produit, la charte, pourrait se décliner en plusieurs documents spécifiques. Il s'agirait également d'y intégrer les rapports entre l'institution et ses partenaires.

Art. 4

Ce nouvel article introduit le principe de l'assurance qualité.

Des travaux sur l'assurance qualité sont en cours à la Conférence des rectrices et recteurs des hautes écoles pédagogiques (COHEP), au vu de la future exigence d'accréditation institutionnelle voulue par la LEHE et qui sera exécutée par l'organe d'accréditation et d'assurance qualité des hautes écoles suisses (OAQ). Les méthodes de planification, de développement et d'implémentation de divers systèmes de management de la qualité y sont analysés aujourd'hui, afin d'émettre à l'intention des hautes écoles pédagogiques des recommandations, voire des standards communs, dont l'objectif est d'éviter des redondances entre les différents processus de gestion de la qualité. En effet, une coordination doit être faite entre l'EFQM (*European Foundation for Quality Management*), l'accréditation institutionnelle de l'OAQ et la procédure de reconnaissance menée par la CDIP.

Le contrôle de la qualité s'effectue sur l'enseignement, la recherche et les prestations de service. Ceci correspond à l'article 27 LEHE. L'institution en tant que telle sera évaluée lors de l'accréditation (art. 28 LEHE), la surveillance de la DICS et du Conseil d'Etat s'exerçant en sus.

Art. 5

Le terme «formation initiale des enseignants et enseignantes» fait référence à la formation dispensée par la HEP-PH FR à ses étudiants et étudiantes, qui seront les futurs enseignants et enseignantes sur le terrain. Il s'agit dès lors ici du terme générique utilisé partout.

Il a été constaté que de maîtriser une discipline entière dans l'autre langue était relativement difficile; c'est la raison pour laquelle, afin de coller à la réalité et d'être efficient, la demande a été faite de remplacer «discipline» par «séquence didactique». Une séquence didactique est une étape d'enseignement correspondant à un ou plusieurs objectifs d'apprentissage, de compréhension, de connaissance. Par exemple, dans l'enseignement d'une langue, «savoir exprimer ses goûts en matière de nourriture» peut être un objectif. Cet objectif n'est atteint que si l'élève apprend les verbes touchant aux goûts (aimer, préférer, détester par exemple) ainsi que la conjugaison de ces verbes, mais aussi les adjectifs et le vocabulaire du domaine de la restauration, ainsi que les notions culturelles nécessaires à la description des sensations (la différence doux/amer n'ayant pas la même valeur selon les pays, par exemple). Ainsi donc, l'objectif visé à l'alinéa 3 est le suivant: les étudiants et étudiantes de la HEP au terme de leur formation initiale doivent être capables d'enseigner une telle étape ou phase d'apprentissage dans la langue partenaire, et non plus toute la discipline.

Art. 6

Cet article n'a pas été modifié et est identique à l'article 4 de la LHEP actuelle.

Art. 7

Alinéa 1:

En 2009, la DICS a chargé un groupe de travail d'examiner divers scénarii de rapprochement entre l'Université et la HEP fribourgeoise, dans l'optique éventuelle de créer un centre commun. Les travaux menés amènent à la conclusion que la création d'un centre unique de formation et de compétences ne paraît pas indiquée, à l'exception de domaines particuliers, comme celui du plurilinguisme. En effet, la voie qui est privilégiée est celle d'un renforcement de la collaboration entre les deux institutions. Le fait d'offrir la formation à l'enseignement au degré secondaire I et II à l'Université apparaît comme une véritable opportunité pour le canton de Fribourg. On enregistre un nombre important d'étudiants et étudiantes extra-cantonaux, intéressés par une formation académique et scientifique de base, complétée par une formation pédagogique et didactique offerte en collaboration avec les institutions de formation sur le terrain et la HEP-PH FR. Ce modèle remporte un franc succès outre-Sarine notamment (en 2013/14: 62 extracantonaux et 35 fribourgeois sur un total de 97 étudiants et étudiantes en section alémanique de formation des enseignants et enseignantes au diplôme d'aptitude à l'enseignement au secondaire I). Il reste un modèle original en Suisse, qui a l'avantage, parce que les institutions et structures fribourgeoises possèdent une taille raisonnable et parce qu'elles peuvent ainsi se compléter au mieux et col-

laborer de manière intense, de conjuguer théorie et pratique, culture d'enseignement francophone et alémanique.

La coopération entre la HEP-PH FR et l'Université s'opère donc de manière pragmatique, en fonction des besoins, des compétences respectives et des opportunités.

Ainsi, au niveau de la formation initiale, plusieurs projets de mise en commun de cours ou d'autres éléments de dispositifs de formation ont été élaborés depuis la création de la HEP-PH FR. Celle-ci participe, pour la filière de formation du secondaire I de l'Université, à la formation disciplinaire et didactique de divers domaines. De véritables troncs communs existent ainsi en économie familiale, activités créatrices, arts visuels et musique.

De même, plusieurs certificats (*Certificate, Diploma* ou *Master of Advanced Studies*- CAS, DAS ou MAS) ou autres formations continues sont organisés conjointement.

De plus, des ressources en personnel ont été transférées de la HEP-PH FR à l'Université, dans le domaine de la formation des enseignants et enseignantes de secondaire I et II cette année, afin d'asseoir encore mieux la collaboration et la volonté d'un réel partenariat.

Au niveau des infrastructures, certaines soit sont communes soit utilisées en commun: aumônerie, salles de sport, aulas, salles de cours, bibliothèques et centres de documentation avec leur ressources d'enseignement et d'apprentissage, etc.

Les collaborations dans la recherche existent également. Il convient de relever la création et le développement de l'Institut de plurilinguisme, qui a donné l'occasion de fédérer le potentiel de la HEP et de l'Université de Fribourg dans ce domaine important pour notre canton. Cette mise en commun des compétences et des ressources a permis d'obtenir rapidement des résultats scientifiques et une importante visibilité des deux institutions, qui ont conduit à l'attribution, par la Confédération, du Centre scientifique de compétence sur le plurilinguisme. Et notons encore plusieurs forums, colloques, publications, plateformes de recherches réalisées en commun.

Alinéa 2:

Pour donner du corps à cette collaboration, il est fait mention à l'alinéa 2, d'une convention générale de coopération, conclue en 2001. Cette convention lie les deux institutions de manière étroite. Un comité de gestion est chargé de veiller à cette collaboration. Mais finalement, cette dernière a été développée par les deux partenaires sans que le comité ait eu à intervenir.

La convention devra en revanche être revue au vu des modifications apportées à la présente loi, et être assortie de conventions spécifiques en fonction des domaines traités.

L'idée d'un service commun de recherche sur l'enseignement et la formation initialement prévu est également abandonnée. En effet, la recherche dans les HEP diffère de celle des universités par une orientation plus immédiatement appliquée, en lien direct avec le terrain de l'enseignement. Les professeur-e-s de la HEP-PH FR, chargés de la recherche en plus de l'enseignement, conduisent également des projets de développement spécifiques au monde scolaire, comme la création d'outils didactiques par exemple. Les recherches effectuées dans les HEP sont plus orientées vers la pratique de l'enseignement. Elles peuvent être transférées directement sur le terrain de l'école et nourrissent la formation initiale et continue de l'institution. Et elles jouissent d'une excellente réputation, grâce à cette interaction justement. Les recherches menées à l'Université (en sciences de l'éducation ou en psychologie notamment) concernent, quant à elles, davantage les questions fondamentales ou systémiques telles que les processus d'apprentissage ou les systèmes éducatifs.

A Fribourg, des collaborations étroites avec l'Université ont été initiées depuis la création de la HEP-PH FR. Les deux institutions diffèrent aussi bien par leurs domaines de compétence que par l'approche méthodologique utilisée. Si une thématique commune est développée, elle est traitée de manière complémentaire. Le fait que la recherche soit menée dans deux institutions encourage les synergies, les complémentarités, et la mise en commun des ressources est une richesse pour la formation des enseignants et enseignantes primaires et secondaires du canton. En conclusion, créer un service commun serait priver l'Université et la HEP-PH FR de l'interaction avec la formation des enseignants et enseignantes et du transfert des connaissances au sein de leurs formations initiales et continues respectives. Ce n'est pas souhaitable.

Alinéa 3:

Pour la lettre d), voir le commentaire de l'article 3 let. b).

Les besoins pratiques, notamment en matière d'aumônerie (collaboration œcuménique), sont couverts par l'énoncé de la lettre g).

Art. 8

Cet article n'a pas été modifié et est identique à l'article 6 de la LHEP actuelle.

Chapitre 2

Afin de donner plus de poids au statut des étudiants et étudiantes, ce chapitre a complètement été remanié. Et un nouvel article, comparable aux articles 40 et 41 de la LHES-SO//FR a été introduit.

Art. 9

Les catégories d'étudiants et étudiantes comprennent:

- > les étudiants et étudiantes immatriculés à la HEP-PH FR qui suivent la filière de formation initiale en vue d'obtenir le grade de bachelor et le titre d'aptitude à enseigner au degré primaire;
- > les étudiants et étudiantes hôtes immatriculés dans une autre institution de formation tertiaire (Université, HEP, etc.) qui suivent une partie de leur cursus à la HEP-PH FR: cela peut être des étudiants ou étudiantes de mobilité (Erasmus ou autre) ou des personnes qui fréquentent certaines disciplines à la HEP-PH FR comme l'économie familiale offerte en collaboration avec l'Université de Fribourg dans le cadre de l'enseignement secondaire du 1^{er} degré;
- > les autres personnes en formation qui sont celles qui suivent des cours de formation continue ou complémentaire. La formation complémentaire désigne ici la formation continue certifiante (CAS, DAS, MAS).

Art. 10

Alinéas 1 et 2:

Les conditions d'admission sont en premier lieu celles de la CDIP, mais le canton peut décider d'accepter d'autres titres. La réglementation d'exécution précisera ces conditions, indiquera d'éventuelles exigences complémentaires et renseignera sur le déroulement de la procédure d'admission. La validation des acquis et les équivalences sont réglées par la Conférence des rectrices et recteurs des hautes écoles pédagogiques (COHEP) au niveau national et ces règles sont reprises par les HEP. Ce thème sera également repris dans la réglementation d'exécution.

Alinéas 4 et 5:

La limitation de l'admission est pensée ici pour l'admission des étudiants et étudiantes qui effectuent l'entier de leur formation à la HEP-PH FR, et a priori pas pour les étudiants et étudiantes hôtes et les autres personnes en formation. En effet, pour ces dernières, l'alinéa 6 s'applique et leur admission est régulée par la réglementation d'exécution ou les directives internes.

Alinéa 6:

L'alinéa 6 est nouveau et découle de l'article 9. Pour tout ce qui a trait à l'admission à la formation continue simple, non certifiante, des directives internes suffisent en lieu et place de la réglementation d'exécution.

Art. 11

Le titre de l'article a été modifié afin de correspondre au nouveau contenu.

Les détails sur les études figureront dans la réglementation d'exécution (voir l'article 49 de la LHES-SO//FR).

Alinéas 2 à 4:

La durée des études est actuellement fixée dans le règlement d'études, qui a rang d'ordonnance administrative, et ne constitue pas une base légale suffisante pour limiter la durée d'études. L'exclusion définitive d'une filière de formation ayant des conséquences graves pour les étudiants et étudiantes concernés, la jurisprudence du Tribunal fédéral exige aujourd'hui qu'une limitation de la durée d'études soit prévue dans une loi au sens formel.

Art. 12

Cet article se calque sur l'article 47 de la de la LHES-SO//FR et sur l'article 10b de la LUni. Il a également été remanié pour s'intégrer aux modifications apportées par le Grand Conseil aux deux lois précitées. Le terme «écolage» est abandonné car plus spécifiquement adapté au degré secondaire II. Le Conseil d'Etat fixe les montants des taxes et contributions particulières dans une ordonnance spécifique.

Alinéas 1 et 2:

Actuellement, la HEP-PH FR prélève les taxes et contributions aux frais de formation suivantes:

- > une taxe d'inscription lors du dépôt du dossier d'admission à la HEP FR, destinée à couvrir les frais administratifs liés;
- > une taxe semestrielle d'études due par les étudiants et étudiantes, à l'exception des étudiants et étudiantes en formation menant au diplôme d'aptitude à l'enseignement au secondaire I, immatriculés à l'Université de Fribourg;
- > une taxe semestrielle d'examens pour les examens intermédiaires et les examens finals; des indemnités étant versées aux membres des jurys d'examens, il s'agit dès lors de prévoir une taxe d'examens qui couvre le plus possible le montant de ces indemnités;
- > une contribution semestrielle aux frais de formation incluant, notamment, le matériel particulier lié à certains enseignements, les consommables, l'utilisation des infrastructures;
- > une contribution aux frais effectifs des semaines thématiques pour les étudiants et étudiantes y prenant part.

Le présent article constitue la base légale formelle et suffisante à la perception de toutes les taxes et contributions, ce qu'exige

la jurisprudence récente dans ce domaine. Il est nouvellement précisé que la HEP-PH FR peut percevoir des contributions aux frais d'études pour certaines prestations particulières. Notons qu'il ne s'agit pas de percevoir de nouvelles taxes ou contributions, mais de préciser la pratique actuelle.

Alinéa 3:

Selon ce principe, les taxes doivent représenter un montant abordable et il doit être possible d'exonérer de leur paiement des personnes en situation financière difficile. Les conditions d'exemption seront définies dans la réglementation d'exécution.

Alinéa 4:

Le Conseil d'Etat fixe les montants des taxes et contributions particulières dans une ordonnance.

Alinéa 5:

Cet alinéa établir une base légale pour les taxes de formation continue et complémentaire.

Alinéa 6:

La possibilité que les taxes et contributions soient plus élevées pour des étudiants et étudiantes dont le domicile est situé hors du territoire cantonal est inscrite dans la loi. En réalité, cette disposition ne s'applique qu'aux étudiants et étudiantes étrangers, car la tous les cantons suisses (sauf Neuchâtel) ayant adhéré à l'accord intercantonal sur les hautes écoles (AHES), leurs ressortissants ou ressortissantes sont soumis au même traitement que les étudiants et étudiantes fribourgeois.

Art. 13

Alinéas 2 et 3:

Les alinéas 2 et 3 ont été adaptés de manière à reprendre ce qui est prévu pour le personnel enseignant et le personnel administratif et technique. Mêmes compétences et mêmes droits. L'exigence de participation des étudiants et étudiantes aux processus décisionnels, émise par la LEHE, est ainsi remplie.

De même, l'alinéa 3 permet d'améliorer la communication entre l'assemblée et les instances dirigeantes. Cette clause est reprise également pour les autres assemblées (personnel enseignant et personnel administratif et technique). Chacune des trois assemblées devra se doter d'un règlement d'organisation, afin de clarifier ses compétences et son rôle par rapport aux autres instances de la HEP, règlement qui sera approuvé par la commission de la HEP-PH FR.

Art. 14

La LHEP contenait déjà une telle disposition. Il s'agit de la reprendre pour respecter le principe selon lequel l'on ne peut être puni que sur la base d'une loi expresse. La compétence de l'exclusion est confiée au conseil de direction (ceci demeure inchangé par rapport à l'ancienne version), les autres étant du ressort des doyens ou doyennes. Le conseil de direction prononce l'exclusion, après enquête et en fonction de la gravité des faits constatés.

Pour ce qui est du «comportement indigne d'une personne appelée à enseigner», cette notion sera définie dans la réglementation d'exécution. A titre d'exemple, il pourrait s'agir de fraude grave notamment dans la production de l'extrait du casier judiciaire demandé à l'inscription, d'atteinte aux mœurs ou à la pudeur, de mise en danger de la personne, etc.

Notons que cette disposition ne s'applique qu'aux étudiants et étudiantes, car le personnel de la HEP-PH FR est soumis à la loi sur le personnel de l'Etat (LPERS), qui contient les dispositions idoines.

Chapitre 3

Un nouveau chapitre a été introduit pour faire le pendant avec celui sur les étudiants et étudiantes. La section traite nouvellement du statut de l'ensemble du personnel. Des travaux normatifs, en partenariat avec les représentants et représentantes du personnel de la HEP-PH FR, ont été menés dans le but de clarifier le statut du personnel mais en aucun cas de déroger à ce qui existe dans la LHEPF ni à ce qui est prévu dans la loi sur le personnel de l'Etat. Ces normes feront l'objet d'une réglementation d'exécution qui, après avoir été mise en consultation, sera soumise au Conseil d'Etat une fois la nouvelle LHEPF entrée en vigueur.

Art. 15

Ces catégories existent déjà mais ont été renommées dans le but d'harmoniser toutes les dénominations de fonctions au sein des hautes écoles fribourgeoises (ex: corps intermédiaire).

Alinéa 1:

Le terme «personnel enseignant» est repris des travaux susmentionnés et comprend le corps professoral de même que les formateurs et formatrices praticiens et les chargé-e-s de cours. La fonction de professeur de musique instrumentale disparaît en raison de l'introduction du nouveau cursus de formation de la HEP-PH FR.

La catégorie du corps intermédiaire est nouvelle dans la loi mais existe déjà en pratique. Elle regroupe différentes fonctions:

- > collaborateurs et collaboratrices scientifiques, qui soutiennent les professeurs dans leurs travaux de recherche;
- > collaborateurs et collaboratrices pédagogiques intervenant dans les différents secteurs dont celui de la formation continue;
- > bibliothécaires travaillant dans les centres de documentation et multimédia.

Cette catégorie est également prévue par les autres hautes écoles fribourgeoises dans leur loi.

Alinéas 3 et 4:

Les maîtres et maîtresse de stage et intervenants et intervenantes externes, mentionnés ici, peuvent être engagés pour remplir certaines missions de formation initiale ou continue.

Art. 16

Les membres du personnel enseignant, tout comme le reste du personnel, sont engagés par le recteur ou la rectrice. En effet, la compétence d'engager du personnel et de le gérer lui est octroyée: c'est une des conséquences de l'octroi de la personnalité juridique. Les salaires continuent cependant à être gérés par le Service du personnel et d'organisation de l'Etat.

Art. 17

Cet article est repris de la LHES-SO//FR et de la LUni. Le congé scientifique n'est pas un droit en soi, certaines conditions doivent être remplies pour qu'il soit octroyé et il ne peut l'être à tous et toutes: le terme «...à des membres» signifie que certaines catégories du personnel comme les chargé-e-s de cours ou les formateurs ou formatrices praticiens par exemple, n'y ont en principe pas droit.

Art. 18

Alinéa 1:

Les doyens et doyennes n'étant, en soi, pas membres du personnel enseignant, ils ne font donc pas partie de son assemblée. Nulle raison de le mentionner explicitement dans la loi.

L'assemblée peut formuler des propositions sur les activités de la HEP-PH FR. Le terme générique «activités» a été utilisé ici pour être général. Il faut toutefois préciser qu'il n'englobe pas les options stratégiques. En effet, l'assemblée n'est pas l'instance adéquate pour aborder ces questions: tout ce qui relève de la stratégie est de toute manière discuté en commission de la HEP-PH FR où les membres du personnel enseignant sont représentés. C'est le rôle de cette commission d'adopter la proposition de planification pluriannuelle incluant les objectifs de politique générale et de stratégie de développement, et ainsi d'assurer une certaine cohérence au sein de l'institution, cohérence légale aussi, puisqu'elle adopte également les directives internes.

Alinéa 3:

La circulation de l'information et la communication sont garanties par l'alinéa 3. Voir à ce propos le commentaire de l'article 13. Il est opportun et pragmatique d'utiliser l'assemblée comme partenaire mais aussi comme canal d'information. Le pendant pour les collaborateurs et collaboratrices (corps intermédiaire et personnel administratif et technique) a été instauré aux articles 21 et 23.

Art. 19

L'article 42 de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPERS) prévoit un délai de résiliation de trois mois et à son alinéa 2, que «lorsque la spécificité de la fonction l'exige, notamment pour le personnel enseignant, le Conseil d'Etat peut fixer un délai et un terme différents à la résiliation par démission». L'idée est de respecter le rythme de la vie académique de la HEP-PH FR et de demander aux membres du personnel enseignant de démissionner en principe pour la fin de l'année académique, moyennant un préavis de six mois. C'est ce délai qui a toujours prévalu. Pour le corps intermédiaire et le personnel administratif et technique, les délais sont fixés par la LPERS. Voir également l'article 37 de la LHES-SO//FR.

Art. 20

Le développement de la HEP-PH FR dans le domaine de la recherche, évoqué notamment dans le commentaire des articles 7, 15 et 29, nécessite l'insertion dans la loi de cette nouvelle catégorie du personnel de la HEP-PH FR.

Alinéa 3:

Une des missions de la HEP-PH FR est en effet de maintenir un niveau élevé de recherche, niveau qui croît de plus en plus. Il est dès lors primordial, dans toutes les hautes écoles, que les collaborateurs et collaboratrices scientifiques assurent des tâches liées à la conduite des activités de recherches des professeur-e-s. Il sied de rajouter que ce sont les professeur-e-s qui sont les garants de la recherche à la HEP-PH FR, qui la portent: ce n'est donc pas aux collaborateurs et collaboratrices scientifiques de garantir la qualité de la recherche. Leur cahier des charges peut en outre comprendre d'autres tâches (d'où le terme «notamment»).

Art. 21

Cet alinéa a été introduit pour accorder les droits de participation aux membres du corps intermédiaire également. Cependant, comme ces membres sont peu nombreux, il semble opportun de ne pas créer une assemblée supplémentaire à celle du personnel enseignant et à celle du personnel administratif et technique, afin de ne pas multiplier à l'envi le nombre d'interlocuteurs et interlocutrices de la direction de la HEP-PH FR. Les membres du corps intermédiaire font donc partie de l'assemblée du personnel administratif et technique. Voir aussi les commentaires des articles 13 et 18.

Art. 22

Le projet de loi traite nouvellement de l'ensemble du personnel de la HEP-PH FR. Le personnel administratif et technique doit donc également y figurer. Cette catégorie du personnel regroupe aussi bien l'administration centrale, dont le rôle et les tâches sont spécifiées ici ainsi qu'à l'article 24, que les collaborateurs et collaboratrices des secteurs et la direction de la HEP-PH FR.

Art. 23

L'assemblée du personnel administratif et technique (et non l'association des collaborateurs et collaboratrices qui a un rôle syndical) est prévue comme pendant de l'assemblée du personnel enseignant. Le contenu de cet article est identique à celui de l'article 18.

Chapitre 4

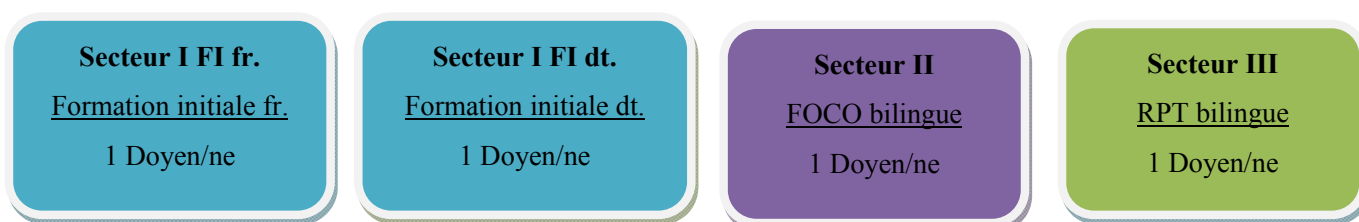
Le titre met plus l'accent sur l'aspect général de la structure, l'article 24 mentionnant ensuite les trois secteurs.

Art. 24

Cet article présente la structure globale et chaque secteur est ensuite défini avec missions et organisation dans son paragraphe à lui.

Alinéa 1:

Le schéma suivant représente la structure de la HEP-PH FR telle que prévue:



Le secteur de la formation initiale (FI) est trop vaste et complexe pour être fusionné en une entité bilingue. Il en résulte deux secteurs, dirigés par un doyen ou une doyenne: un est francophone et l'autre alémanique.

Le domaine de la formation continue (FOCO) est en pleine mutation suite aux récents développements de la politique de l'éducation. Il joue un rôle toujours plus important et bénéficie d'une reconnaissance croissante. C'est pourquoi, un nouveau secteur FOCO, bilingue, doit être constitué à la HEP-PH FR et être représenté au niveau national. Par sa fonction, le doyen ou la doyenne est le ou la plus apte à le faire. La majorité des HEP suisses prévoient les trois secteurs ici prévus dans leur base légale: cette structure est donc commune aux autres HEP.

Dans les autres hautes écoles, la recherche fait partie du secteur «recherche appliquée et développement et prestations à des tiers». En plaçant le terme «recherche» au début de l'énoncé du secteur «recherche et prestations à des tiers», on a désiré lui donner plus d'importance. Pour plus de précisions sur ce secteur, voir le commentaire de l'article 29.

Il fait sens de modifier l'ancienne appellation «ressources et développement pédagogiques» en «prestations à des tiers» comme dans la LHES-SO//FR. La mission principale de cette partie de ce secteur «Recherche et prestations à des tiers (RPT)» est bel et bien d'offrir au personnel enseignant et aux étudiants et étudiantes de la HEP-PH FR, de même qu'aux enseignants et enseignantes sur le terrain et au public cible, des ressources d'enseignement et d'apprentissage comme moyens complémentaires aux moyens officiels d'enseignement. Le centre multimédia offre en plus le prêt de tout appareil multimédia utile à l'enseignement. Le terme «prestations à des tiers» englobe donc naturellement les activités du centre de documentation et multimédia.

Les secteurs FOCO et RPT sont dirigés chacun par un ou une doyenne unique. L'avantage consiste à favoriser ainsi le bilinguisme et l'attractivité de ces secteurs, de renforcer leur identité, et d'en accroître leur visibilité. L'objectif de cette nouvelle structure est de créer des secteurs FOCO et RPT bilingues, en respectant l'équilibre des langues (notion introduite à l'article 2 let. e). Il y a donc pour la FOCO un doyen alémanique, et une adjointe francophone, et vice-versa pour le secteur des RPT.

Alinéa 2:

Il est logique d'introduire l'administration ici, sous le thème «structure». Elle en fait partie aussi.

Alinéa 3:

Le nouvel alinéa 3 permet à la HEP-PH FR de se doter de centres de compétences ou d'unités organisationnelles, rat-

tachés soit à l'organe qu'est le conseil de direction, soit à un secteur.

Cet alinéa a été pensé à l'origine pour le Centre fri-tic. Le rattachement du Centre fri-tic est aujourd'hui réglé d'une autre manière: il est rattaché au Service de l'enseignement secondaire du 2ème degré de la DICS. Cependant cet alinéa peut également s'appliquer à d'autres unités de la HEP-PH FR, comme celle de la qualité par exemple, qui représentent des domaines transversaux et qui ne peuvent être directement rattachés à un seul secteur.

La compétence d'approuver les statuts de ces centres de compétences ou de ces unités organisationnelles a été attribuée au conseil de direction de la HEP, mais ces statuts doivent être ratifiés par la commission de la HEP-PH FR (art. 37). En effet, la personnalité juridique implique une certaine autonomie de l'institution: la HEP-PH FR doit donc pouvoir s'organiser à l'interne et créer des centres de compétences ou des unités, et ce dans le cadre légal et financier imposé, sans qu'il faille passer par la DICS ou le Conseil d'Etat.

Art. 25

Alinéa 1:

Le terme de «degré primaire» est repris de la terminologie HarmoS (art. 6), concordat ratifié par notre canton: il couvre ainsi les années 1 à 8 H (anciennement les 2 années d'école enfantine – 1 à 2 EE – et les 6 ans du primaire – 1 à 6 EP –), et comprend donc l'école enfantine. Voir également le commentaire de l'article 3.

Les plans d'études relatifs à la formation initiale sont élaborés par le conseil de direction (art. 37 let. f), qui peut en donner mandat aux doyens ou doyennes de la formation initiale; ils sont ensuite adoptés par la DICS (art. 31 let. c), sur préavis de la commission de la HEP-PH (art. 35 let. o) où siègent les représentants et représentantes de la HEP-PH FR. Ces plans doivent être conformes aux règlements intercantonaux de reconnaissance des diplômes.

Alinéa 2:

Comme déjà évoqué, la mission de conduire la recherche dans le domaine de la formation initiale échoit aux professeur-e-s de ce secteur. En effet, ils sont porteurs de cette recherche, mais peuvent obtenir un soutien méthodologique, par le service de soutien à la recherche (du secteur RPT). Les professeur-e-s peuvent se rassembler autour de certains domaines dans des unités de recherche.

Alinéa 3:

L'alinéa 3 fait référence à la formation menant au diplôme d'aptitude à l'enseignement au secondaire I et aux diverses

formations communes qui sont organisées conjointement avec l'Université.

Art. 26

Cet article a été remanié pour rendre la dénomination des grade/titre plus générale. Voir également la remarque sur le terme de «degré primaire» de l'article 25 ci-dessus.

Art. 27

Cet article a été repris de la LUni avec les modifications apportées par le Grand Conseil. En effet, la LHEP ne contenait aucune disposition réglant la protection des titres délivrés par la HEP-PH FR. En l'absence d'une telle disposition, les titres délivrés peuvent être portés par des personnes qui n'en sont pas titulaires, sans risquer une sanction, pour autant qu'aucune infraction à la loi sur la concurrence déloyale ou une escroquerie n'ait été en même temps réalisée. Dans le souci de protéger les grades et titres de la HEP-PH FR d'une utilisation fallacieuse ou pouvant prêter à confusion, et de contribuer ainsi à la lutte contre la falsification des titres, le projet de loi prévoit que les grades et titres sont définis dans ce projet ou dans la réglementation d'exécution et sont protégés par la loi. Une disposition pénale est prévue pour punir celles et ceux qui se seraient rendus coupables d'une violation de la protection des titres de la HEP-PH FR, par une peine d'amende. L'on peut noter que l'appellation «Haute Ecole pédagogique», comme celle des autres hautes écoles, sera prochainement protégée au niveau national par la LEHE.

Art. 28

Alinéa 1:

Le terme général de «personnel» a été choisi pour plus de clarté au niveau de la terminologie et également parce que les offres de formation continue et complémentaire (certifiante) peuvent s'adresser à un large public: autant à des enseignants et enseignantes du primaire, qu'au personnel enseignant des cycles d'orientation ou à leurs cadres, qu'aux responsables des établissements scolaires, ou au personnel de la HEP-PH FR etc. Les personnes inscrites aux cours de formation continue ou complémentaire sont alors considérées comme des «autres personnes en formation» selon l'article 9 al. 3.

Une collaboration avec l'Université et d'autres institutions de formation, et les services de la DICS également, est expressément prévue à l'article 3 al. 1 let. b) et à l'article 7 al. 3 let. d) par le biais de la convention de coopération.

Alinéa 2:

Un mandat tel qu'évoqué à l'alinéa 2 pourrait revêtir la forme d'une formation destinée à un public spécial autre que celui de l'alinéa 1, par exemple aux parents d'élèves.

Art. 29

Alinéa 1:

Une des missions du secteur RPT est le soutien et la valorisation des activités de recherche, menées par les professeur-e-s.

Les responsables de la recherche de ce secteur ont, depuis la création de la HEP-PH FR en 2001 jusqu'à aujourd'hui, conduit eux-mêmes, un grand nombre de travaux, parce que la HEP-PH FR était une institution jeune, et qu'il fallait développer cette activité durant une période transitoire. Il a fallu initialiser les projets pour obtenir des fonds nationaux pour la recherche en HEP (fonds DORE et ainsi valider le statut de haute école. Maintenant, ce sont les professeur-e-s qui doivent être porteurs de la recherche en HEP, et aujourd'hui, la majorité des professeur-e-s ont été formés pour conduire des travaux de recherche. Cette tâche est intégrée dans leur cahier des charges.

En effet, l'esprit de la LEHE et du masterplan des HEP intègre, comme élément fondamental de l'accréditation, le lien fort entre la recherche et l'enseignement et, lien idéalement réalisé par la création d'unités d'enseignement et de recherche. Il est dès lors important que les professeur-e-s des HEP fassent de la recherche pour que ces institutions puissent être accréditées et garder leur statut de haute école.

Les directives sur l'accréditation qui seront adoptées par les organes créés par la LEHE sont en cours d'élaboration. Cependant, les Directives de la Conférence universitaire suisse pour l'accréditation dans le domaine des hautes écoles universitaires en Suisse du 28 juin 2007, directives qui précisent les critères de l'accréditation actuelle, citent, en leur article 3, les conditions d'accréditation institutionnelle pour les hautes écoles délivrant des bachelors (le cas de la HEP-PH FR):

«Une institution peut être accréditée comme institution du domaine des hautes écoles universitaires qui offre des filières d'études de niveau bachelor si elle satisfait aux exigences minimales suivantes:

- > (...);
- > elle dispose de son propre budget de recherche qui permet à ses professeurs de consacrer en moyenne au moins 20 % de leur temps de travail à une activité de recherche;
- > elle remplit les standards de qualité fixés à l'article 9 des présentes directives».

L'article 9 parle de la recherche et indique que pour le personnel scientifique «les procédures de sélection, de nomination et de promotion du personnel scientifique sont réglementées et communiquées publiquement. En ce qui concerne le corps enseignant, tant les compétences didactiques que les qualifications scientifiques sont prises en compte».

Il est donc aisé de conclure qu'il incombe aux professeur-e-s qui sont engagés dans les HEP, tant sur la base de leurs compétences didactique que scientifiques, de conduire et d'effectuer des travaux de recherche, et que dès lors la création d'un secteur propre, destiné à abriter des chercheurs uniquement, n'est pas conforme aux exigences de l'accréditation institutionnelle. Le secteur RPT ne peut servir la recherche dans le cadre fédéral donné que s'il officie en tant que soutien et valorisation des activités de recherche menées par les professeur-e-s.

Il s'agit maintenant d'achever le processus de tertiarisation (lien enseignement-recherche) en offrant un réel soutien à la recherche, celle-ci étant prise en charge par les professeur-e-s, intégrés dans les unités de recherche. L'objectif final étant de créer des Unités d'enseignement et de recherche, afin de renforcer encore plus le lien recherche-formation. Il faut relever ici l'importance de ce lien «recherche-enseignement». Ce lien a une incidence directe sur la qualité de la formation et permet également de mieux intégrer les étudiants et étudiantes dans les activités de recherche de l'institution. Ce lien ne peut pleinement se concrétiser qu'à travers des unités d'enseignement et de recherche.

Les professeur-e-s de la HEP-PH FR sont engagés dans un grand nombre de travaux de recherche. La HEP-PH FR a d'ailleurs reçu plusieurs fonds nationaux suisses et récemment un fond de l'Union européenne. Citons également l'Institut du plurilinguisme, et les divers pôles de compétences obtenus par la HEP-PH FR en didactiques des langues et du développement durable. Elle est d'ailleurs bien placée dans ce domaine en comparaison aux autres HEP.

En effet, la direction de la HEP-PH FR a toujours été soucieuse d'augmenter le potentiel de recherche de l'institution. Elle a mis l'accent sur plusieurs points forts: elle a ainsi

- > soutenu plusieurs professeur-e-s dans la réalisation d'une thèse. Actuellement 6 personnes ont obtenu un doctorat (depuis 2007) et 5 sont en train de terminer leur thèse;
- > favorisé, dans sa politique de gestion du personnel, l'engagement de personnes compétentes dans le domaine de la recherche (doctorat, publications, etc.);
- > œuvré, en collaboration avec l'Université de Fribourg, à la création de l'Institut de plurilinguisme, qui a obtenu par la suite le mandat fédéral pour le Centre scientifique de compétence sur le plurilinguisme;
- > soutenu les projets de recherche communs Université de Fribourg-HEP-PH FR;

- > créé les unités de recherche – équipes de recherche dirigées par un ou une professeur-e/chercheur-se expérimenté.

La stratégie élaborée et suivie par la direction de la HEP-PH FR s'inscrit donc dans le cadre national préconisé par la LEHE. La situation actuelle de la recherche à la HEP, n'a plus rien à voir avec celle des débuts.

Ces arguments plaident dès lors pour l'abandon du service actuel de la recherche, centré sur les activités de recherche des membres qui le composent, au profit d'un autre type de service, axé sur le soutien et la valorisation des activités de recherche de l'ensemble du corps professoral. Ce soutien et cette valorisation se traduiront notamment par:

- > un coaching des «jeunes docteur-e-s» pour l'obtention de fonds tiers;
- > une coordination des unités de recherche, un soutien à leur développement, la valorisation de leurs travaux;
- > le soutien au développement de futures autres unités de recherche;
- > la poursuite de la formation à la recherche des professeur-e-s;
- > l'organisation d'événements scientifiques, le réseautage, la veille «scientifique» dans le domaine de la recherche et de la politique de la recherche;
- > la gestion administrative (budget et personnel) des unités de recherche.

Une autre mission du secteur RPT consiste à mettre à disposition des ressources d'enseignement et d'apprentissage aux personnes œuvrant en particulier dans le domaine de l'enseignement obligatoire et à la HEP-PH FR. Ceci fait référence à la mission du centre de documentation et multimédia d'offrir au personnel enseignant et aux étudiants et étudiantes de la HEP-PH FR, aux enseignants et enseignantes sur le terrain ou autre public cible, des ressources d'enseignement et d'apprentissage comme moyens complémentaires aux moyens officiels d'enseignement de la DICS. Voir également le commentaire sous l'article 3 al. 1 let. d).

Alinéa 2:

Un autre mandat tel que prévu à cet alinéa peut être le développement et/ou la production d'une ressource numérique sur mandat de la DICS par exemple.

Alinéa 3:

Le secteur est dirigé par un doyen ou une doyenne.

Pour ce qui est de son organisation, il sied de rajouter que le secteur est composé aujourd'hui de deux services à savoir celui actif dans le domaine de la recherche et l'autre dans celui des ressources d'enseignement et d'apprentissage. Cette

précision ne fait pas l'objet d'un article dans la loi, car elle n'est pas de rang légal. Par contre, ces aspects seront traités dans la réglementation d'exécution.

Des deux services du secteur RPT, dirigées par un ou une responsable, dont les attributions seront réglées dans la réglementation d'exécution, un seul a déjà fusionné en entité bilingue.

Chapitre 5

Les compétences de chaque organe ont été revues en fonction:

- > de l'octroi de la personnalité juridique à la HEP-PH FR;
- > des remarques reçues lors de la consultation;
- > de la LHES-SO//FR;
- > de la LUni.

Afin que la HEP-PH FR puisse exercer son autonomie, des compétences appartenant au Conseil d'Etat ou à la DICS sont transférées à l'institution et attribuées soit à la commission de la HEP-PH FR soit à la direction de celle-ci (engagement du personnel par le recteur ou la rectrice par exemple). Le rôle du recteur ou de la rectrice est également quelque peu renforcé.

Art. 30

L'article a été modifié suite à l'introduction de l'article 2 «Surveillance» et pour se calquer sur le texte et la logique de la LHES-SO//FR. Les compétences attribuées au Conseil d'Etat ont été rassemblées dans un article, afin d'assurer une meilleure visibilité, plutôt que d'être dispersées dans divers articles du projet de loi.

Alinéa 1:

En parlant de «règlements» plutôt que de réglementation d'exécution, il n'est pas uniquement fait référence à la réglementation d'application de la LHEPF.

Alinéa 2 let. f:

Le Conseil d'Etat doit approuver l'engagement des directeurs et directrices d'établissement, conformément à l'art 8 de la Loi sur le personnel de l'Etat du 17.10.2001. La HEP-PH FR acquiert la personnalité juridique et son recteur ou sa rectrice est engagé-e comme tel. Ce n'est pas une élection comme à l'Université, où le Sénat élit le recteur ou la rectrice.

Art. 31

Même commentaire que l'article 30.

Alinéa 2 let. c:

La DICS adopte les plans d'études de la HEP-PH FR comme ceux de l'Université qui ont trait à la formation des enseignants et des enseignantes. (cf. art. 6). Pour la HEP-PH FR, elle adopte aujourd'hui le plan d'études relatif à la formation initiale (enseignement primaire); les programmes de formation et d'activité (plus détaillés) sont quant à eux de la compétence de la direction de l'institution. Les plans d'études sont conformes aux règlements intercantonaux de reconnaissance des diplômes.

Art. 32

Un organe doit pouvoir prendre et endosser la responsabilité de ses décisions de gestion. De même, il doit revêtir une certaine importance et compter des services hiérarchiquement subordonnés à lui pour qu'il soit mentionné dans une loi.

C'est la raison pour laquelle ni les assemblées du personnel enseignant, du personnel administratif et technique ni celles des étudiants et étudiantes, ne figurent comme organes dans ce projet de loi, pas plus d'ailleurs que le responsable administratif ou la responsable administrative ou les responsables des services. Toutes ces fonctions avec tâches et compétences seront explicitées dans la réglementation d'exécution. Le projet de loi permet un bon équilibre, pour ce qui est de la répartition des compétences, entre les diverses fonctions au sein de la HEP-PH FR, entre les communautés linguistiques, entre personnel enseignant, personnel administratif et technique et étudiants et étudiantes.

Art. 33

La commission de la HEP-PH FR est dorénavant l'organe délibératif suprême. Sa composition, son fonctionnement et ses attributions s'apparentent à ceux du Sénat de l'Université de Fribourg. La commission fait également le lien avec les autorités cantonales.

La commission comporte douze membres. Les parités entre membres internes et externes ainsi qu'à l'interne, entre les représentants et représentantes des trois assemblées, de même que l'équilibre linguistique sont maintenues. La taille de la commission doit contribuer à assurer son efficacité de même qu'à garantir que les avis des membres de la HEP-PH FR et des membres issus des milieux politiques fribourgeois (Grand Conseil) et de la société civile (milieux professionnels de l'enseignement par exemple) continuent à s'y exprimer.

Les modifications sont essentiellement reprises de la LUni et de la LHES-SO FR; dans ces deux lois, il n'est pas prévu que le Conseiller d'Etat-Directeur ou la Conseillère d'Etat-Directrice préside. Les membres de la DICS et du conseil de direction peuvent assister aux séances, mais avec voix consultative. En effet, il est important que la commission garde une

certaine indépendance, étant donné l'autonomie de l'institution.

Art. 34

Face à la parité numérique entre les membres internes et externes, il est proposé que la Conseil d'Etat nomme le président ou la présidente et que pour le reste, la commission s'organise.

Art. 35

Les attributions de la commission ont été étendues, suite à l'octroi à la HEP-PH FR de la personnalité juridique. Elle joue en effet plus un rôle de «surveillance et de contrôle», comme le Sénat de l'Université par exemple. La commission est également un organe plutôt «législatif» (comparable à une assemblée communale) face à «l'exécutif» (ou conseil communal) que représente la direction de la HEP-PH FR (conseil de direction et recteur ou rectrice en premier lieu).

Les compétences sont réparties dans des catégories spécifiques: les questions de stratégie, de qualité, compétences financières, en personnel, et compétences législatives. La commission doit nouvellement approuver la charte, le rapport d'activités, les règlements d'organisation des assemblées, les directives internes, ratifier les statuts des centres de compétences et approuver le système de gestion de la qualité et soumettre périodiquement à évaluation, en accord avec le conseil de direction, tout ou partie de la politique générale, des activités, des cours et du fonctionnement de la HEP-PH FR.

Art. 36

Le conseil de direction est un autre organe de la HEP. Il y a cinq personnes au sein du conseil de direction: le recteur ou la rectrice et les quatre doyens ou doyennes.

Le responsable administratif ou la responsable administrative participe aux séances. Sa présence est indispensable à la bonne marche de l'institution. Le conseil peut en plus inviter les responsables des unités organisationnelles ou des centres de compétences, selon les points de l'ordre du jour.

Art. 37

Alinéa 1:

Les attributions du conseil de direction ont été revues dans le cadre des expertises effectuées et mentionnées plus haut, comme d'ailleurs les tâches de chaque organe. Elles ont été repensées et reformulées en fonction des tâches des uns et des autres et en fonction de la personnalité morale octroyée à la HEP-PH FR. De plus, les LHES-SO//FR et LUni ont inspiré quelques alinéas.

A la lettre f), il est fait mention de la compétence d'élaborer les plans d'études. Au conseil de directions siègent les doyens et doyennes, qui sont les porteurs de ces cursus et les mettent en vigueur. Cependant, cette compétence est attribuée au conseil de direction afin d'avoir une certaine cohérence avec la recherche et la formation continue. Rien n'empêche qu'il en délègue l'élaboration aux doyens et doyennes dans une première phase.

Les textes des lettres h) et i) donnent la compétence du maintien de l'ordre, des mesures disciplinaires et de veiller à l'application de la loi et des règlements au conseil de direction. Une décision semble plus objective et forte si elle est prise par un organe composé de cinq personnes plutôt que par le recteur ou la rectrice uniquement.

Alinéa 2:

Cette compétence résiduelle ou clause de compétences générale passe de la DICS au conseil de direction, du fait de l'octroi de la personnalité juridique à la HEP-PH FR. L'idée du premier projet était de la confier au recteur ou à la rectrice, mais dans cette nouvelle version, et dans un souci de répartir les compétences au mieux des intérêts de tous et toutes, et de ne pas les concentrer dans les mains d'une seule personne, cette compétence est attribuée au conseil de direction.

Art. 38

Le recteur ou la rectrice occupe un poste à 100 %; il ou elle ne demeure plus doyen ou doyenne de la formation initiale: la charge de travail étant trop lourde, les deux fonctions ne peuvent plus être cumulées.

Un renforcement de l'autonomie et des compétences de la direction de la HEP-PH FR apparaît désormais comme nécessaire à la garantie d'une formation tertiaire de qualité, et ce renforcement passe par une gouvernance accrue de l'institution, par une direction forte, avec à sa tête un recteur ou une rectrice à 100 %. Le recteur ou la rectrice est engagé-e par le Conseil d'Etat, sur la base d'une proposition de la DICS, qui aura au préalable défini le profil et mis au concours le poste. La commission de la HEP-PH FR est consultée.

La durée de son mandat n'est plus limitée à quatre ans, pour se calquer sur la situation en vigueur dans les autres HEP et les hautes écoles. Celle des autres membres du conseil de direction n'est plus limitée non plus.

Art. 39

Les attributions du recteur ou de la rectrice ont été revues dans le cadre des expertises effectuées et mentionnées plus haut, en fonction du rôle plus important qu'il a été décidé de lui accorder, mais aussi par rapport aux compétences attribuées aux autres organes et notamment à la commission de la

HEP-PH FR, au conseil de direction et au responsable administratif ou à la responsable administrative. Cet article également inspiré de la LHES-SO//FR et de la LUni.

Ses compétences ont été renforcées dans les domaines suivants: direction de l'institution, gestion stratégique, responsabilité financière et administrative, engagement et direction du personnel y compris les doyens et doyennes dont il ou elle soumet le choix à la commission de la HEP-PH FR, communication et représentation.

Art. 40 et art. 41

Les doyens ou doyennes sont engagés par le recteur ou la rectrice, sur proposition de la commission de la HEP-PH FR: en effet, une des tâches du recteur ou de la rectrice est d'engager son personnel, au vu de la personnalité juridique accordée à la haute école. Les doyens et doyennes sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.

Ils ou elles ne sont plus obligatoirement issus du personnel enseignant ou des services. Les doyens ou doyennes peuvent, mais ne doivent pas, enseigner en plus de leur charge administrative: dans ce cas-là, ils ou elles obtiennent l'autorisation d'exercer cette activité accessoire à leur activité principale.

Leurs tâches ont été revues conformément au résultat des expertises effectuées et mentionnées plus haut, et décrites de manière générale, sur la base de l'article 56 LOCEA (Loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration).

La lettre a) impose au doyen et doyenne d'assurer la réalisation des prestations et objectifs qu'il ou elle fixe pour son secteur ou sa section: par-là on entend, par exemple, la mise en vigueur d'un plan d'études, la définition du descriptif de cours et de l'horaire pour les étudiants et étudiantes en fonction du cursus et des feuilles de charges du personnel enseignant, l'application d'un nouveau règlement, etc. Il est évident que ces objectifs sont discutés au sein du conseil de direction puisque ce dernier élabore le projet de planification pluriannuelle incluant les objectifs de politique générale et de stratégie de développement de la HEP-PH FR. De même, le doyen ou la doyenne ne procède pas au contrôle de la qualité des prestations de son secteur ou de sa section, mais veille au «développement de leur qualité». Il ou elle «procède à leur évaluation périodique» en mandatant un organe interne ou externe qui lui, effectue ce contrôle. C'est le système de gestion de la qualité qui le définira, système élaboré par le conseil de direction et approuvé par la commission de la HEP-PH FR.

Chapitre 6

Ces articles sont inspirés de la LHES-SO//FR (art. 59ss).

Art. 42

Cet article a été adapté suite aux modifications de l'article 12 sur les taxes et contributions particulières.

Art. 43

Alinéa 1:

Le principe de l'enveloppe budgétaire existait déjà dans la LHEP. Il est aussi prévu à l'article 62 de la LHES-SO//FR. Cette enveloppe se base sur la planification pluriannuelle présentée par la HEP-PH FR au Conseil d'Etat, sur préavis de la DICS. Le Conseil d'Etat est chargé d'approuver la planification et d'arrêter l'enveloppe budgétaire. La commission de la HEP-PH FR, elle, adopte la planification et la soumet au Conseil d'Etat.

Alinéa 2:

La présentation du budget doit se faire selon les normes cantonales et le plan comptable.

Alinéa 3:

La HEP-PH FR dispose de l'enveloppe budgétaire dans les limites de la législation cantonale et des missions de formation et de développement pédagogiques qui lui sont confiées. Ainsi, le cadre légal en matière financière est défini. De plus, le Conseil d'Etat, par l'intermédiaire de la DICS, exerce la haute surveillance sur la HEP-PH FR (cf: art. 30). Cette situation prévaut dans les autres hautes écoles.

Art. 44

La présentation des comptes doit se faire selon les normes cantonales et le plan comptable. Un organe de révision doit être désigné vu le nouveau statut juridique de la HEP-PH FR; il peut être externe.

Art. 45

Ce nouvel article est la copie de l'article 66 LHES-SO//FR.

Chapitre 7, art. 46 à 52

Les dispositions des articles 46 à 52 sont consacrées aux voies de droit, et ne comportent que des modifications formelles par rapport à la LHEP. Aucune commission de recours n'a été ajoutée, malgré l'octroi de la personnalité juridique, au vu de la taille de l'institution et du faible nombre de recours. Pour des raisons de simplicité, de rapidité de traitement, et d'économie de procédure, il est donc maintenu que la DICS soit la première instance de recours, après la possibilité de récla-

mation auprès du conseil de direction de la haute école. Le Tribunal cantonal représente la seconde instance de recours.

Chapitre 8, art. 53 à 55

Les anciennes dispositions transitoires ont cédé leur place à cet article.

4. Calendrier de mise en œuvre

4.1. De la loi

Le calendrier de révision est le suivant: selon les débats au Grand Conseil, l'entrée en vigueur de la loi peut être envisagée pour en août 2015 ou janvier 2016, suite au vote par le Grand Conseil et à l'expiration du délai référendaire.

Le contexte légal de la HEP-PH FR a fortement évolué ces derniers temps. D'une part, la LEHE entre en vigueur en 2015, et d'autre part, les autres lois sur les hautes écoles (LHES-SO//FR et LUni) ont été adoptées récemment par le Grand Conseil. Les exigences posées par la LEHE sont importantes et urgentes, si l'on veut garder une haute école pédagogique dans le canton.

En raison du temps engagé dans la révision de la LHEP, les membres de la direction de la HEP-PH FR ont été mis au bénéfice de contrats de durée indéterminée, qui ne peuvent être révoqués que par le biais d'une suppression de postes. Quelques membres de la direction partiront sous peu pour diverses raisons. Une mise au concours formelle de tous ces postes, comme annoncée dans le précédent message accompagnant le projet de révision mis en consultation en juin 2013, devient alors alibi, puisque la DICS se retrouve dans l'obligation légale de réengager ces personnes.

4.2. De la base légale réglementaire

Il existe aujourd'hui plusieurs ordonnances et règlements: sur l'admission, sur les taxes d'examens et les indemnités de jurys, sur les études, sur la formation continue, etc. Dans un souci d'harmonisation, le terme «réglementation d'exécution» a été introduit partout dans le projet de loi. Diverses bases légales composeront probablement cette réglementation, comme un règlement d'admission, un règlement d'études, un autre sur le personnel etc. Il est cependant trop tôt pour savoir exactement quelles bases légales devront être édictées.

5. Incidences sur le personnel et les finances

5.1. Sur le personnel

Suite aux résultats et propositions évoquées sous le chiffre 2.3, la DICS a décidé, avec l'accord du Conseil d'Etat, de mettre en

place la nouvelle structure de direction, et d'en vérifier l'efficacité. Elle a engagé une responsable administrative, dans le but de décharger, sur le plan opérationnel, le conseil de direction et d'assurer une gestion administrative de l'institution efficace. Ce genre de fonction existe dans chaque école et haute école et a fait ses preuves. Le poste mis au concours a été créé à partir d'un 0.5 EPT existant et d'un 0.5 EPT obtenu au budget 2008.

Vu les résultats probants de cet engagement, et la nécessité de positionner toujours plus la HEP-PH FR dans le paysage des hautes écoles de Suisse, ceci par l'activité de représentation au niveau cantonal et intercantonal de la direction de la HEP, la DICS, avec l'accord du Conseil d'Etat, a pris la décision de poursuivre l'expérience en engageant un doyen pour la formation initiale de langue française. La rectrice a ainsi été déchargée et a pu se consacrer uniquement à ses tâches de rectrice. Le poste a été obtenu au budget 2008 et le nouveau doyen, engagé à la fin 2008, l'a été sur la base d'un contrat de durée limitée.

La création d'un nouveau secteur II (celui de la formation continue) n'implique aucune demande en EPT, le poste de doyen ou doyenne existait déjà pour la partie alémanique de l'ancien secteur «Ressources, recherche et développement pédagogiques», lequel a fusionné et est devenu bilingue.

Pour résumer, aucun besoin supplémentaire en EPT ou en infrastructures ne résulte aujourd'hui de la modification légale proposée.

Des synergies ont déjà été dégagées (formation continue, gestion de l'informatique) et d'autres collaborations sont envisagées (mise à disposition de matériel et de ressources d'enseignement et d'apprentissage pour les écoles et les enseignants et enseignantes). Le conseil de direction de la HEP a été chargé par le Conseil d'Etat d'étudier toutes les opportunités de dégager les meilleures synergies et collaborations à l'interne.

5.2. Sur les finances

La HEP est déjà intégrée dans le système financier du canton. La révision de la loi n'apporte donc pas de modifications importantes de ce point de vue-là.

6. Effets sur le développement durable

Les effets sur le développement durable selon l'article 197 LCG ont été évalués à l'aide de la Boussole 21, conformément à ce que prévoit la législation cantonale Développement durable. Cette évaluation est fondée sur la comparaison entre la situation actuelle et les nouveautés qu'apporte la révision totale de la loi. Les effets de la révision se déploient sur les domaines sociétaux et, dans une faible mesure, sur les domaines économiques, mais non sur le développement environnemental.

Ils se concentrent essentiellement sur trois aspects de la HEP-PH FR:

- > simplifier son organisation, en clarifiant la structure de chaque secteur et entité;
- > améliorer la gouvernance, notamment par une présentation plus claire des missions et compétences des organes de direction, et par l'octroi de la personnalité juridique;
- > mieux articuler les compétences des organes centraux de la HEP-PH FR chargés principalement de tâches en matière d'options stratégiques et de direction de l'institution, et les secteurs chargés de l'enseignement, de la formation continue, de la recherche et des prestations de tiers.

L'amélioration structurelle devrait contribuer à renforcer le positionnement de la HEP-PH FR sur le plan cantonal, national et intercantonal.

7. Influences sur la répartition des tâches Etat-communes

Le projet de loi ne comporte aucun effet sur la répartition des tâches Etat-communes.

8. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

Le projet de loi est en conformité avec le droit fédéral topique. Il s'accorde avec les dispositions de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, en particulier dans les domaines de la formation supérieure et de la recherche, de l'égalité et des langues.

Il est eurocompatible.

9. Soumissions au referendum

La présente loi est soumise au référendum législatif (facultatif). Elle n'est pas soumise au référendum financier.

10. Conclusion

Dans un premier temps, il sied de rappeler que, par leur postulat sur la formation des enseignants et enseignantes dans le canton de Fribourg (état actuel et projets d'avenir) déposé et développé le 7 mai 2012, les députés André Schneuwly et Markus Zosso invitaient le Conseil d'Etat à présenter un rapport sur la situation actuelle de la Haute Ecole pédagogique fribourgeoise, sur la collaboration entre celle-ci et l'Université de Fribourg et sur les projets d'avenir pour la formation des enseignants et enseignantes dans le canton de Fribourg. C'est la raison pour laquelle, certains passages de ce message concernant ces aspects ont fait l'objet d'une attention particulière.

Dans un second temps, il convient d'ajouter que les récents développements dans le domaine de la politique de l'éducation mentionnés en introduction poussent les HEP à la collaboration mais également à la concurrence, et donc à se profiler avec un certain nombre d'atouts et de compétences spécifiques. Afin de positionner la HEP-PH FR dans le paysage des hautes écoles suisses, et tout simplement d'assurer une formation de qualité aux futurs enseignants et enseignantes de notre canton, il est indispensable de fortifier la gouvernance de l'institution. Il s'agit dès lors de renforcer l'autonomie de la HEP-PH FR et les compétences de sa direction. Cette évolution est nécessaire à la garantie d'une formation tertiaire de qualité, préservant l'assurance qualité et mettant en exergue les nombreux atouts de notre HEP, dont le bilinguisme fait partie.

C'est la raison pour laquelle un projet de loi adapté aux contraintes et exigences actuelles est proposé. Le projet apporte certaines modifications au fonctionnement actuel de la HEP-PH FR, notamment liées à une organisation qui doit être améliorée et à une nouvelle structure de direction qui doit être renforcée.



Botschaft 2014-DICS-74

3. Februar 2015

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über die Pädagogische Hochschule Freiburg (PHFG)

Wir unterbreiten Ihnen den Gesetzesentwurf über die Pädagogische Hochschule Freiburg (PHFG).

1. Einführung	21
2. Allgemeine Darstellung	22
3. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen	26
4. Zeitplan der Umsetzung	40
5. Personelle und finanzielle Auswirkungen	40
6. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung	41
7. Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden	41
8. Verfassungsmässigkeit, Vereinbarkeit mit Bundesrecht und europäischem Recht	41
9. Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum	41
10. Schlussbemerkungen	41

1. Einführung

Die Annahme des Gesetzes über die Pädagogische Hochschule (PHG) am 4. Oktober 1999 durch den Grossen Rat war ein entscheidender politischer Akt im langen Tertiärisierungsprozess der Lehrerinnen- und Lehrerbildung für die Vorschul- und Primarschulstufe. Dies bildete den Gründungsakt der Pädagogischen Hochschule Freiburg (HEP-PH FR). Obwohl die HEP-PH FR einen Grossteil des Personals des Kantonalen Lehrerseminars (KLS) übernahm und in dessen Räumlichkeiten Platz fand, musste eine gänzlich neue Institution geschaffen werden, die mit den neuen Anforderungen an die Hochschulen im Einklang stand.

Das Gesetz von 1999 markierte das Ende der konzeptionellen Arbeit, aber vor allem den Anfang ihrer praktischen Umsetzung. Denn ging es nicht einfach darum, die bestehende Institution umzuwandeln; es musste eine neue Schule geschaffen werden – eine Hochschule. Dieser radikale Bruch war aus zwei Gründen notwendig:

- > Zum einen wurde mit dem Übergang der Institution von der Sekundar- zur Tertiärstufe (HEP-PH FR) die Positi-

onierung innerhalb des Bildungssystems gegenüber dem KLS verändert

- > und zum anderen musste die Organisationsstruktur der Institution an die Zusammenlegung zuvor getrennter Einheiten in eine einzige, mit vielfältigen Aufgaben betraute und überdies zweisprachige Einrichtung angepasst werden.

Das ehemalige KLS und die neue HEP-PH FR existierten mehrere Jahre lang nebeneinander mit ihren eigenen Strukturen und Direktionen. Einige Ausbilderinnen und Ausbilder unterrichteten an beiden Institutionen gleichzeitig und waren mit sehr unterschiedlichen Anforderungen und Arbeitsweisen konfrontiert. Erst mit der letzten Diplomübergabe des KLS erhielt die HEP-PH FR wirklich die volle Kontrolle über ihre Struktur, ihr Personal und ihre Gebäude und konnte sich auf ihre Entwicklung und ihre Aufträge als Hochschule konzentrieren.

Die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) hat die Diplome der HEP-PH FR bereits 2005 interkantonal anerkannt; diese interkantonale Anerkennung

wurde im Oktober 2012 erneuert. Ebenfalls problemlos verlief die ISO-Zertifizierung im Jahr 2011, die 2012 erneuert wurde. In der Zwischenzeit hat sich das gesamte Bildungssystem stark gewandelt: In der ganzen Schweiz entstanden pädagogische Hochschulen (PH). Im Zuge ihrer Entwicklung und der dabei erworbenen Erfahrungen wurden die Rahmenbedingungen angepasst. Zudem wurden die PH in die Hochschullandschaft Schweiz integriert. Diese Integration wird demnächst mit dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG) noch verstärkt.

Das Parlament hat dieses neue Bundesgesetz am 30. September 2011 verabschiedet. Zum ersten Mal überhaupt werden die PH in einem Bundesgesetz erwähnt. Dieses Gesetz, das für die PH sehr wichtig ist, wird 2015 in Kraft treten. Als wichtigste Neuerung führt es die institutionelle Akkreditierung ein, die zur Voraussetzung für das Bezeichnungswort wird, d. h. für das Recht, im Namen der Institution die Bezeichnung «Universität», «Fachhochschule» oder «Pädagogische Hochschule» zu führen (Art. 29 HFKG). Die PH sind künftig verpflichtet, sich zusätzlich zur Diplomanerkennung der EDK einer institutionellen Akkreditierung zu unterziehen. Im Gegenzug ist die Bezeichnung «Pädagogische Hochschule» geschützt. Sie müssen sich daher vergewissern, dass alle Kriterien für die Akkreditierung erfüllt sind, und vor allem in der Forschung immer leistungsfähiger werden. Forschungsprojekte, die die PH dem Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung unterbreiten, werden nach denselben Kriterien beurteilt wie die Projekte der übrigen Hochschulen, da der Spezialfonds für die Förderung der Forschung in den PH (Fonds DORE) inzwischen abgelaufen ist.

Heute drängen die jüngsten bildungspolitischen Entwicklungen (Kompetenzprofil für den Lehrberuf, Sprachkompetenzen der Lehrpersonen, Englischunterricht, Ausbildung mit begleiteter Lehrtätigkeit usw.) die PH zur Zusammenarbeit. Gleichzeitig verschärft sich damit aber auch der Wettbewerb unter ihnen, so dass sie sich mit ihren jeweiligen Vorzügen und Fachkompetenzen zu profilieren versuchen. Als berufsbildende Fachhochschulen *par excellence* müssen die PH ihre Studienprogramme laufend an Studienplanänderungen und an die Entwicklung der Unterrichtsmodelle anpassen. Diese Anpassungen betreffen nicht nur die Grundausbildung, sondern auch die übrigen Aufgaben der HEP-PH FR. So wie die Fachhochschulen und die Universitäten sehen sich die PH trotz ihrer rein kantonalen Finanzierung zunehmend mit interkantonalen, nationalen und sogar internationalen Anforderungen konfrontiert. Ein Beispiel dafür ist die Einführung des Bologna-Systems.

Es erscheint daher notwendig, die institutionelle Autonomie und die Kompetenzen der Direktion der HEP-PH FR zu

stärken, um eine qualitativ hochstehende Tertiärausbildung zu gewährleisten. Ziel dieser Stärkung ist es, die zahlreichen Vorzüge der HEP-PH FR, zu denen auch die Zweisprachigkeit gehört, zu erhalten und zugleich stärker hervorzuheben. In dieser Situation drängt sich eine Totalrevision des Gesetzes von 1999 auf.

Rückblende: Die Grossräte André Schneuwly und Markus Zosso baten mit ihrem am 7. Mai 2012 eingereichten und gleichentags begründeten Postulat über die Lehrerinnen- und Lehrerausbildung im Kanton Freiburg (gegenwärtiger Stand und Zukunftspläne) den Staatsrat, einen Bericht über die aktuelle Situation der Pädagogischen Hochschule Freiburg, ihre Zusammenarbeit mit der Universität Freiburg und die Zukunftspläne für die Lehrerinnen- und Lehrerbildung im Kanton Freiburg zu verfassen. Gestützt auf das PHG, das die Organisation der Lehrerinnen- und Lehrerbildung zwischen der HEP-PH FR und der Universität regelt, wurden im Postulat eine Reihe von Fragen gestellt, die in einem Bericht des Staatsrats beantwortet werden sollten. Die Fragen betrafen einerseits die Rechtsform, die Autonomie, die Führung und die Arbeitsweise der HEP-PH FR, wobei besonders Gewicht auf die Beurteilung der Zweisprachigkeit gelegt wurde. Andererseits bezogen sie sich auf die vom PHG angestrebte Annäherung der HEP-PH FR und der Universität mit dem Ziel, ein Bildungs- und Kompetenzzentrum für die Lehrerinnen- und Lehrerbildung zu schaffen. In seiner Antwort vom 20. November 2012 teilte der Staatsrat mit, der Bericht zum Postulat werde in die Botschaft zum Revisionsentwurf des PHG integriert. Diesen Aspekten wird in der vorliegenden Botschaft daher besondere Aufmerksamkeit geschenkt.

2. Allgemeine Darstellung

2.1. Kontext

Die HEP-PH FR hat vom Grossen Rat eine ehrgeizige Aufgabe erhalten: Sie soll den neuen Anforderungen und Aufgaben gewachsen sein, mit denen die Lehrerinnen und Lehrer im Hinblick auf die Lernziele des 21. Jahrhunderts konfrontiert sind. Angestrebt wurde damit «eine grössere Kohärenz und bessere Effizienz der Lehrerinnen- und Lehrerbildung, was der Schule allgemein zugutekommt und die Anforderungen der Gesellschaft berücksichtigt» (vgl. Botschaft vom 30. März 1999 zum Entwurf des Gesetzes über die Pädagogische Hochschule). Die neu auf Tertiärebene angehobene HEP-PH FR erhielt somit den Auftrag, das Niveau der Berufsbildung anzuheben, um die Freiburger Ausbildung an die neuen Bedingungen anzupassen und dadurch eine interkantonale Anerkennung der Abschlüsse zu gewährleisten.

Dieses Ziel ist erreicht: Am 10. Juni 2005 hat die EDK den Freiburger Bildungsgang anerkannt. Damit werden die Qualität und die Wirksamkeit der an der HEP-PH FR erteilten Ausbildung bescheinigt. Die Anerkennungskommission ver-

wies dabei auf die kohärente Ausbildung, die Dynamik des gemeinsamen Aufbaus (Ko-Konstruktion) mit den Ausbilderinnen und Ausbildern, die Qualitätsbemühungen und nicht zuletzt auf die Einführung eines einheitlichen Studienplans für beide Sprachabteilungen. Ausserdem wertete sie die Zweisprachigkeit als «zusätzlichen Vorteil» und zeigte sich beeindruckt, wie diese sowohl von den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der HEP-PH FR wie auch von den Studierenden im Alltag gelebt wird. Die Erneuerung der Anerkennung im Oktober 2012 belegt, dass diese Ausbildung qualitativ Bestand hat.

Im Juli 2005 vergab die HEP-PH FR ihre 68 ersten Lehrbefähigungsausweise für den Kindergarten und die Primarstufe und gleichzeitig die 68 ersten *Bachelors of Arts in Pre-Primary and Primary Education*. In den Jahren 2005 bis 2012 wurden insgesamt 731 Diplome ausgestellt (496 französischsprachige, 181 deutschsprachige und 54 zweisprachige). Aus den Bewerbungen zu Beginn des akademischen Jahres 2014/15 lässt sich ersehen, dass eine steigende Zahl der Kandidatinnen und Kandidaten die zweisprachige Ausbildung absolvieren möchten. Ausserdem kann die HEP-PH FR stolz sein, dass sie vermehrt Studierende aus anderen Kantonen anzieht.

Parallel dazu hat die HEP-PH FR eine Ausbildung für Praxisausbilderinnen und -ausbilder sowie für Praktikumslehrkräfte eingeführt, die für die praktische Ausbildung unverzichtbar sind. Zudem erweiterte sie die Forschung und die Dienstleistungen für Dritte, ohne die die HEP-PH FR keine tertiäre Bildungseinrichtung wäre. Ebenso wurde der Weiterbildungsbereich als Ergänzung zur Grundausbildung der Freiburger Lehrerinnen und Lehrer ausgebaut.

Nun, da die pädagogischen Hochschulen vom Aufbau zur Konsolidierung ihrer Strukturen und Tätigkeiten übergehen, muss die gesetzliche Grundlage den bisherigen Erfahrungen und den Vorgaben des Bundes angepasst werden. So führt das HFKG gemeinsame Organe ein, definiert ihre Kompetenzen und schafft ein einheitliches Akkreditierungssystem für alle Typen von Hochschulen. Diese Akkreditierung wird nur Einrichtungen gewährt, die eine qualitativ hochstehende Lehre und Forschung anbieten, Mitwirkung, Chancengleichheit und Nachhaltigkeit garantieren und ausserdem über eine «leistungsfähige Hochschulorganisation und -leitung» und Instrumente zur Überprüfung der Erfüllung des eigenen Auftrags verfügen. Es gilt daher, die HEP-PH FR und ihre Führungsorgane auf aktuelle und künftige Anforderungen vorzubereiten: Dazu werden ihre Strukturen und Entscheidungsprozesse modernisiert und mit der eigenen Rechtspersonlichkeit erhält sie eine gewisse Autonomie.

2.2. Entstehung des Entwurfs

Der vorliegende Gesetzesentwurf ist das Ergebnis eines langen Prozesses: Den eigentlichen Arbeiten, die 2007 began-

nen, waren verschiedene Analysen vorausgegangen, auf die später eingegangen wird. Das ganze Projekt hat sich aus mehreren Gründen in die Länge gezogen:

- > Die ständigen Änderungen im interkantonalen und schweizerischen Bildungssystem haben sich immer wieder auf den Vorentwurf ausgewirkt.
- > Es musste die Verabschiedung des HFKG abgewartet werden, um seine Auswirkungen auf die kantonalen Gesetzgebungen präzise beurteilen zu können.
- > Zunächst wurde eine Teilrevision erwogen, die dann jedoch zugunsten einer Totalrevision fallen gelassen wurde.

Wie erwähnt wurden die Tätigkeiten, die Strukturen und die Arbeitsweise der HEP-PH FR von verschiedenen externen Stellen evaluiert. Dies geschah einerseits im Rahmen von Zertifizierungen durch externe Organisationen und andererseits im Auftrag der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) oder der Direktion der HEP-PH FR, um besonders komplexe Entwicklungen zu begleiten.

Das Diplomanerkennungsverfahren der EDK und das ISO-Verfahren zur Qualitätszertifizierung gehören zur ersten Gruppe. In diesen Verfahren wurden alle Aspekte der Arbeit der HEP-PH FR geprüft, d. h. sowohl ihre Organisation und ihre Abläufe als auch die Angemessenheit ihrer Ressourcen im Verhältnis zu ihren Aufgaben. Dabei wurden insbesondere die Kompetenzen ihrer Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter und die verfügbaren Mittel untersucht. Das Ergebnis fiel jedes Mal sehr positiv aus.

Was die besonderen Aufgaben angeht, gab die EKSD folgende externe Gutachten in Auftrag:

- > 2004: Analyse des Weiterbildungsangebots für die Lehrerinnen und Lehrer. In dieser Untersuchung wurden Informationen über die verschiedenen Kurse zusammengetragen, die bisher von den Schulverantwortlichen und der EKSD aufgebaut worden waren. Darin wurden auch Vorschläge für die schrittweise Reorganisation dieses Bereichs nach der Schaffung der HEP-PH FR erarbeitet, da dieser Abteilung die gesamte Weiterbildung der Lehrpersonen übertragen werden soll. Nach dieser Untersuchung konnten die Rollen der EKSD als für die Ausbildung zuständige Direktion und Arbeitgeberin einerseits und der HEP-PH FR als Leistungserbringerin in der Weiterbildung andererseits erörtert und geklärt werden. Zudem wurde eine Richtlinie ausgearbeitet; das Dispositiv wird nun schrittweise umgesetzt.
- > 2005: Evaluation der Führungsstrukturen. Dabei ging es darum, die organisatorischen und strukturellen Funktionen der Direktion der HEP-PH FR zu überprüfen, Szenarien für die strukturelle und funktionelle Weiterentwicklung mit den jeweiligen Vor- und Nachteilen

und Risiken auszuarbeiten und schliesslich die strukturelle Organisation der Zweisprachigkeit und die Auswirkung dieser Organisation auf die Arbeitsweise der Abteilungen zu untersuchen. Diese Untersuchung zeigte, dass die Kumulation von zwei leitenden Funktionen, nämlich die der Abteilungsleiterin oder des Abteilungsleiters und die der Rektorin oder des Rektors mit einer zu grossen Arbeitslast verbunden ist. Daher schlug die ESKD dem Staatsrat die Trennung dieser zwei Funktionen vor und dieser stimmte dem Vorschlag zu.

- > 2011 und 2012: Evaluation der Mitarbeiterzufriedenheit in der Institution. Der Ergebnisbericht hob Schwierigkeiten innerhalb der Institution hervor, die teilweise mit der institutionellen Umwandlung des ehemaligen Lehrerseminars in eine pädagogische Hochschule zusammenhängen. Um diese Schwierigkeiten zu lösen, beauftragte die EKSD zwei Experten, die Situation zu analysieren und ein Dispositiv für die Begleitung der Veränderung vorzuschlagen. Die Studie kam zum Schluss, dass es vorerst notwendig ist, die Struktur der HEP-PH FR samt ihrer verschiedenen Organe und deren Zusammensetzung, Arbeitsweise und Befugnisse klarer festzulegen. Dazu ist allerdings ein klarer rechtlicher Rahmen und mithin eine Revision des PHG und seiner Ausführungsbestimmungen erforderlich.

Auf der Grundlage dieser Ergebnisse und der Anforderungen des HFKG (vgl. Punkte 1 und 2.1) wurde ein Vorentwurf für eine Teilrevision des PHG verfasst. Dieser Entwurf wurde der Kommission der HEP-PH FR regelmässig unterbreitet, damit diese ergänzende Vorschläge machen konnte.

Der Vorentwurf befand sich von Ende Juni bis Ende Oktober 2013 in der Vernehmlassung. Über 40 Instanzen reichten Antworten ein, von den Gemeinden bis zu den Inspektoraten, von den Gewerkschaften oder politischen Parteien bis zur katholischen kirchlichen Körperschaft. Zu fast allen Artikeln wurden Kommentare angebracht, auch zu dem grösseren Teil der Artikel und Absätze, die durch den Vorentwurf gar nicht betroffen waren.

In den meisten Stellungnahmen wurden die Revision und ihre Schwerpunkte und insbesondere die Notwendigkeit, die HEP-PH FR mit eigener Rechtspersönlichkeit auszustatten, begrüsst. In vielen Kommentaren wurde allerdings bedauert, dass nur eine Teilrevision beabsichtigt war; verlangt wurde u. a. eine Überarbeitung der gesamten Gesetzesstruktur, eine Anpassung an die neuen Gesetzesgrundlagen des Bundes und der Kantone (von denen einige im selben Jahr verabschiedet wurden), die Klärung der Rollen und Kompetenzen der verschiedenen Organe oder Instanzen, eine Vereinheitlichung der Terminologie usw. In den Schlusskommentaren wurde verschiedentlich das Hinzufügen von Artikeln verlangt. Der Vernehmlassungsbericht kann unter

http://www.fr.ch/safu/de/pub/lehrerinnen_lehrerbildung/ph.htm eingesehen werden.

Daraus musste der Schluss gezogen werden, dass die aktuelle Gliederung des PHG, auch nach einer Teilrevision, den heutigen Bedürfnissen und der aktuellen Situation nicht mehr entspricht. Tatsächlich hat sich der Kontext verändert: Mit der Verabschiedung des neuen Schulgesetzes und der neuen Gesetze über die Universität (UniG) und die Fachhochschule Westschweiz Freiburg (HES-SO//FRG) ist eine Einheitlichkeit anzustreben. Der Staatsrat stimmte daher in seiner Sitzung vom 2. September 2014 grundsätzlich einer Totalrevision zu. Er beauftragte die EKSD, die Gliederung des Gesetzes zu überarbeiten und sich an die Rechtslogik anzulehnen, nach der die übrigen Gesetze über die Hochschulen des Kantons aufgebaut sind.

2.3. Handlungsbedarf

Die Ergebnisse des Gutachtens von 2005 liefen auf eine klare Feststellung hinaus; es gelte:

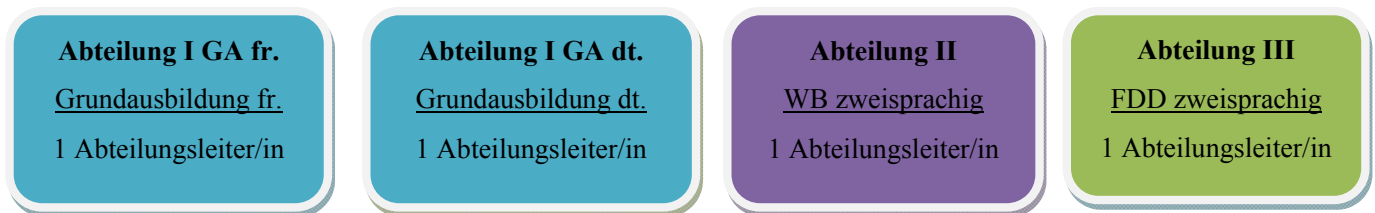
- > die Organisation und die Aufgabenteilung zu verbessern und klar abgegrenzte, vollamtliche Funktionen für die Rektorin oder den Rektor und die Abteilungsleiterin oder den Abteilungsleiter einzuführen;
- > die zunehmende Arbeitslast der administrativen Führung der HEP-PH FR zu berücksichtigen und eine Leiterin oder einen Leiter der Verwaltung anzustellen, um die Direktion zu entlasten;
- > die Formel 1:1 für die Zweisprachigkeit in den Strukturen zu überprüfen (fast jede Struktur der HEP-PH FR gab es einmal in Französisch und einmal in Deutsch: zum Beispiel die französischsprachige Forschungsstelle und ihr deutschsprachiges Gegenstück) – und zweisprachige Abteilungen zu schaffen, nach dem Vorbild der Abteilung «Pädagogische Beratung, Forschung und Entwicklung», die kürzlich in «Forschung und Dienstleistungen für Dritte» umbenannt wurde, sowie dem der Abteilung «Weiterbildung».

Auf dieser Grundlage schlug die EKSD dem Staatsrat ein Szenario vor, das den Vorteil hatte, die Zweisprachigkeit und ihre Attraktivität zu fördern, die Identität der Institution als Einheit zu stärken, die Autonomie und die Kreativität der HEP-PH FR als Institution der Tertiärstufe auszubauen, die Arbeitsweise der Direktion und die Verwaltungsabläufe zu verbessern sowie die Rollen auf der Funktions- und Entscheidungsebene zu klären. Nachdem die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der HEP-PH FR dem vorgeschlagenen Szenario zugestimmt hatten, wurde es vom Staatsrat genehmigt.

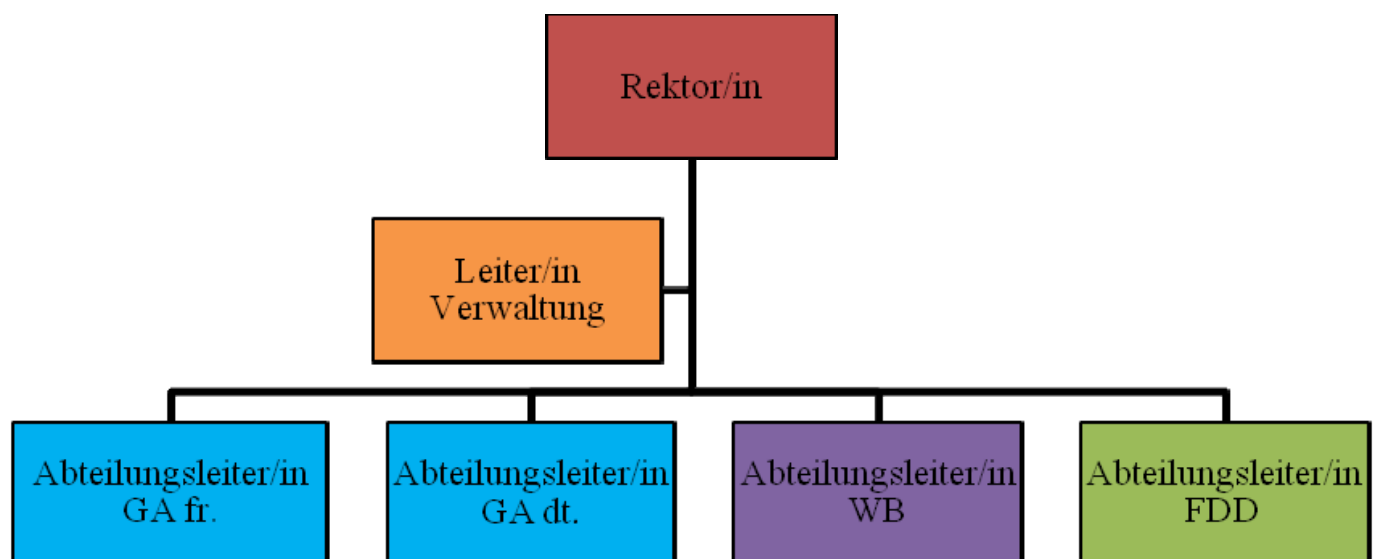
Die neue Direktion, die dieses Szenario vorsieht und die in den Gesetzesentwurf aufgenommen wurde, präsentiert sich wie folgt:

1. eine vollamtliche Rektorin oder ein vollamtlicher Rektor mit einer stärkeren Stellung, umfassenderen Befugnissen und einer klareren Abgrenzung durch die Trennung der Funktionen Rektorin/Rektor und Abteilungsleiterin/-leiter;
2. zwei Abteilungsleiterinnen oder -leiter für den Bereich I «Grundausbildung (GA)», jeweils eine Person pro Sprachabteilung (Französisch und Deutsch);
3. eine Abteilungsleiterin oder ein Abteilungsleiter für die Abteilung II «Weiterbildung (WB)»: Diese neu geschaffene, zweisprachige Abteilung soll die Bedeutung und die Sichtbarkeit der zweisprachigen Weiterbildung stärken; zudem entspricht dies der in den anderen PH üblichen gesetzlichen Regelung;
4. eine Abteilungsleiterin oder ein Abteilungsleiter für die Abteilung III «Forschung und Dienstleistungen für Dritte (FDD)», wodurch diese zweisprachige Abteilung besser wahrgenommen wird;
5. eine Leiterin oder ein Leiter der Verwaltung, um die Direktion in operativen Angelegenheiten zu entlasten.

Diese Struktur lässt sich schematisch wie folgt darstellen:



Die folgende Abbildung zeigt das Organigramm der Direktion, das *de facto* seit der Genehmigung des Szenarios durch den Staatsrat bereits in Kraft ist:



Der heute vorgelegte Entwurf beruht auf mehreren Grundlagen:

- > auf dem Gesetzesvorentwurf über die HEP-PH FR, was die Grundprinzipien anbelangt, die sich aus den Gutachten und dem HFKG ergeben;
- > auf den bei der Vernehmlassung vorgebrachten Anmerkungen: Tatsächlich wurde der Grossteil der Anmerkungen auf die eine oder andere Art berücksichtigt (Terminologie, finanzielle Aspekte, Erweiterung des Zielpublikums für die Ausbildungsangebote, Rollen und Kompetenzen der Organe, Zusammensetzung und Arbeitsweise der Kommission der HEP-PH FR, Abschnitt über die Studierenden, Abschnitt über das Personal, Schaffung der Versammlung des administrativen und technischen Personals, Abschnitte über die Aufträge der drei Abteilungen usw.);
- > auf dem Gesetz vom 15. Mai 2014 über die Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (HES-SO//FRG) und dem Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes vom 19. November 1997 über die Universität (UniG): strukturelle Elemente des Gesetzes, Terminologie, Kompetenzen der Kommission der HEP-PH FR usw.

Mit dem vorgelegten Gesetzesentwurf soll also eine neue Gesamtstruktur der HEP-PH FR eingeführt und ihre Autonomie gestärkt werden, indem sie mit eigener Rechtspersönlichkeit ausgestattet wird. Der Entwurf dient folgenden Zielen:

- > die Organisation der HEP-PH FR vereinfachen, indem die Struktur jeder Abteilung und Einheit klar festgelegt wird;
- > die Führung der Institution verbessern, insbesondere durch die klarere Darstellung der Aufträge und Kompetenzen der Direktionsorgane;
- > die Kompetenzen der zentralen Organe der HEP-PH FR, die hauptsächlich Aufgaben im Bereich der strategischen Optionen und der Institutionsleitung wahrnehmen, und der drei Abteilungen Ausbildung, Weiterbildung und Forschung und Dienstleistungen für Dritte besser ausgestalten.

Damit die HEP-PH FR ihre Autonomie ausüben kann, werden Zuständigkeiten, die beim Staatsrat oder der EKSD liegen, der Institution übertragen und entweder der Kommission der HEP-PH FR oder der Direktion zugeteilt. Die Rolle des Rektors oder der Rektorin muss ebenfalls gestärkt werden. Es wird zum Beispiel vorgeschlagen, dass sie oder er Anstellungsbehörde für das Personal ist und der Kommission der HEP-PH FR die Wahl der Abteilungsleiterinnen und -leiter vorschlägt.

Ausserdem werden Bestimmungen eingeführt, um Themen zu regeln, die in den vergangenen Jahren in der Praxis neu hinzugekommen sind.

Anschliessend sollen die Ausführungsbestimmungen erarbeitet werden. Dies wird Gelegenheit bieten, die Aspekte der Personalverwaltung, die sich aus der grösseren Autonomie der HEP-PH FR ergeben, in einem Personalreglement niederzulegen, die Mitwirkung des Personals und der Studierenden in der Institution besser zu regeln und die Verwaltungsabläufe dem neuen gesetzlichen und reglementarischen Rahmen anzupassen. Die Ausführungsbestimmungen werden dann in die Vernehmlassung geschickt und danach dem Staatsrat zur Genehmigung vorgelegt.

3. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

1. Kapitel

Art. 1

Die Pädagogische Hochschule Freiburg (HEP-PH FR) ist eine Institution der Tertiärstufe für die Ausbildung zu pädagogischen Berufen. Der Begriff «Institution» ersetzt denjenigen der Schule, der sich eher für die Primarstufe eignet.

Dieser Artikel stattet die HEP-PH FR mit eigener Rechtspersönlichkeit aus. Dadurch kann sie in eigenem Namen Verpflichtungen eingehen, was namentlich für den Abschluss von Vereinbarungen mit den anderen Hochschulen oder die Anstellung ihres Personals von Bedeutung ist. Mit dieser Änderung wird ihre Eigenschaft als autonome Bildungseinrichtung der Tertiärstufe bestätigt; ihre Stellung entspricht nun derjenigen der übrigen schweizerischen PH und Fachhochschulen. Zudem ist diese Autonomie gemäss dem HFKG eine Voraussetzung, die zur Qualität einer Institution beiträgt und bei der eidgenössischen Akkreditierung berücksichtigt wird.

Die eigene Rechtspersönlichkeit bedeutet:

- a. strategische Autonomie mit grösserer Verantwortung;
- b. grössere akademische Freiheit (Lehre und Forschung);
- c. Verwaltungs- und Zeichnungsautonomie für Vereinbarungen, Verträge usw. (die Rektorin oder der Rektor vertritt die HEP-PH FR und geht für sie Verpflichtungen ein);
- d. autonomes Erlassen interner Regelungen;
- e. ein Globalbudget, das im alten PHG bereits vorgesehen ist;
- f. die Befugnis, Personal einzustellen und zu verwalten (die Löhne werden aber weiterhin vom Amt für Personal und Organisation des Staates verwaltet).

Die HEP-PH FR bleibt administrativ der EKSD angegliedert. Der Staat übt – durch den Staatsrat und durch die EKSD – die Obergewalt über die HEP-PH FR aus (Art. 32 und 33 dieses Gesetzesentwurfs/PHFG).

Die Reihenfolge der ersten Artikel ist mit dem HES-SO//FRG vergleichbar. Die Ausdrücke «autonom» und «Rechtspersönlichkeit» wurden aus dem Text des HES-SO//FRG (Art. 2 Abs. 2) übernommen.

Art. 2

Dieser neue Artikel über die Aufsicht ist an Artikel 3 HES-SO//FRG angelehnt. Er erlaubt es, die einführenden Artikel besser zu gliedern und die Zuständigkeiten des Staatsrats und der EKSD in den Artikeln 32 und 33 PHFG zusammenzulegen.

Art. 3

Ersetzen von Ausdrücken und Aufnahme in den Titel (betrifft nur den französischen Text).

Absatz 1 Bst. a:

Der Begriff «Primarstufe» entstammt der Terminologie von HarmoS (Art. 6): Er umfasst die Schuljahre 1–8 H (früher die 2 Kindergartenjahre, 1–2 KG, und die 6 Jahre Primarschule, 1–6 PS) und schliesst also den Kindergarten mit ein. Was diese Definition angeht, befindet sich der Kanton Freiburg in einer etwas schwierigen Situation: Im Rahmen der EDK ist für den Kindergarten zwingend der Begriff der Vorschulstufe zu verwenden, weil mehrere Kantone HarmoS abgelehnt haben und somit das, was bei uns zur obligatorischen Schule gehört, in mehreren Kantonen nichtobligatorische Vorschule ist. Deshalb verwendet die EDK noch den Begriff «Vorschule» und die von der HEP-PH FR erteilten Diplome erwähnen aus Gründen der Anerkennung durch die EDK ausdrücklich die Vorschul- und die Primarstufe.

Auch bezieht sich der Ausdruck «Grundausbildung der Lehrpersonen» auf die Ausbildung, die die HEP-PH FR ihren Studierenden erteilt. Diese werden künftig als Lehrpersonen in der Praxis tätig sein. Es handelt sich hier also um den allgemeinen Ausdruck, der überall verwendet wird.

Absatz 1 Bst. b:

Durch das Ersetzen des Ausdrucks «Lehrpersonen» durch «Personal» kann die Weiterbildung auch einem anderen Publikum geöffnet werden, wie dies in mehreren Stellungnahmen verlangt wurde. So zum Beispiel den Mitgliedern des Schulkaders oder dem Personal der Sonder- oder Berufsschulen. Siehe diesbezüglich den Kommentar zu Artikel 28.

Absatz 1 Bst. d:

Der Ausdruck «Personen» deckt ein breiteres Publikum ab: Studierende der HEP-PH FR oder der Universität, Forscherinnen und Forscher, andere im Unterricht tätige

Personen wie Schulleiterinnen und -leiter, die Kader der Orientierungsschulen usw. Dieses Publikum kann auch Religionslehrerinnen und -lehrer umfassen, Personen von sonderpädagogischen Institutionen wie Logopädinnen und Logopäden, Personen, die in Krippen oder Kindergärten arbeiten usw. Diese Öffnung entspricht derjenigen in Buchstabe b.

Der Begriff «Lehr- und Lernmaterialien» umfasst mehrere Aspekte: physische Informationsträger (Bücher, Themenkoffer usw.), Tonträger (CD, Aufnahmen usw.) und elektronische Lehr- und Lernressourcen wie Unterrichtssequenzen, Anwendungen, Internetlinks, Internetplattformen usw.). Mit dem Weglassen des bestimmten Artikels vor «Lehr- und Lernmaterialien» wird auf den Auftrag Bezug genommen, dem Lehrpersonal und den Studierenden der HEP-PH FR, den Lehrpersonen in der Praxis oder einem weiteren Zielpublikum Ressourcen als Ergänzung zu den offiziellen Lehrmitteln der EKSD zur Verfügung zu stellen. Das Multimediazentrum bietet ausserdem die Ausleihe aller für den Unterricht gängigen Multimediageräte an. In Zusammenarbeit mit der Universität Freiburg stellt das Zentrum der HEP-PH FR auch den Lehrpersonen der Orientierungs- und Mittelschulen Ressourcen zur Verfügung.

Absatz 1 Bst. e:

Hinter dieser Bestimmung steht der Gedanke, das Sprachengleichgewicht und die Zweisprachigkeit innerhalb der Institution zu fördern. Dieser Buchstabe widerspiegelt Artikel 11 HES-SO//FRG.

Absatz 2:

Der neue Absatz 2 lehnt sich an das HES-SO//FRG an. Der HEP-PH FR könnten neben jenen, die im vorhergehenden Absatz aufgezählt sind, weitere Aufgaben oder Aufträge übertragen werden. In diesem Fall ist der Staatsrat dafür zuständig, weil ein solcher Entscheid eventuell zusätzliche Stellen (VZÄ) und Finanzmittel erfordern würde. Siehe Artikel 2 Absatz 6 HES-SO//FRG.

Absatz 3:

Das HES-SO//FRG (Art. 10) und eine Schlussbemerkung der Kommission der HEP-PH FR legen nahe, eine andere Version von Artikel 3 vorzuschlagen als die im Vorentwurf gewählte. Das hier erwähnte Leitbild existiert noch nicht, entspricht aber klar einem Wunsch des Lehrpersonals der HEP-PH FR. Im HES-SO//FRG ist ebenfalls von einem Leitbild die Rede und es werden die folgenden Werte genannt, die für das Leitbild der HEP-PH FR übernommen werden könnten: Achtung, Verantwortung, Vertrauen, Besonnenheit und Engagement.

Mit dem Erlass eines neuen Gesetzes stellt sich die Frage, was die Besonderheit einer Hochschule der Tertiärstufe mit eigener Rechtspersönlichkeit ausmacht. Das Erarbeiten eines Leitbilds für die Hochschule würde Gelegenheit bieten, sich eingehend mit der Identität, den Werten und den Aufgaben der HEP-PH FR auseinanderzusetzen, die in Lehre und Forschung neu geschaffenen Berufspraktiken zu überarbeiten und/oder neu aufzubauen, die Kompetenzen zu definieren, die von den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern im Zusammenhang mit der Umwandlung der HEP-PH FR erwartet werden und deren Rollen in der neuen Organisation zu bestimmen. Kurz, das Personal der HEP-PH FR durch den ganzen Veränderungsprozess zu begleiten und es in die Arbeiten einzubeziehen.

Das Leitbild könnte mehrere besondere Dokumente umfassen. Darin müsste auch das Verhältnis zwischen der Institution und ihren Partnern geregelt werden.

Art. 4

Dieser neue Artikel führt den Grundsatz der Qualitätssicherung ein.

Angesichts der künftig verlangten institutionellen Akkreditierung im Sinne des HFKG, die das Organ für Akkreditierung und Qualitätssicherung der Schweizerischen Hochschulen (OAQ) durchführen wird, sind bei der Schweizerischen Konferenz der Rektorinnen und Rektoren der Pädagogischen Hochschulen (COHEP) Arbeiten zur Qualitätssicherung in Gang: Gegenwärtig werden die Methoden zur Planung, Entwicklung und Implementierung verschiedener Qualitätsmanagementsysteme geprüft, um den pädagogischen Hochschulen Empfehlungen oder gar gemeinsame Standards bereitzustellen, mit denen Redundanzen zwischen den verschiedenen Qualitätsmanagementprozessen vermieden werden sollen. In der Tat ist eine Koordination zwischen der EFQM (*European Foundation for Quality Management*), der institutionellen Akkreditierung des OAQ und dem Anerkennungsverfahren der EDK erforderlich.

Überprüft wird gemäss Artikel 27 HFKG die Qualität der Lehre, der Forschung und der Dienstleistungen. Die Institution selbst wird bei ihrer Akkreditierung überprüft (Art. 28 HFKG), die Aufsicht der EKSD und des Staatsrats kommen zusätzlich hinzu.

Art. 5

Der Ausdruck «Grundausbildung der Lehrpersonen» bezieht sich auf die Ausbildung der HEP-PH FR für ihre Studierenden, die künftig als Lehrpersonen in der Praxis tätig sein werden. Es handelt sich hier um den allgemeinen Begriff, der überall verwendet wird.

Es wurde festgestellt, dass es relativ schwierig ist, ein ganzes Fach in der anderen Sprache zu beherrschen. Daher wurde der pragmatische und sinnvolle Vorschlag gemacht, «Fach» durch «didaktische Sequenz» zu ersetzen. Eine didaktische Sequenz ist eine Unterrichtsetappe, die einem oder mehreren Lern-, Verständnis- und Kenntniszielen entspricht. Zum Beispiel kann es im Sprachunterricht ein Ziel sein, «seinen Geschmack in Bezug auf Nahrungsmittel auszudrücken». Dieses Ziel ist nur erreicht, wenn die Schülerin oder der Schüler die Verben lernt, die sich auf den Geschmack beziehen (zum Beispiel: mögen, bevorzugen, verabscheuen), sowie die Konjugation dieser Verben, die Adjektive und das Vokabular der Gastronomie und die kulturellen Vorstellungen für die Beschreibung von Geschmacksempfindungen (z. B. länderspezifische Vorstellungen von zart und bitter). Absatz 3 verfolgt somit folgendes Ziel: Die Studierenden der HEP-PH FR müssen am Ende ihrer Grundausbildung in der Lage sein, eine solche Unterrichtsetappe oder -phase in der Partnersprache zu unterrichten und nicht mehr das ganze Fach.

Art. 6

Dieser Artikel wurde nicht geändert und ist identisch mit Artikel 4 des aktuellen PHG.

Art. 7

Absatz 1:

2009 beauftragte die EKSD eine Arbeitsgruppe mit der Prüfung verschiedener Szenarien zur Annäherung von Universität und HEP-PH FR im Hinblick auf die eventuelle Schaffung eines gemeinsamen Zentrums. Die Arbeiten kommen zum Schluss, dass die Schaffung eines einzigen Ausbildungs- und Kompetenzzentrums nur in bestimmten Bereichen wie der Mehrsprachigkeit sinnvoll ist. Tatsächlich besteht der bevorzugte Weg in einer Stärkung der Zusammenarbeit zwischen den beiden Institutionen. Die Tatsache, dass die Ausbildung der Lehrpersonen der Sekundarstufe 1 und 2 an der Universität angeboten wird, präsentiert sich für den Kanton Freiburg als echte Chance. Viele ausserkantonale Studierende sind an einer akademischen und wissenschaftlichen Grundausbildung interessiert, die durch eine pädagogische und didaktische Ausbildung in Zusammenarbeit mit praxisnahen Bildungseinrichtungen und der HEP-PH FR ergänzt wird. Dieses Modell hat namentlich in der Deutschschweiz grossen Erfolg (2013/14: 62 ausserkantonale und 35 innerkantonale von insgesamt 97 Studierenden in der deutschsprachigen Abteilung der Ausbildung zum Lehrdiplom für die Sekundarstufe 1). In der Schweiz bleibt es ein originelles Modell, das den Vorteil hat, sowohl Theorie und Praxis als auch französisch- und deutschsprachige Unterrichtskulturen zu verbinden. Dies ist möglich, weil die Freiburger Institutionen und Strukturen eine vernünftige Grösse haben, die eine

optimale Komplementarität und intensive Zusammenarbeit ermöglichen.

Die Zusammenarbeit von HEP-PH FR und Universität erfolgt daher heute pragmatisch nach den Bedürfnissen, den jeweiligen Kompetenzen und den Gelegenheiten.

Im Bereich der Grundausbildung wurden seit der Gründung der HEP-PH FR mehrere Projekte zur Zusammenführung von Kursen oder anderen Ausbildungselementen ausgearbeitet. Die HEP-PH FR ist in der universitären Ausbildung zum Lehrdiplom für die Sekundarstufe 1 in mehreren Bereichen an der Fach- und Didaktikausbildung beteiligt. Es existieren gemeinsame Ausbildungsgrundlagen (*troncs communs*) in Hauswirtschaft, Technischem Gestalten, Bildnerischem Gestalten und Musik.

Ebenso werden mehrere Abschlüsse (*Certificate, Diploma* oder *Master of Advanced Studies* – CAS, DAS oder MAS) oder andere Weiterbildungen gemeinsam organisiert.

Ausserdem wurden im Bereich der Lehrerinnen- und Lehrerbildung für die Sekundarstufe 1 und 2 Personalressourcen von der HEP-PH FR auf die Universität übertragen, um die Zusammenarbeit und den Willen zu einer effektiven Partnerschaft zusätzlich zu festigen.

Was die Infrastrukturen angeht, so teilen sich die beiden Institutionen einige oder nutzen sie gemeinsam: Seelsorge, Sporthallen, Aulen, Unterrichtsräume, Bibliotheken und Dokumentationszentren mit ihren Lehr- und Lernmaterialien usw.

Ebenfalls besteht eine Zusammenarbeit im Bereich der Forschung. Besonders hervorzuheben ist die Schaffung und Entwicklung des Instituts für Mehrsprachigkeit, wodurch sich die Gelegenheit bot, das Potenzial der HEP-PH FR und der Universität in diesem für unseren Kanton wichtigen Bereich zusammenzuführen. Dank dieser Zusammenlegung von Kompetenzen und Ressourcen konnten rasch bemerkenswerte wissenschaftliche Ergebnisse erzielt werden und die beiden Institutionen haben sich in der Öffentlichkeit einen Namen gemacht. In der Folge erteilte der Bund dem Institut das Mandat für das Wissenschaftliche Kompetenzzentrum für Mehrsprachigkeit. Zu erwähnen sind ausserdem mehrere gemeinsame Foren, Kolloquien, Publikationen und Plattformen im Bereich der Forschung.

Absatz 2:

Um diese Zusammenarbeit konkret umzusetzen, wird in Absatz 2 eine allgemeine Zusammenarbeitsvereinbarung erwähnt, die 2001 abgeschlossen wurde. Mit ihr werden beide Institutionen eng miteinander verbunden. Ein Verwaltungsausschuss ist mit der Überwachung der Zusammenarbeit betraut. Die beiden Partner haben die Zusammenarbeit

jedoch zusammen entwickelt, ohne dass der Ausschuss einschreiten musste.

Die Vereinbarung sollte allerdings entsprechend den Änderungen dieses Gesetzes überarbeitet und je nach Thema mit spezifischen Vereinbarungen versehen werden.

Die Idee einer gemeinsamen Abteilung für Unterrichts- und Bildungsforschung, die anfänglich vorgesehen war, wird ebenfalls fallengelassen. Tatsächlich ist die Forschungstätigkeit in den PH im Vergleich zu jener in den Universitäten stärker anwendungsorientiert und weist einen direkten Praxisbezug auf. Die Dozierenden der HEP-PH FR, die zusätzlich zur Lehre auch mit Forschungsaufgaben betraut sind, führen zudem auch schulische Entwicklungsprojekte durch, wie zum Beispiel die Erarbeitung von didaktischen Instrumenten. Die Forschungsprojekte der PH sind stärker auf die Unterrichtspraxis ausgerichtet. Sie können direkt auf die schulische Praxis übertragen werden und fliessen in die Grundausbildung und in die Weiterbildung der Institution ein. Eben dieser Interaktion verdanken sie ihr hohes Ansehen. Die Forschungsprojekte der Universität (namentlich in Erziehungswissenschaften oder in Psychologie) betreffen dagegen eher grundlegende oder systemische Fragen wie Lernprozesse oder Bildungssysteme.

In Freiburg hat sich seit der Entstehung der HEP-PH FR eine enge Zusammenarbeit mit der Universität Freiburg entwickelt. Die beiden Institutionen unterscheiden sich sowohl durch ihre Kompetenzbereiche wie durch ihren methodologischen Ansatz. Wird ein gemeinsames Thema behandelt, so ergänzen sich die beiden Institutionen in ihrer Arbeit. Dadurch, dass zwei Institutionen Forschung betreiben, können sie Synergien besser nutzen, sich ergänzen und ihre Ressourcen bündeln, was für die Lehrerinnen- und Lehrerbildung für die Primar- und Sekundarstufe im Kanton von Vorteil ist. Abschliessend würde man die Universität und die HEP-PH FR durch die Schaffung einer gemeinsamen Abteilung um die Interaktion mit der Lehrerinnen- und Lehrerbildung und den Wissenstransfer innerhalb ihrer jeweiligen Grundausbildung und Weiterbildung bringen. Dies ist nicht wünschenswert.

Absatz 3:

Zu Buchstabe d siehe den Kommentar zu Artikel 3 Buchstabe b.

Praktische Bedürfnisse, namentlich im Bereich der Seelsorge (ökumenische Zusammenarbeit), werden unter Buchstabe g berücksichtigt.

Art. 8

Dieser Artikel wurde nicht geändert und ist identisch mit Artikel 6 des aktuellen PHG.

2. Kapitel

Um der Stellung der Studierenden mehr Gewicht zu verleihen, wurde dieses Kapitel vollständig überarbeitet, und es wurde ein neuer Artikel eingeführt, der mit Artikel 40 und 41 HES-SO//FRG vergleichbar ist.

Art. 9

Es gibt folgende Kategorien von Studierenden:

- > Studierende, die an der HEP-PH FR immatrikuliert sind und die Grundausbildung zur Erlangung des Bachelors und der Lehrbefähigung für die Primarstufe besuchen;
- > Gaststudierende, die an einer anderen Bildungsinstitution der Tertiärstufe immatrikuliert sind (Universität, PH usw.) und einen Teil ihrer Ausbildung an der HEP-PH FR absolvieren: Dies können Mobilitätsstudierende (Erasmus oder andere) oder Personen sein, die bestimmte Fächer an der HEP-PH FR besuchen, etwa Hauswirtschaft, die im Rahmen der Ausbildung zur Lehrbefähigung für die Sekundarstufe 1 in Zusammenarbeit mit der Universität Freiburg angeboten wird; und
- > andere Personen in Ausbildung, die Fort- oder Weiterbildungskurse besuchen. Mit Weiterbildungskursen ist hier die zertifizierende Weiterbildung (CAS, DAS, MAS) gemeint.

Art. 10

Absätze 1 und 2:

Die Zulassungsbedingungen sind primär diejenigen der EDK, doch kann der Kanton entscheiden, andere Titel zu akzeptieren. Die Ausführungsbestimmungen werden diese Bedingungen regeln, eventuelle zusätzliche Anforderungen vorsehen und Informationen über den Ablauf des Zulassungsverfahrens enthalten. Die Validierung von Bildungsleistungen und die Gleichwertigkeiten werden von der Schweizerischen Konferenz der Rektorinnen und Rektoren der Pädagogischen Hochschulen (COHEP) auf nationaler Ebene geregelt und diese Regeln werden von den PH übernommen. Auch dieses Thema wird in den Ausführungsbestimmungen geregelt werden.

Absätze 4 und 5:

Die hier gemeinten Zulassungsbeschränkungen betreffen Studierende, die ihre gesamte Ausbildung an der HEP-PH FR absolvieren, und *a priori* nicht Gaststudierende und andere Personen in Ausbildung. Für diese gilt Artikel 6; ihre Zulassung ist in den Ausführungsbestimmungen oder den Weisungen geregelt.

Absatz 6:

Absatz 6 ist neu und ergibt sich aus Artikel 9. Für alles, was die Zulassung zur einfachen, nicht zertifizierenden Weiterbildung anbelangt, genügen Weisungen anstelle der Ausführungsbestimmungen.

Art. 11

Der Titel des Artikels wurde geändert, um dem neuen Inhalt zu entsprechen.

Die Einzelheiten des Studiums werden in den Ausführungsbestimmungen geregelt sein (siehe Art. 49 HES-SO//FRG).

Absätze 2 bis 4:

Die Studiendauer ist gegenwärtig im Studienreglement festgelegt, das den Rang einer Verwaltungsverordnung hat und keine genügende Rechtsgrundlage bildet, um die Studiendauer zu begrenzen. Laut bundesgerichtlicher Rechtsprechung müssen Studiendauerbegrenzungen wegen der schweren Konsequenzen, die ein endgültiger Ausschluss von einem Studiengang für die betroffenen Studierenden zur Folge hat, in einem formellen Gesetz enthalten sein.

Art. 12

Dieser Artikel lehnt sich an Artikel 47 HES-SO//FRG und an Artikel 10b UniG an. Er wurde ausserdem überarbeitet, um den Änderungen zu entsprechen, die der Grosse Rat an den beiden erwähnten Gesetzen vorgenommen hat. Der Ausdruck «Schulgeld» wird nicht weiter verwendet, weil er eher für die Sekundarstufe 2 passt. Der Staatsrat legt die Gebühren und besonderen Beiträge in einer separaten Verordnung fest.

Absätze 1 und 2:

Gegenwärtig erhebt die HEP-PH FR folgende Gebühren und Beiträge an die Ausbildungskosten:

- > eine Einschreibgebühr bei der Eingabe des Aufnahmegesuchs an die HEP-PH FR zur Deckung der damit verbundenen Verwaltungskosten;
- > eine halbjährliche Studiengebühr bei den Studierenden, mit Ausnahme der an der Universität Freiburg immatrikulierten Studierenden der Ausbildung zum Lehrdiplom für die Sekundarstufe 1;
- > eine halbjährliche Prüfungsgebühr für die Zwischen- und Schlussprüfungen; da den Mitgliedern der Prüfungsjurys ein Entgelt bezahlt wird, ist eine Prüfungsgebühr vorzusehen, die den Betrag dieser Entgelte möglichst abdeckt;
- > einen halbjährlichen Beitrag an die Ausbildungskosten, einschliesslich des besonderen Materials für bestimmte

Unterrichtsfächer, des Verbrauchsmaterials, der Nutzung der Infrastrukturen;

- > einen Beitrag an die effektiven Kosten der Themenwochen bei den teilnehmenden Studierenden.

Dieser Artikel bildet eine genügende formelle Rechtsgrundlage für die Erhebung aller Gebühren und Beiträge entsprechend den Anforderungen der Rechtsprechung in diesem Bereich. Es wird darauf hingewiesen, dass die HEP-PH FR für bestimmte besondere Dienstleistungen Beiträge an die Studienkosten erheben kann. Hierbei geht es nicht darum, neue Gebühren oder Beiträge zu erheben, sondern die aktuelle Praxis zu präzisieren.

Absatz 3:

Gemäss diesem Grundsatz müssen die Gebühren bezahlbar sein, und Personen in schwieriger finanziellen Verhältnissen müssen davon befreit werden können. Die Bedingungen der Befreiung von der Zahlungspflicht sollen in den Ausführungsbestimmungen geregelt werden.

Absatz 4:

Der Staatsrat legt die Gebühren und besonderen Beiträge in einer Verordnung fest.

Absatz 5:

Dieser Absatz ist die gesetzliche Grundlage für die Fort- und Weiterbildungsgebühren.

Absatz 6:

Die Möglichkeit, dass die Gebühren und Beiträge für Studierende mit ausserkantonalem Wohnsitz höher sind, ist im Gesetz verankert. In der Praxis ist diese Bestimmung aber nur auf ausländische Studierende anwendbar: Da alle Kantone (ausser Neuenburg) der Interkantonalen Fachhochschulvereinbarung (FHV) beigetreten sind, werden ihre Studierenden gleich behandelt wie die Freiburger Studierenden.

Art. 13

Absätze 2 und 3:

Die Absätze 2 und 3 entsprechen der Regelung, die für die Lehrpersonen und das administrative und technische Personal gilt, und gewährleisten dieselben Kompetenzen und Rechte. Die Anforderung der Teilnahme der Studierenden an den Entscheidungsprozessen, die im HFKG vorgegeben wird, ist somit erfüllt.

Ferner kann mit Absatz 3 die Kommunikation zwischen der Versammlung und den Führungsinstanzen verbessert

werden. Diese Bestimmung wird auch für die anderen Versammlungen übernommen (Lehrpersonen und administratives und technisches Personal). Jede der drei Versammlungen muss für sich ein Organisationsreglement erstellen, um ihre Kompetenzen und ihre Rolle im Verhältnis zu den anderen Instanzen der HEP-PH FR zu klären; das Reglement bedarf der Genehmigung der Kommission der HEP-PH FR.

Art. 14

Das PHG enthielt bereits eine solche Bestimmung. Sie wird übernommen, um den Grundsatz einzuhalten, wonach es ohne ausdrückliche gesetzliche Grundlage keine Strafe geben darf. Die Zuständigkeit für den Ausschluss ist dem Direktionsrat anvertraut (das bleibt gleich wie in der alten Version), für die anderen Strafen ist die Abteilungsleiterin oder der Abteilungsleiter zuständig. Der Direktionsrat spricht den Ausschluss nach einer Untersuchung und nach Massgabe der Schwere der festgestellten Tatsachen aus.

Was das «unwürdige Verhalten angehender Lehrpersonen» betrifft, wird dieser Begriff in den Ausführungsbestimmungen definiert. Zum Beispiel könnte es sich um schweren Betrug handeln, etwa beim Vorlegen des Strafregisterauszugs, der bei der Einschreibung verlangt wird, anstössiges oder unsittliches Verhalten, Gefährdung der Person usw.

Diese Bestimmung ist nur auf Studierende anwendbar; das Personal der HEP-PH FR untersteht dem Gesetz über das Staatspersonal (StPG), das die einschlägigen Bestimmungen enthält.

3. Kapitel

Es wurde ein neues Kapitel als Pendant zum Kapitel über die Studierenden eingeführt. Dieser Abschnitt behandelt neu den Status des gesamten Personals. Zusammen mit den Vertreterinnen und Vertretern des Personals der HEP-PH FR wurden gesetzgeberische Arbeiten durchgeführt, um den Status des Personals zu klären, ohne jedoch in irgendeiner Weise von dem abzuweichen, was im PHG bereits existiert oder im Gesetz über das Staatspersonal vorgesehen ist. Diese Normen werden Gegenstand von Ausführungsbestimmungen bilden, die zuerst in die Vernehmlassung geschickt und dann nach Inkrafttreten des neuen PHFG dem Staatsrat zur Genehmigung vorgelegt werden.

Art. 15

Diese Kategorien existierten bereits, wurden jedoch umbenannt, um die Funktionsbezeichnungen der Freiburger Hochschulen zu vereinheitlichen (zum Beispiel: Mittelbau).

Absatz 1:

Der Ausdruck «Lehrpersonal» ergibt sich aus den erwähnten Arbeiten und umfasst den Lehrkörper, die Praktikumsausbilderinnen und Praktikumsausbilder und die Lehrbeauftragten. Mit der Einführung des neuen Bildungsgangs der HEP-PH FR verschwindet die Funktion der Instrumentallehrerin oder des Instrumentallehrers.

Die Kategorie des Mittelbaus ist neu im Gesetz, existiert aber in der Praxis bereits. Sie umfasst verschiedene Funktionen:

- > wissenschaftliche Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die die Dozierenden in ihren Forschungsarbeiten unterstützen;
- > pädagogische Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die in den verschiedenen Abteilungen, etwa in der Weiterbildung, intervenieren;
- > Bibliothekarinnen und Bibliothekaren, die in den Dokumentations- und Multimediazentren arbeiten.

Diese Kategorie ist auch in anderen Freiburger Hochschulgesetzen vorgesehen.

Absätze 3 und 4:

Die Praktikumslehrerinnen und -lehrer und die externen Referierenden, die hier erwähnt werden, können angestellt werden, um bestimmte Aufträge der Grundausbildung oder Weiterbildung zu erfüllen.

Art. 16

Das Lehrpersonal wird wie auch das übrige Personal von der Rektorin oder vom Rektor angestellt. Eine der Folgen der neuen Rechtsstellung der Institution ist, dass der Rektorin oder dem Rektor die Zuständigkeit übertragen wird, Personal anzustellen und zu verwalten. Die Löhne werden aber weiterhin vom kantonalen Amt für Personal und Organisation verwaltet.

Art. 17

Dieser Artikel ist aus dem HES-SO//FRG und dem UniG übernommen. Auf einen Studienurlaub besteht kein Anspruch; es müssen bestimmte Bedingungen erfüllt sein, damit er gewährt wird, doch kann er nicht jeder und jedem gewährt werden: Der Ausdruck «Mitgliedern» ohne bestimmten Artikel bedeutet, dass bestimmte Personalkategorien wie zum Beispiel Lehrbeauftragte oder Praxisausbilderinnen und Praxisausbilder grundsätzlich keinen Anspruch auf Studienurlaub haben.

Art. 18

Absatz 1:

Die Abteilungsleiterinnen und Abteilungsleiter gehören an sich nicht zum Lehrpersonal und nehmen daher an dessen Versammlung nicht teil. Dies braucht im Gesetz nicht ausdrücklich erwähnt zu werden.

Die Versammlung kann Vorschläge zu den Tätigkeiten der HEP-PH FR formulieren. Der allgemeine Ausdruck «Tätigkeit» wurde hier verwendet, um allgemein zu bleiben. Es muss allerdings präzisiert werden, dass er die strategischen Optionen nicht mit einschliesst. Die Versammlung ist nicht die geeignete Instanz, um diese Optionen zu behandeln: Die strategischen Fragen werden ohnehin in der Kommission der HEP-PH FR diskutiert, wo die Mitglieder des Lehrpersonals vertreten sind. Diese Kommission hat unter anderem die Aufgabe, den Vorschlag für die Mehrjahresplanung zu verabschieden, der die allgemeinspolitischen und entwicklungsstrategischen Ziele umfasst, und auf diese Weise eine gewisse institutionelle Kohärenz zu gewährleisten – auch in normativer Hinsicht, da sie auch die Weisungen verabschiedet.

Absatz 3:

Absatz 3 gewährleistet die Weitergabe von Informationen und die Kommunikation. Siehe dazu den Kommentar zu Artikel 13. Es ist zweckmässig und pragmatisch, die Versammlung sowohl als Partner als auch Informationskanal einzubeziehen. Das Pendant für die Mitarbeitenden (Mittelbau und administratives und technisches Personal) ist in den Artikeln 21 und 23 vorgesehen.

Art. 19

Artikel 42 des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG) sieht eine Kündigungsfrist von drei Monaten vor, wobei in Absatz 2 dazu Folgendes ergänzt wird: «Erfordert es die Funktion, insbesondere beim Lehrpersonal, so kann der Staatsrat für die Kündigung durch Rücktritt eine andere Frist und einen anderen Zeitpunkt festsetzen». Damit will man auf das akademische Leben der HEP-PH FR Rücksicht nehmen; die Mitglieder des Lehrpersonals sollen im Prinzip mit einer Kündigungsfrist von sechs Monaten auf das Ende des akademischen Studienjahres zurücktreten. Für das Lehrpersonal hat diese Frist schon immer gegolten. Für den Mittelbau und das administrative und technische Personal gelten die Fristen des StPG. Siehe auch Artikel 37 HES-SO//FRG.

Art. 20

Die Entwicklung der HEP-PH FR im Bereich der Forschung, wie im Kommentar zu den Artikeln 7, 15 und 29 erwähnt ist,

erfordert, dass diese neue Personalkategorie der HEP-PH FR in das Gesetz aufgenommen wird.

Absatz 3:

Zu den Aufgaben der HEP-PH FR gehört es, ein hohes Forschungsniveau aufrechtzuerhalten und dieses stetig zu verbessern. Für alle Hochschulen ist es daher wichtig, dass wissenschaftliche Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter Aufgaben im Zusammenhang mit der Forschungstätigkeit der Dozierenden übernehmen. Zudem sorgen die Dozierenden in der HEP-PH FR für die Qualität der Forschung, die sie tragen: Es ist daher nicht Aufgabe der wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die Qualität der Forschung zu gewährleisten. Ihr Pflichtenheft kann ausserdem weitere Aufgaben umfassen (deshalb der Ausdruck «insbesondere»).

Art. 21

Dieser Artikel wurde eingeführt, um das Mitwirkungsrecht auch den Mitgliedern des Mittelbaus zu gewähren. Da diese Mitglieder weniger zahlreich sind, scheint es allerdings zweckmässig, neben der Versammlung des Lehrpersonals und jener des administrativen und technischen Personals nicht noch eine weitere Versammlung zu schaffen, damit die Direktion der HEP-PH FR letztlich nicht zu viele verschiedene Ansprechpartner hat. Die Mitglieder des Mittelbaus nehmen daher an der Versammlung des administrativen und technischen Personals teil. Siehe auch den Kommentar zu den Artikeln 13 und 18.

Art. 22

Der Gesetzesentwurf behandelt neu das gesamte Personal der HEP-PH FR. Das administrative und technische Personal muss daher auch darin erwähnt sein. Diese Personalkategorie umfasst sowohl die Zentralverwaltung, deren Rollen und Aufgaben hier sowie in Artikel 24 spezifiziert werden, als auch die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Abteilungen und die Direktion der HEP-PH FR.

Art. 23

Die Versammlung des administrativen und technischen Personals (und nicht die Versammlung der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, der gewerkschaftliche Aufgaben zukommen) ist als Pendant zur Versammlung des Lehrpersonals vorgesehen. Dieser Artikel entspricht inhaltlich dem Artikel 18.

4. Kapitel

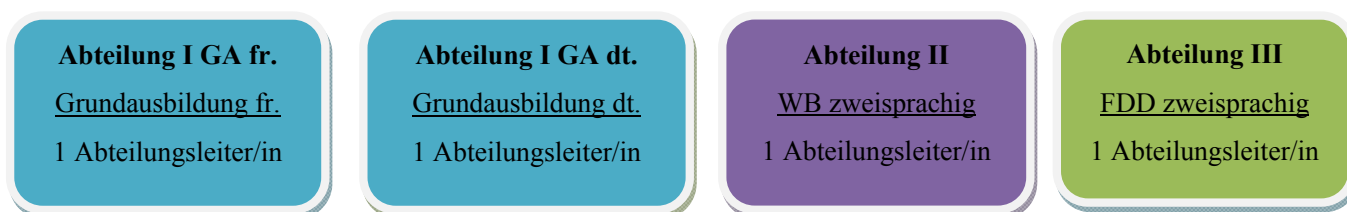
Der Titel setzt den Akzent mehr auf den generellen Aspekt der Struktur; in Artikel 24 werden dann die drei Abteilungen erwähnt.

Art. 24

Dieser Artikel präsentiert die globale Struktur; danach wird jede Abteilung mit ihren Aufträgen und ihrer Organisation in einem eigenen Abschnitt definiert.

Absatz 1:

Das folgende Schema stellt die vorgesehene Struktur der HEP-PH FR dar:



Die Abteilung Grundausbildung (GA) ist zu umfangreich und zu komplex, um zu einer zweisprachigen Einheit fusioniert zu werden. Das Ergebnis sind zwei Abteilungen mit je einer Abteilungsleiterin oder einem Abteilungsleiter der jeweiligen Muttersprache.

Der Bereich Weiterbildung (WB) befindet sich aufgrund der jüngsten bildungspolitischen Entwicklungen im Umbruch. Er spielt eine zunehmend wichtige Rolle und erfreut sich wachsender Anerkennung. In der HEP-PH FR soll daher eine neue, zweisprachige Abteilung für die Weiterbildung eingerichtet werden, die auf nationaler Ebene vertreten sein muss. Aufgrund ihrer oder seiner Funktion ist die Abteilungsleiterin oder der Abteilungsleiter am besten für diese Vertretungsaufgaben geeignet. Die Mehrheit der schweizerischen PH sehen in ihren gesetzlichen Grundlagen die drei vorgeschlagenen Abteilungen vor: Diese Struktur ist daher allen PH gemein.

Bei den anderen Hochschulen gehört die Forschung zur Abteilung «Anwendungsorientierte Forschung und Entwicklung und Dienstleistungen für Dritte». Indem man den Ausdruck «Forschung» an den Anfang des Abteilungstitels «Forschung und Dienstleistungen für Dritte» gesetzt hat, will man ihm mehr Gewicht verleihen. Näheres dazu siehe Kommentar zu Artikel 29.

Es ist sinnvoll, den alten Namen «Pädagogische Ressourcen und Entwicklung» in Anlehnung an das HES-SO//FRG in «Dienstleistungen für Dritte» umzubenennen. Der Hauptauftrag dieses Teils der Abteilung «Forschung und Dienstleistungen für Dritte (FDD)» besteht darin, dem Lehrpersonal und den Studierenden der HEP-PH FR sowie den Lehrpersonen in der Praxis oder einem weiteren Zielpublikum gedruckte Lern- und Lehrmaterialien als Ergänzung zu den offiziellen Lehrmitteln zur Verfügung zu stellen. Das Multimediazentrum bietet ausserdem die Ausleihe aller für den Unterricht gängigen Multimediageräte an. Der Begriff «Dienstleistungen für Dritte» umfasst natürlich auch die Tätigkeiten des Dokumentations- und Multimediazentrums.

Die Abteilungen WB und FDD unterstehen je einer Abteilungsleiterin oder einem Abteilungsleiter. Dies hat den Vorteil, dass die Zweisprachigkeit und die Attraktivität dieser Abteilungen gefördert, ihre Identität gestärkt und ihre Ausstrahlung erhöht wird. Ziel dieser neuen Struktur ist, zweisprachige Abteilungen WB und FDD zu schaffen und das Gleichgewicht der Sprachen zu wahren (dieser Begriff wird in Art. 3 Bst. e eingeführt). Für die Abteilung WB hat es demnach z. B. einen deutschsprachigen Abteilungsleiter und eine französischsprachige Stellvertreterin und die umgekehrte Variante für die Abteilung FDD.

Absatz 2:

Es ist logisch, die Verwaltung hier unter dem Thema «Struktur» einzuführen, denn sie ist auch ein Teil davon.

Absatz 3:

Der neue Absatz 3 ermöglicht der HEP-PH FR, Kompetenzzentren oder Organisationseinheiten für sich einzurichten, die entweder dem Direktionsrat oder einer Abteilung zugewiesen sind.

Dieser Absatz wurde ursprünglich für die Fachstelle fri-tic vorgesehen. Die Fachstelle fri-tic ist heute anderswo angegliedert, nämlich an das Amt für Unterricht der Sekundarstufe 2 der EKSD. Dieser Absatz kann jedoch auch auf andere Einheiten der HEP-PH FR angewendet werden, die fachübergreifende Bereiche betreffen und nicht direkt einer einzigen Abteilung zugewiesen werden können, wie die Qualitätssicherung.

Die Zuständigkeit, die Statuten dieser Kompetenzzentren oder Organisationseinheiten zu verabschieden, wurde dem Direktionsrat der HEP-PH FR zugeteilt; doch müssen sie von der Kommission der HEP-PH FR genehmigt werden (Art. 37). Tatsächlich hat die Rechtspersönlichkeit eine gewisse Autonomie der Institution zur Folge: Die HEP-PH FR soll sich intern organisieren und Kompetenzzentren oder Einheiten schaffen können, und dies innerhalb des vorgegebenen gesetzlichen und finanziellen Rahmens, ohne den Weg über die EKSD oder den Staatsrat gehen zu müssen.

Art. 25

Absatz 1:

Der Begriff «Primarstufe» entstammt der Terminologie von HarmoS (Art. 6): Er umfasst die Jahre 1–8 H (früher die 2 Kindergartenjahre, 1–2 KG, und die 6 Jahre Primarschule, 1–6 PS) und schliesst also den Kindergarten mit ein. Siehe auch den Kommentar zu Artikel 3.

Die Studienpläne für die Grundausbildung werden vom Direktionsrat erarbeitet (Art. 37 Bst. f), der diese Aufgabe auch den Abteilungsleiterinnen oder -leitern der Grundausbildung übertragen kann. Danach werden sie auf Antrag der Kommission der HEP-PH FR (Art. 35 Bst. o), in der die Vertreterinnen und Vertreter der HEP-PH FR Einsitz nehmen, von der EKSD genehmigt (Art. 31 Bst. c). Die Studienpläne müssen den interkantonalen Vereinbarungen über die Anerkennung der Diplome entsprechen.

Absatz 2:

Wie bereits erwähnt, sind die Dozierenden der Grundausbildung für die Forschung auf diesem Gebiet zuständig. Tat-

sächlich sind sie die Träger dieser Forschung; sie können aber eine methodologische Unterstützung von der Abteilung FDD erhalten. Die Dozierenden können sich in Forschungseinheiten zu bestimmten Themen zusammenfinden.

Absatz 3:

Absatz 3 bezieht sich auf die Ausbildung zum Lehrdiplom für die Sekundarstufe 1 und auf die verschiedenen gemeinsamen Ausbildungen, die zusammen mit der Universität organisiert werden.

Art. 26

Dieser Artikel wurde überarbeitet, um einen allgemeineren Ausdruck (akademische Grade/Titel) zu wählen. Siehe auch die Bemerkung über den Ausdruck «Primarstufe» im Kommentar zu Artikel 25 hiavor.

Art. 27

Dieser Artikel wurde aus dem revidierten UniG übernommen. Denn das PHG enthielt bisher keine Bestimmung über den Schutz der von der HEP-PH FR verliehenen Titel. Fehlt eine solche Bestimmung, so können auch Unberechtigte diese Titel tragen, ohne eine Sanktion zu befürchten, soweit nicht gleichzeitig die Voraussetzungen einer Widerhandlung gegen das Gesetz über den unlauteren Wettbewerb oder eines Betrugs erfüllt sind. Um die akademischen Grade und Titel der HEP-PH FR vor einer irreführenden oder verwirrenden Benutzung zu schützen und so zur Bekämpfung von Titelfälschungen beizutragen, sind die Grade und Titel im PHFG oder in den Ausführungsbestimmungen definiert und durch das Gesetz geschützt. Der Gesetzesentwurf sieht eine Strafbestimmung vor, die mit Busse bestraft, wer den Titelschutz der HEP-PH FR verletzt. Anzumerken ist, dass die Bezeichnung «Pädagogische Hochschule» wie auch die Bezeichnungen der anderen Hochschulen demnächst auf nationaler Ebene durch das HFKG geschützt sein werden.

Art. 28

Absatz 1:

Der allgemeine Ausdruck «Personal» wurde für mehr terminologische Klarheit gewählt und auch, weil sich das Fort- und Weiterbildungsangebot (Zertifikatslehrgänge) an ein breites Publikum richten kann: sowohl an Lehrpersonen der Primarstufe als auch an das Lehrpersonal der Orientierungsschulen oder an ihre Kader, an die Schulverantwortlichen, an das Personal der HEP-PH FR usw. Die Personen, die für Fort- oder Weiterbildungskurse eingeschrieben sind, werden als «andere Personen in Ausbildung» im Sinne von Artikel 9 Absatz 3 betrachtet.

Eine Zusammenarbeit mit der Universität und anderen Bildungsinstitutionen sowie mit den Ämtern der EKSD ist in Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe b und in Artikel 7 Absatz 3 Buchstabe d ausdrücklich vorgesehen und erfolgt über Zusammenarbeitsvereinbarungen.

Absatz 2:

Ein Beispiel für eine Aufgabe im Sinn von Absatz 2 wäre eine Ausbildung für ein besonderes Zielpublikum, d. h. für ein anderes als das in Absatz 1 erwähnte, etwa für die Eltern der Schülerinnen und Schüler.

Art. 29

Absatz 1:

Zu den Aufgaben der Abteilung FDD gehören die Unterstützung und Valorisierung der Forschungstätigkeiten der Dozierenden.

Die Forschungsverantwortlichen dieser Abteilung haben seit der Gründung der HEP-PH FR in 2011 bis heute zahlreiche Forschungsarbeiten selbst ausgeführt, weil die HEP-PH FR eine junge Institution war und diese Tätigkeit während einer Übergangsperiode entwickelt werden musste. Es mussten Forschungsprojekte initiiert werden, um nationale Förderbeiträge für die Forschung in den PH zu erhalten (Fonds DORE) und den Hochschulstatus zu sichern. Nun müssen die Dozierenden in der PH die Träger der Forschung sein. Heute ist die Mehrheit der Dozierenden in der Führung von Forschungsprojekten ausgebildet. Diese Aufgabe ist Teil ihres Pflichtenhefts.

Nach dem HFKG und dem Masterplan der PH wird eine starke Verbindung zwischen Forschung und Lehre angestrebt – konkretisiert in Form von Lehr- und Forschungseinheiten. Dies sollte ein zentrales Akkreditierungselement sein. Damit diese Institutionen akkreditiert werden können und ihren Hochschulstatus behalten, ist es wichtig, dass die Dozierenden der HEP-PH FR Forschung betreiben.

Die Akkreditierungsrichtlinien sind in Erarbeitung und werden von den im HFKG geschaffenen Organen verabschiedet. In den Richtlinien der Schweizerischen Universitätskonferenz zur Akkreditierung im universitären Hochschulbereich der Schweiz vom 28. Juni 2007 werden die Kriterien der aktuellen Akkreditierung präzisiert. In Artikel 3 ebendieser Richtlinien werden die Bedingungen zur institutionellen Akkreditierung für Hochschulen, die einen Bachelor ausstellen, formuliert (trifft für die HEP-PH FR zu).

«Eine Institution kann als Institution im universitären Hochschulbereich, die Bachelorstudiengänge anbietet, akkreditiert werden, wenn sie folgende Mindestanforderungen erfüllt:

- > (...);
- > Sie verfügt über ein eigenes Forschungsbudget, das den Professoren und Professorinnen eine Forschungstätigkeit von durchschnittlich mindestens 20 Prozent der Arbeitszeit erlaubt.
- > Sie erfüllt die Qualitätsstandards nach Artikel 9 dieser Richtlinien.»

Artikel 9 betrifft die Forschung und weist darauf hin, dass die «Auswahl-, Ernennungs- und Beförderungsverfahren für das wissenschaftliche Personal reglementiert sind und öffentlich kommuniziert werden. Beim Lehrkörper werden sowohl didaktische Kompetenzen als auch wissenschaftliche Qualifikationen berücksichtigt.»

Vor diesem Hintergrund fällt die Folgerung leicht, dass es somit Sache der Dozentinnen und Dozenten von Pädagogischen Hochschulen ist, Forschungsarbeiten zu steuern – sowohl auf der Basis ihrer didaktischen als auch ihrer wissenschaftlichen Fähigkeiten. Infolgedessen entspricht die Schaffung eines eigenen Bereichs, der ausschliesslich aus Forscherinnen und Forschern besteht, nicht den Anforderungen der institutionellen Akkreditierung. Die Abteilung FDD kann der Forschungsaufgabe im vorgegebenen föderalen Rahmen nur gerecht werden, wenn sie Forschungsaktivitäten von Dozierenden unterstützt und valorisiert.

Nun geht es darum, den Tertiarisierungsprozess abzuschliessen (Verbindung Lehre-Forschung), indem eine solide Unterstützung für die Forschung von Professorinnen, Professoren und Einheiten aufgebaut wird. Das übergeordnete Ziel ist die Schaffung von Lehr- und Forschungseinheiten, um die Verbindung «Lehre-Forschung» vermehrt zu stärken. Die Wichtigkeit dieser Verbindung soll hier ausdrücklich betont werden, denn sie hat eine unmittelbare Auswirkung auf die Ausbildungsqualität und erlaubt eine bessere Integration der Studierenden in die Forschungsaktivitäten der Institution. Diese Verbindung kann sich nur mit Lehr- und Forschungseinheiten voll entfalten.

Die Dozierenden der HEP-PH FR sind in zahlreichen Forschungsprojekten engagiert. Die HEP-PH FR hat im Übrigen mehrere schweizerische Förderbeiträge und einen Förderbeitrag der Europäischen Union erhalten. Zu erwähnen sind auch das Institut für Mehrsprachigkeit und die verschiedenen Kompetenzzentren, die die HEP-PH FR in Sprach- und Nachhaltigkeitsdidaktik erhalten hat. Im Übrigen ist die HEP-PH FR auf diesem Gebiet im Vergleich mit den anderen PH gut platziert.

Tatsächlich war der Direktionsrat der HEP-PH FR stets bestrebt, das Forschungspotential der Institution zu steigern. Er betonte folgende Schwerpunkte:

- > Er unterstützte mehrere Dozierende während ihrer Doktorarbeit. Aktuell haben sechs Personen ein Doktorat

gemacht (seit 2007) und fünf Personen sind daran, ihre Doktorarbeit abzuschliessen.

- > Im Rahmen der Personalpolitik förderte er die Anstellung von kompetenten Mitarbeitenden im Forschungsbereich (Doktorat, Publikationen usw.).
- > Er setzte sich gemeinsam mit der Universität Freiburg für die Schaffung des Instituts für Mehrsprachigkeit ein, das in der Folge ein Mandat des Bundesrats für den Aufbau des Wissenschaftlichen Kompetenzzentrums für Mehrsprachigkeit erhielt.
- > Er unterstützte gemeinsame Forschungsprojekte der Universität Freiburg und der HEP-PH FR.
- > Er hat Forschungseinheiten geschaffen, wobei die Forschungsteams von erfahrenen Dozierenden sowie Forscherinnen und Forschern geführt werden.

Die durch den Direktionsrat der HEP-PH FR verfolgte Strategie ist somit Teil eines nationalen Programms, das im HFKG zum Ausdruck kommt. Die aktuelle Forschungssituation an der HEP-PH FR kann insofern nicht mehr mit der Ausgangssituation verglichen werden.

Diese Argumente plädieren demnach für einen Verzicht auf die aktuelle Forschungsstelle, die sich ganz auf die Forschung der jeweiligen Stellenmitglieder konzentriert. Die aktuelle Forschungsstelle soll durch eine Unterstützungs- und Valorisierungsstelle in Bezug auf die Forschung des gesamten Lehrkörpers ersetzt werden. Diese Unterstützung wird insbesondere durch die folgenden Punkte ausgedrückt:

- > ein Coaching der «jungen Doktorandinnen und Doktoranden» im Hinblick auf Drittmittelgewinnung;
- > die Koordination der Forschungseinheiten, Unterstützung in ihren Entwicklungsprozessen und der Valorisierung ihrer Arbeiten;
- > Unterstützung für die Bildung von weiteren Forschungseinheiten;
- > Fortsetzung der Bildung zur Entwicklung der Forschungsqualitäten von Professorinnen und Professoren;
- > die Organisation von wissenschaftlichen Veranstaltungen, Networking, «Wissenschaftliche Wachsamkeit» (*veille scientifique*) in den Bereichen Forschung und Forschungspolitik;
- > administrative Führung (Budget und Personal) der Forschungseinheiten.

Eine weitere Aufgabe der Abteilung FDD ist die Bereitstellung von Lehr- und Lernmaterialien für die Personen, die insbesondere im obligatorischen Unterricht oder an der HEP-PH FR tätig sind. Damit wird auf den Auftrag des Dokumentations- und Multimediazentrums Bezug genommen, dem Lehrpersonal und den Studierenden der HEP-PH FR, den Lehrpersonen in der Praxis oder einem weiteren Zielpublikum Lehr- und Lernmaterialien als Ergänzung zu den offiziellen Lehrmitteln der EKSD bereitzustellen. Siehe auch Kommentar zu Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe d.

Absatz 2:

Ein Beispiel für eine weitere Aufgabe im Sinne dieses Absatzes könnte die Entwicklung und/oder die Produktion einer elektronischen Ressource im Auftrag der EKSD sein.

Absatz 3:

Die Abteilung untersteht einer Abteilungsleiterin oder einem Abteilungsleiter.

Zur Organisation ist anzufügen, dass die Abteilung heute aus zwei Diensten besteht: Der eine ist im Bereich der Forschung tätig und der andere im Bereich der Lehr- und Lernmaterialien. Dies wird im Gesetz nicht erwähnt, weil es keinen Gesetzesrang hat. Hingegen sollen diese Aspekte in den Ausführungsbestimmungen behandelt werden.

Die beiden Dienste der Abteilung FDD, von denen sich einer bereits zu einer zweisprachigen Einheit entwickelt hat, unterstehen je einer oder einem Verantwortlichen, deren Befugnisse in den Ausführungsbestimmungen zu regeln sein werden.

5. Kapitel

Die Kompetenzen jedes Organs wurden unter folgenden Aspekten überarbeitet:

- > die Ausstattung der HEP-PH FR mit eigener Rechtspersönlichkeit;
- > die bei der Vernehmlassung eingegangenen Bemerkungen;
- > das HES-SO//FRG;
- > das UniG.

Damit die HEP-PH FR ihre Autonomie ausüben kann, werden Zuständigkeiten des Staatsrats oder der EKSD auf die Institution übertragen und entweder der Kommission der HEP-PH FR oder ihrer Direktion zugeteilt (beispielsweise die Anstellung des Personals durch die Rektorin oder den Rektor). Die Rolle der Rektorin oder des Rektors wird ebenfalls etwas gestärkt.

Art. 30

Dieser Artikel wurde infolge der Einführung von Artikel 2 «Aufsicht» geändert und lehnt sich im Text und in der Logik an das HES-SO//FRG an. Die Zuständigkeiten des Staatsrats wurden zur besseren Übersicht in einem Artikel zusammengeführt und sind nicht mehr über verschiedene Artikel des Gesetzesentwurfs verteilt.

Absatz 1:

Da von «Reglementen» und nicht von Ausführungsbestimmungen die Rede ist, sind hier nicht nur die Ausführungsbestimmungen zum PHFG gemeint.

Absatz 2 Bst. f:

Gemäss Artikel 8 des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal stellt der Staatsrat die Direktorinnen und Direktoren der Anstalten an. Die HEP-PH FR erwirbt die Rechtspersönlichkeit, und ihre Rektorin oder ihr Rektor wird in dieser Funktion angestellt. Es handelt sich nicht um eine Wahl wie an der Universität, wo die Rektorin oder der Rektor vom Senat gewählt wird.

Art. 31

Der Kommentar zu Artikel 30 gilt hier sinngemäss.

Absatz 2 Bst. c:

Die EKSD genehmigt die Studienpläne der HEP-PH FR und der Universität für die Lehrerinnen- und Lehrerbildung (vgl. Art. 6). Für die HEP-PH FR genehmigt sie heute die Studienpläne der Grundausbildung (Ausbildung der Lehrpersonen der Primarstufe); für die Ausbildungs- und Tätigkeitsprogramme (detaillierter) ist dagegen die Direktion der Hochschule zuständig. Die Studienpläne stimmen mit den interkantonalen Reglementen über die Anerkennung der Diplome überein.

Art. 32

Ein Organ muss die Verantwortung für seine Verwaltungsentscheide wahrnehmen und tragen können. Ebenso soll es eine gewisse Bedeutung haben und ihm sollen weitere Dienststellen unterstellt sein, damit es in einem Gesetz erwähnt wird.

Deshalb sind weder die Versammlungen des Lehrpersonals und des administrativen und technischen Personals sowie der Studierenden in diesem Gesetzesentwurf als Organ aufgeführt noch die Leiterin oder der Leiter der Verwaltung oder der Dienste. All diese Funktionen mit den dazugehörigen Aufgaben und Zuständigkeiten werden in den Ausführungsbestimmungen näher beschrieben. Was die Aufteilung der Kompetenzen angeht, ermöglicht der Gesetzesentwurf ein gutes Gleichgewicht zwischen den verschiedenen Funktionen innerhalb der HEP-PH FR, zwischen den Sprachgemeinschaften und zwischen Lehrpersonal, administrativem und technischem Personal sowie Studierenden.

Art. 33

Die Kommission der HEP-PH FR ist künftig das oberste beschlussfassende Organ. Ihre Zusammensetzung, ihre Arbeitsweise und ihre Befugnisse ähneln denen des Senats der Universität Freiburg. Die Kommission fungiert auch als Verbindung zu den Kantonsbehörden.

Die Kommission besteht aus 12 Mitgliedern. Die Parität zwischen internen und externen Mitgliedern, das sprachliche Gleichgewicht und die ausgewogene Vertretung der drei Versammlungen werden gewahrt. Die Grösse der Kommission trägt zu ihrer Wirksamkeit bei und garantiert, dass die Meinungen der Mitglieder der HEP-PH FR und der Vertreterinnen und Vertreter der Kantonspolitik (Grosser Rat) und der Zivilgesellschaft (z. B. aus dem Kreis der an der Schule tätigen Personen) angehört werden.

Die Änderungen werden grösstenteils aus dem UniG und dem HES-SO//FRG übernommen; in diesen beiden Gesetzen ist nicht vorgesehen, dass die Vorsteherin oder der Vorsteher der Direktion den Vorsitz innehat. Die Mitglieder der EKSD und des Direktionsrats können den Sitzungen beiwohnen, aber mit beratender Stimme. In der Tat ist es angesichts der Autonomie der Institution wichtig, dass die Kommission eine gewisse Unabhängigkeit behält.

Art. 34

Angesichts der zahlenmässigen Parität zwischen internen und externen Mitgliedern wird vorgeschlagen, dass der Staatsrat die Präsidentin oder den Präsidenten ernennt und dass sich die Kommission im Übrigen selbst organisiert.

Art. 35

Die Befugnisse der Kommission werden ausgeweitet, nachdem die HEP-PH FR neu mit eigener Rechtspersönlichkeit ausgestattet ist. In der Tat kommt ihr mehr die Rolle der «Aufsicht und Kontrolle» zu, wie z. B. dem Senat der Universität. Die Kommission ist ausserdem eher ein «legislatives» Organ (vergleichbar mit einer Gemeindeversammlung) und steht als solches der Direktion der HEP-PH FR (Direktionsrat und Rektorin oder Rektor), der «Exekutiven» (vergleichbar mit einem Gemeinderat), gegenüber.

Die Kompetenzen sind in spezifische Kategorien unterteilt: strategische, qualitätsbezogene, finanzielle, personalbezogene und legislative Kompetenzen. Die Kommission muss neu die Charta, den Tätigkeitsbericht, die Organisationsreglemente der Versammlungen, die Weisungen, die Statuten der Kompetenzzentren und das Qualitätsmanagementsystem genehmigen und im Einvernehmen mit dem Direktionsrat die allgemeine Politik, die Tätigkeit, die Kurse sowie den Betrieb der HEP-PH FR ganz oder teilweise einer regelmässigen Evaluation unterziehen.

Art. 36

Der Direktionsrat ist ein weiteres Organ der HEP-PH FR. Er zählt fünf Personen: die Rektorin oder der Rektor und die vier Abteilungsleiterinnen und -leiter.

Die Leiterin oder der Leiter der Verwaltung nimmt an den Sitzungen teil. Ihre oder seine Anwesenheit ist für den guten Betrieb der Institution unerlässlich. Ausserdem kann der Direktionsrat zur Behandlung von Themen, die auf der Tagesordnung stehen, die Leiterinnen und Leiter der Organisationseinheiten und Kompetenzzentren beiziehen.

Art. 37

Absatz 1:

Im Rahmen der weiter oben erwähnten Gutachten wurden auch die Befugnisse des Direktionsrats sowie die Aufgaben der einzelnen Organe überprüft. Sie wurden nach Massgabe der gegenseitigen Aufgaben und der Rechtspersönlichkeit, mit der die HEP-PH FR ausgestattet wird, überdacht und neu formuliert. Ausserdem beruhen einige Bestimmungen auch auf dem HES-SO//FRG und dem UniG.

Buchstabe f regelt die Zuständigkeit für die Erarbeitung der Studienpläne. Im Direktionsrat sitzen die Abteilungsleiterinnen und -leiter, die diese Studiengänge tragen und umsetzen. Allerdings wird die Zuständigkeit dem Direktionsrat zugeteilt, damit eine gewisse Kohärenz mit der Forschung und der Weiterbildung gewährleistet wird. Es steht ihm jedoch frei, die Erarbeitung in einer ersten Phase an die Abteilungsleiterinnen und -leiter zu delegieren.

Die Buchstaben h und i übertragen dem Direktionsrat die Kompetenz, für die Aufrechterhaltung der Ordnung zu sorgen, Disziplinar massnahmen zu ergreifen und für die Anwendung des Gesetzes und der Reglemente zu sorgen. Ein Entscheid scheint objektiver und stärker, wenn ihn ein Organ fällt, das aus fünf Personen besteht, statt die Rektorin oder der Rektor alleine.

Absatz 2:

Da die HEP-PH FR mit eigener Rechtspersönlichkeit ausgestattet wird, geht diese Restkompetenz bzw. gehen die Restbefugnisse von der EKSD auf den Direktionsrat über. Im ersten Entwurf wurde erwogen, die Restkompetenz der Rektorin oder dem Rektor zu übertragen; in der neuen Version wird sie jedoch dem Direktionsrat übertragen, um die Kompetenzen mit Rücksicht auf die Interessen aller Beteiligten bestmöglich aufzuteilen und sie nicht in die Hände einer einzigen Person zu legen.

Art. 38

Die Rektorin oder der Rektor ist vollamtlich tätig. Wer dieses Amt übernimmt, bleibt künftig nicht mehr Abteilungsleiterin oder Abteilungsleiter der Grundausbildung: Da die Arbeitslast zu gross ist, können die beiden Funktionen nicht kumuliert werden.

Eine Stärkung der Autonomie und der Befugnisse der Direktion der HEP-PH FR ist erforderlich, um eine hochstehende Tertiärausbildung zu gewährleisten – und diese Stärkung führt über eine stärkere Führung der Institution, über eine starke Direktion, mit einer vollamtlichen Rektorin oder einem vollamtlichen Rektor an ihrer Spitze. Die Rektorin oder der Rektor wird auf Antrag der EKSD vom Staatsrat angestellt; die EKSD wird vorgängig das Profil festlegen und die Stelle ausschreiben, und die Kommission der HEP-PH FR wird dazu konsultiert.

Das Amt ist nicht mehr auf vier Jahre befristet, wie dies bereits in den übrigen PH und Hochschulen gilt; diese Regelung wurde somit übernommen. Auch die Amtsdauer der übrigen Mitglieder des Direktionsrats ist nicht mehr befristet.

Art. 39

Im Rahmen der oben erwähnten Gutachten wurden auch die Befugnisse der Rektorin oder des Rektors überprüft, wobei der Entscheid berücksichtigt wurde, ihre oder seine Stellung zu stärken. Berücksichtigt wurden auch die Kompetenzen, die den anderen Organen und insbesondere der Kommission der HEP-PH FR, dem Direktionsrat und der Leiterin oder dem Leiter der Verwaltung zugeteilt werden. Auch dieser Artikel geht auf das HES-SO//FRG und das UniG zurück.

Die Kompetenzen der Rektorin oder des Rektors wurden in den folgenden Bereichen gestärkt: Führung der Institution, strategische Steuerung, finanzielle und administrative Verantwortung, Anstellung und Führung des Personals einschliesslich der Abteilungsleiterinnen und -leiter, deren Anstellung sie oder er bei der Kommission der HEP-PH FR beantragt, sowie Kommunikation und Vertretung.

Art. 40 und 41

Die Abteilungsleiterinnen und -leiter werden auf Vorschlag der Kommission der HEP-PH FR von der Rektorin oder vom Rektor angestellt: Da die Hochschule neu mit eigener Rechtspersönlichkeit ausgestattet ist, gehört die Anstellung des neuen Personals nun zu den Aufgaben der Rektorin oder des Rektors. Die Abteilungsleiterinnen und -leiter sind der Gesetzgebung über das Staatspersonal unterstellt.

Sie müssen nicht mehr zwingend aus dem Lehrpersonal oder unter den Leiterinnen und Leitern der Dienste ausgewählt

werden. Die Abteilungsleiterinnen und -leiter können, müssen aber nicht, zusätzlich zu ihren administrativen Aufgaben eine Lehrtätigkeit ausüben: In diesem Fall erhalten sie eine Bewilligung, neben ihren Hauptaufgaben diese Nebentätigkeit auszuüben.

Ihre Aufgaben wurden entsprechend den Ergebnissen der oben erwähnten Gutachten überprüft und neu gestützt auf Artikel 56 des Gesetzes über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung allgemein formuliert.

Gemäss Buchstabe a gewährleistet die Abteilungsleiterin oder der Abteilungsleiter die Erfüllung der Leistungen und Ziele, die sie oder er für ihre oder seine Abteilung festlegt: Darunter versteht man z. B. das Umsetzen eines Studienplans, die Festlegung des Vorlesungsverzeichnisses und des Stundenplans für die Studierenden gemäss dem Studiengang und der Pflichtenhefte des Lehrpersonals, die Anwendung eines neuen Reglements usw. Natürlich werden diese Ziele im Direktionsrat diskutiert, da dieser den Entwurf der Mehrjahresplanung einschliesslich der allgemeinpolitischen und entwicklungsstrategischen Ziele der HEP-PH FR erarbeitet. Auch ist es nicht die Aufgabe der Abteilungsleiterin oder des Abteilungsleiters, die Qualität der Leistungen ihrer oder seiner Abteilung selber zu kontrollieren, sondern sie oder er sorgt für die «Entwicklung ihrer Qualität». Sie oder er «unterzieht sie periodisch einer Evaluation» und beauftragt dazu ein internes oder externes Organ, das seinerseits diese Kontrolle durchführt. Dies wird im Qualitätsmanagementsystem festgelegt sein, das vom Direktionsrat erarbeitet und von der Kommission der HEP-PH FR genehmigt wird.

6. Kapitel

Diese Artikel basieren auf dem HES-SO//FRG (Art. 59 ff.).

Art. 42

Dieser Artikel wurde infolge der Änderungen von Artikel 12 über die Gebühren und besonderen Beiträge angepasst.

Art. 43

Absatz 1:

Das Prinzip des Globalbudgets existierte bereits im PHG. Es ist auch in Artikel 62 HES-SO//FRG vorgesehen. Das Globalbudget beruht auf der Mehrjahresplanung, die die HEP-PH FR dem Staatsrat vorlegt und zu der die Direktion Stellung nimmt. Der Staatsrat genehmigt die Mehrjahresplanung und beschliesst das Globalbudget. Die Kommission der HEP-PH FR ihrerseits verabschiedet die Planung zuhanden des Staatsrats.

Absatz 2:

Das Budget muss gemäss den kantonalen Vorgaben und dem Kontenplan vorgelegt werden.

Absatz 3:

Die HEP-PH FR verfügt im Rahmen der kantonalen Gesetzgebung und der ihr übertragenen Aufgaben in der pädagogischen Bildung und Entwicklung frei über das Globalbudget. Somit ist der gesetzliche Rahmen in Bezug auf das Finanzielle abgesteckt. Darüber hinaus übt der Staatsrat durch die EKSD die Oberaufsicht über die HEP-PH FR aus (vgl. Art. 2). Dies ist auch für die anderen Hochschulen so geregelt.

Art. 44

Die Rechnung muss gemäss den kantonalen Vorgaben und dem Kontenplan vorgelegt werden. Angesichts der neuen Rechtsstellung der HEP-PH FR muss eine Revisionsstelle bezeichnet werden, die extern sein kann.

Art. 45

Dieser neue Artikel entspricht Artikel 66 HES-SO//FRG.

7. Kapitel, Art. 46–52

Die Artikel 46–52 sind den Rechtsmitteln gewidmet und enthalten im Vergleich zum PHG bloss formelle Änderungen. Obwohl die Institution mit eigener Rechtspersönlichkeit ausgestattet wird, wird angesichts der Grösse der Institution und der geringen Anzahl Beschwerden keine neue Beschwerdekommision vorgesehen. Aus Gründen der Einfachheit, Raschheit der Bearbeitung und Verfahrensökonomie wird daher das System beibehalten, wonach die EKSD – nach der Einsprache beim Direktionsrat der Hochschule – die erste Beschwerdeinstanz und das Kantonsgericht die zweite Beschwerdeinstanz ist.

8. Kapitel, Art. 53–55

Diese Artikel ersetzen die bisherigen Schluss- und Übergangsbestimmungen.

4. Zeitplan der Umsetzung

4.1. Gesetz

Der Zeitplan der Revision sieht folgendermassen aus: Je nachdem, wie die Beratungen im Grossen Rat ablaufen, könnte das Gesetz – nach der Abstimmung im Grossen Rat und nach Ablauf der Referendumsfrist – im August 2015 oder im Januar 2016 in Kraft treten.

Der gesetzliche Kontext der HEP-PH FR hat sich in der letzten Zeit stark entwickelt. Zum einen tritt das HFKG im Jahr 2015 in Kraft und zum andern hat der Grosse Rat kürzlich die anderen Gesetze über die Hochschulen (HES-SO//FRG und UniG) verabschiedet. Die Anforderungen des HFKG sind zwingend einzuhalten, damit die pädagogische Hochschule im Kanton Freiburg bestehen bleibt.

Aufgrund der für die Revision des PHG benötigten Zeit wurden mit den Mitgliedern der Direktion der HEP-PH FR unbefristete Verträge abgeschlossen, die nur durch eine Stellenstreichung widerrufen werden können. Einige Mitglieder der Direktion werden ihre Stelle aus verschiedenen Gründen in Kürze verlassen. Eine formelle Ausschreibung all dieser Stellen, wie in der vorgängigen Botschaft zum Revisionsentwurf angekündigt worden war, der im Juni 2013 in die Vernehmlassung ging, wäre somit eine Alibiübung, weil die EKSD gesetzlich verpflichtet ist, diese Personen wieder anzustellen.

4.2. Reglementarische Rechtsgrundlage

Es gibt heute mehrere Verordnungen und Reglemente: über die Aufnahme, die Prüfungsgebühren und die Entschädigungen der Prüfungsjurys, das Studium, die Weiterbildung usw. Zur Vereinheitlichung der Terminologie wurde im ganzen Gesetzesentwurf der Ausdruck «Ausführungsbestimmungen» verwendet. Die Ausführungsbestimmungen werden wahrscheinlich verschiedene Rechtsgrundlagen umfassen, wie etwa ein Zulassungsreglement, ein Studienreglement, ein Personalreglement usw. Es ist jedoch noch zu früh, um genau sagen zu können, welche Rechtsgrundlagen dann schliesslich erlassen werden müssen.

5. Personelle und Finanzielle Auswirkungen

5.1. Personelle Auswirkungen

Infolge der unter Punkt 2.3 aufgeführten Ergebnisse und Vorschläge beschloss die EKSD mit der Zustimmung des Staatsrats, die neue Direktionsstruktur einzuführen und ihre Wirksamkeit zu prüfen. Sie stellte eine Leiterin der Verwaltung ein, um den Direktionsrat operationell zu entlasten und eine effiziente Verwaltung der Einrichtung zu gewährleisten. Eine solche Funktion besteht in allen Schulen und Hochschulen und hat sich bewährt. Die ausgeschriebene Stelle wurde mit einem bestehenden halben Pensum und einem im Budget 2008 gewährten halben Pensum geschaffen.

Angesichts der überzeugenden Ergebnisse dieser Anstellung und der Notwendigkeit, die HEP-PH FR zunehmend in der Schweizer Hochschullandschaft zu positionieren, was durch die Vertretungstätigkeit der Direktion der HEP-PH FR auf kantonaler und interkantonaler Ebene geschieht, beschloss die EKSD mit der Zustimmung des Staatsrats, das Experiment

fortzusetzen und einen Abteilungsleiter für die französischsprachige Grundausbildung einzustellen. Auf diese Weise wurde die Rektorin entlastet und konnte sich ausschliesslich ihren eigenen Aufgaben widmen. Die Stelle wurde im Budget 2008 zugesprochen und der neue Abteilungsleiter wurde per Ende 2008 mit einem befristeten Vertrag eingestellt.

Für die Schaffung einer neuen Abteilung II (Weiterbildung) sind keine VZÄ zu beantragen. Die Stelle der Abteilungsleiterin oder des Abteilungsleiters existierte nämlich bereits für den deutschsprachigen Teil der ehemaligen Abteilung «Pädagogische Beratung, Forschung und Entwicklung», die dann fusionierte und zweisprachig wurde.

Zusammenfassend ergibt sich heute aus der vorgeschlagenen Gesetzesänderung kein zusätzlicher Bedarf an VZÄ oder Infrastrukturen.

Es sind bereits Synergien erzielt worden (Weiterbildung, Informatikmanagement) und weitere Formen der Zusammenarbeit sind geplant (Bereitstellen von Material und technischen Ressourcen für die Schulen und die Lehrpersonen). Der Direktionsrat der HEP-PH FR hat vom Staatsrat den Auftrag erhalten, sämtliche Möglichkeiten für die Nutzung des gesamten internen Synergie- und Kooperationspotenzials zu prüfen.

5.2. Finanzielle Auswirkungen

Die HEP-PH FR ist bereits in das Finanzsystem des Kantons integriert. In diesem Punkt hat die Gesetzesrevision daher keine nennenswerten Änderungen zur Folge.

6. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

Die Nachhaltigkeitsbeurteilung im Sinne von Artikel 197 Grossratsgesetz erfolgte gemäss der kantonalen Strategie Nachhaltige Entwicklung mit dem Kompass 21 und stützt sich auf den Vergleich zwischen der heutigen und der angestrebten Situation, die sich durch die Totalrevision des Gesetzes ergibt. Die Revision entfaltet ihre Wirkung im gesellschaftlichen – und in einem geringeren Ausmass – im wirtschaftlichen Bereich, aber nicht im Umweltbereich. Die Auswirkungen betreffen hauptsächlich die folgenden drei Aspekte:

- > Vereinfachung der Organisation der HEP-PH FR, indem die Struktur jeder Abteilung und Einheit geklärt wird;
- > Verbesserung der Führung der Institution, insbesondere durch die klarere Darstellung der Aufträge und Kompetenzen der Direktionsorgane;
- > bessere Gliederung der Kompetenzen der zentralen Organe der HEP-PH FR, die hauptsächlich Aufgaben im Bereich der strategischen Optionen und der Institutionsleitung wahrnehmen, und der Abteilungen für

Ausbildung, Weiterbildung und Forschung und Dienstleistungen für Dritte.

Die strukturelle Verbesserung sollte dazu beitragen, die Positionierung der HEP-PH FR auf kantonaler, nationaler und internationaler Ebene zu stärken.

7. Auswirkungen auf Die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

Der Gesetzesentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden.

8. Verfassungsmässigkeit, Vereinbarkeit mit Bundesrecht und Europäischem Recht

Der Gesetzesentwurf ist mit dem einschlägigen Bundesrecht vereinbar. Er steht im Einklang mit den Bestimmungen der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004, insbesondere im Bereich der höheren Bildung und der Forschung, der Gleichstellung und der Sprachen.

Er ist mit den Vorschriften der EU vereinbar.

9. Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum

Dieses Gesetz untersteht dem (fakultativen) Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

10. Schlussbemerkungen

Als erstes ist daran zu erinnern, dass die Grossräte André Schneuwly und Markus Zosso mit ihrem am 7. Mai 2012 eingereichten und gleichentags begründeten Postulat über die Lehrerinnen- und Lehrerausbildung im Kanton Freiburg (gegenwärtiger Stand und Zukunftspläne) den Staatsrat baten, einen Bericht über die aktuelle Situation der Pädagogischen Hochschule Freiburg, ihre Zusammenarbeit mit der Universität Freiburg und die Zukunftspläne für die Lehrerinnen- und Lehrerbildung im Kanton Freiburg zu verfassen. Diesen Aspekten wurde in der vorliegenden Botschaft daher besondere Aufmerksamkeit geschenkt.

Sodann drängen die – einleitend erwähnten – jüngsten bildungspolitischen Entwicklungen die PH zur Zusammenarbeit, verschärfen aber auch den Wettbewerb unter ihnen, so dass diese sich mit ihren jeweiligen Vorzügen und Fachkompetenzen zu profilieren versuchen. Um die HEP-PH FR in der Schweizer Hochschullandschaft zu positionieren und den künftigen Lehrerinnen und Lehrern unseres Kantons eine hochstehende Ausbildung zu gewährleisten, ist es unerlässlich, dass die Führung der Einrichtung gestärkt wird. Es geht daher darum, die Autonomie der HEP-PH FR und die Kompetenzen ihrer Direktion zu stärken. Diese Entwick-

lung ist nötig, um eine hochstehende Tertiärausbildung zu gewährleisten, die die Qualitätssicherung aufrechterhält und die zahlreichen Vorzüge unserer PH, darunter die Zweisprachigkeit, hervorhebt.

Deshalb wird ein Gesetzesentwurf vorgeschlagen, der den heutigen Erfordernissen und Anforderungen angepasst ist. Der Entwurf enthält einige Änderungen an der heutigen Funktionsweise der HEP-PH FR, insbesondere im Zusammenhang mit der Organisation, die verbessert werden muss, und der neuen Direktionsstruktur, die gestärkt werden muss.

Loi

du

sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg (LHEPF)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles;

Vu le message du Conseil d'Etat du 3 février 2015;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Statut

¹ La Haute Ecole pédagogique Fribourg (ci-après: la HEP-PH FR), institution du degré tertiaire pour la formation professionnelle pédagogique, est un établissement autonome de droit public doté de la personnalité juridique.

² Son siège est à Fribourg.

Art. 2 Surveillance

La HEP-PH FR est placée sous la haute surveillance du Conseil d'Etat, qui l'exerce par l'intermédiaire de la Direction chargée de la formation des enseignants et enseignantes (ci-après: la Direction).

Art. 3 Missions

¹ La HEP-PH FR a pour missions:

- a) d'assurer la formation initiale des enseignants et enseignantes du degré primaire ainsi que leur accompagnement en début d'activité professionnelle;

Gesetz

vom

über die Pädagogische Hochschule Freiburg (PHFG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 30. September 2011 über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 3. Februar 2015;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Stellung

¹ Die Pädagogische Hochschule Freiburg (HEP-PH FR) ist eine Institution der Tertiärstufe für die Ausbildung zu pädagogischen Berufen. Sie ist eine autonome öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit.

² Sie hat ihren Sitz in Freiburg.

Art. 2 Aufsicht

Die HEP-PH FR steht unter der Oberaufsicht des Staatsrats. Dieser übt die Aufsicht durch die Direktion aus, die für die Ausbildung der Lehrpersonen zuständig ist (die Direktion).

Art. 3 Aufgaben

¹ Die HEP-PH FR hat folgende Aufgaben:

- a) Sie stellt die Grundausbildung der Lehrpersonen für die Primarstufe sicher und begleitet diese am Anfang ihrer Berufstätigkeit.

- b) d'organiser, de promouvoir et de coordonner, en collaboration avec les services et organisations concernés, la formation continue et complémentaire du personnel œuvrant en particulier dans l'enseignement obligatoire et, en fonction des besoins, dans d'autres institutions de formation;
- c) de contribuer, en collaboration étroite avec l'Université, à la recherche et au développement en matière d'éducation et de formation;
- d) de mettre à la disposition des personnes œuvrant en particulier dans l'enseignement obligatoire et à la HEP-PH FR des ressources d'enseignement et d'apprentissage nécessaires à leur pratique professionnelle et à leur formation;
- e) de veiller à l'équilibre des langues en son sein, de promouvoir la maîtrise de la langue partenaire et de développer le bilinguisme.

² Le Conseil d'Etat peut lui attribuer des missions supplémentaires.

³ Dans l'accomplissement de ses missions, la HEP-PH FR se fonde sur les valeurs ancrées dans sa charte. Elle veille à:

- a) promouvoir le sens de la responsabilité pédagogique et sociale et l'égalité des chances;
- b) contribuer au développement scientifique, éthique, culturel et artistique de la société.

Art. 4 Assurance et développement de la qualité

¹ La HEP-PH FR contrôle périodiquement la qualité de son enseignement, de sa recherche et de ses prestations de services. Pour ce faire, elle met en place un système de gestion de la qualité.

² Elle veille à l'assurance et au développement de la qualité à long terme ainsi qu'à l'efficacité et à l'adéquation de son système de gestion de la qualité à l'évolution de ses tâches et de son environnement.

Art. 5 Langues d'enseignement

¹ La formation des enseignants et enseignantes et les activités de développement pédagogique sont assurées dans les deux langues officielles du canton.

² Pour une part des formations dispensées, la HEP-PH FR recourt au bilinguisme et notamment à l'immersion linguistique.

³ La HEP-PH FR s'assure que les étudiants et étudiantes maîtrisent de manière effective la langue partenaire au terme de leur formation initiale et soient capables d'enseigner une séquence didactique dans l'autre langue.

- b) Sie organisiert, fördert und koordiniert in Zusammenarbeit mit den betreffenden Diensten und Organisationen die Weiterbildung des Personals, insbesondere im Bereich des obligatorischen Unterrichts sowie je nach Bedarf auch in anderen Bildungsinstitutionen.
- c) Sie trägt in enger Zusammenarbeit mit der Universität zur Forschung und Entwicklung in Erziehung und Bildung bei.
- d) Sie stellt den Personen, die insbesondere im obligatorischen Unterricht und an der HEP-PH FR tätig sind, Lehr- und Lernmaterialien für ihre berufliche Tätigkeit und ihre Ausbildung zur Verfügung.
- e) Sie sorgt für das Gleichgewicht der Sprachen innerhalb der Institution und fördert die Kompetenz in der Partnersprache und die Zweisprachigkeit.

² Der Staatsrat kann ihr weitere Aufgaben übertragen.

³ Bei der Ausführung ihrer Aufgaben achtet die HEP-PH FR die in ihrem Leitbild verankerten Werte:

- a) Sie fördert den Sinn für pädagogische und gesellschaftliche Verantwortung und die Chancengleichheit und
- b) trägt zur wissenschaftlichen, ethischen, kulturellen und künstlerischen Entwicklung der Gesellschaft bei.

Art. 4 Qualitätssicherung und Qualitätsentwicklung

¹ Die HEP-PH FR überprüft periodisch die Qualität ihrer Lehre, ihrer Forschung und ihrer Dienstleistungen. Dazu richtet sie ein Qualitätsmanagementsystem ein.

² Sie sorgt für die langfristige Qualitätssicherung und -entwicklung, für die Wirksamkeit ihres Qualitätsmanagementsystems und dafür, dass dieses an die Entwicklung ihrer Aufgaben und ihrer Umgebung angepasst wird.

Art. 5 Unterrichtssprachen

¹ Die Ausbildung der Lehrpersonen und die Tätigkeit im Bereich der pädagogischen Beratung und Entwicklung werden in den beiden Amtssprachen des Kantons sichergestellt.

² Die HEP-PH FR bietet einen Teil der Ausbildung zweisprachig an und setzt dabei namentlich auf die sprachliche Immersion.

³ Die HEP-PH FR stellt sicher, dass die Studierenden am Ende ihrer Grundausbildung die Partnersprache ausreichend beherrschen und in der Lage sind, eine didaktische Sequenz in der anderen Sprache zu unterrichten.

Art. 6 Formation initiale des enseignants et enseignantes des degrés secondaires et de l'enseignement spécialisé

¹ La formation initiale des enseignants et enseignantes du cycle d'orientation, de l'enseignement secondaire supérieur et en pédagogie spécialisée est confiée à l'Université.

² Les plans d'études et les règlements relatifs à ces formations sont adoptés par l'Université et ratifiés par la Direction, en conformité avec les règlements intercantonaux de reconnaissance des diplômes.

Art. 7 Coopération entre la HEP-PH FR et l'Université

¹ La HEP-PH FR et l'Université coopèrent étroitement à l'accomplissement de leurs missions relatives à la formation des enseignants et enseignantes.

² Les deux institutions sont étroitement associées par la voie d'une convention de coopération. Celle-ci est soumise à la ratification du Conseil d'Etat.

³ La convention règle en particulier:

- a) les conditions liées au statut des étudiants et étudiantes;
- b) l'organisation de tronc communs dans la formation des diverses catégories d'enseignants et enseignantes;
- c) l'organisation et le fonctionnement de la collaboration dans le domaine de la recherche sur l'enseignement et la formation;
- d) l'organisation et la collaboration sur le plan de la formation continue et complémentaire des personnes œuvrant dans l'enseignement et du personnel enseignant des deux institutions;
- e) la collaboration des bibliothèques et services documentaires de la HEP-PH FR et des instances universitaires concernées;
- f) les modalités de fonctionnement de l'organe commun chargé de sa mise en œuvre et de sa gestion;
- g) les conditions administratives et financières applicables pour tout échange de prestations.

Art. 8 Collaborations avec d'autres institutions

La HEP-PH FR développe des collaborations avec d'autres hautes écoles et institutions ainsi qu'avec les organes régionaux, nationaux et internationaux de formation des enseignants et enseignantes.

Art. 6 Grundausbildung der Lehrpersonen der Orientierungs- und Mittelschulen und des Sonderschulunterrichts

¹ Die Grundausbildung der Lehrpersonen der Orientierungs- und Mittelschulen sowie im Bereich der Sonderpädagogik wird der Universität anvertraut.

² Die Studienpläne und Reglemente dieser Ausbildungen werden in Übereinstimmung mit den interkantonalen Reglementen über die Anerkennung der Diplome von der Universität verabschiedet und von der Direktion genehmigt.

Art. 7 Zusammenarbeit zwischen der HEP-PH FR und der Universität

¹ Die HEP-PH FR und die Universität arbeiten bei der Erfüllung ihrer Aufgaben in der Lehrerinnen- und Lehrerbildung eng zusammen.

² Die beiden Institutionen sind durch eine Zusammenarbeitsvereinbarung eng miteinander verbunden. Diese wird dem Staatsrat zur Genehmigung unterbreitet.

³ Die Zusammenarbeitsvereinbarung regelt insbesondere:

- a) die Bedingungen, die mit der Stellung der Studierenden verbunden sind;
- b) die Organisation von gemeinsamen Ausbildungsgrundlagen für die verschiedenen Kategorien von Lehrpersonen;
- c) die Organisation und die Modalitäten der Zusammenarbeit in der Unterrichts- und Bildungsforschung;
- d) die Organisation und die Zusammenarbeit im Bereich der Fort- oder Weiterbildung der Personen, die im Unterricht tätig sind, und des Lehrpersonals der beiden Institutionen;
- e) die Zusammenarbeit der Bibliotheken und Dokumentationsstellen der HEP-PH FR und der betreffenden universitären Instanzen;
- f) die Arbeitsweise des mit der Umsetzung und Verwaltung der Zusammenarbeit betrauten gemeinsamen Organs;
- g) die administrativen und finanziellen Bedingungen für jeden Dienstleistungsaustausch.

Art. 8 Zusammenarbeit mit anderen Institutionen

Die HEP-PH FR pflegt und fördert die Zusammenarbeit mit anderen Hochschulen und Instanzen sowie mit den regionalen, nationalen und internationalen Gremien der Lehrerinnen- und Lehrerbildung.

CHAPITRE 2

Etudiants et étudiantes, étudiants et étudiantes hôtes et autres personnes en formation

Art. 9 Définitions

¹ Sont considérées comme étudiants et étudiantes les personnes immatriculées à la HEP-PH FR qui suivent la filière de formation initiale en vue d'obtenir le grade de bachelor et le titre d'aptitude à enseigner au degré primaire.

² Sont considérées comme étudiants et étudiantes hôtes les personnes immatriculées dans une autre institution de formation tertiaire qui suivent une partie de leur cursus à la HEP-PH FR.

³ Sont considérées comme autres personnes en formation les personnes qui suivent des cours de formation continue ou complémentaire.

Art. 10 Admission

¹ Les conditions d'admission des étudiants et étudiantes sont fixées par la législation intercantonale dans le domaine et précisées par la réglementation d'exécution.

² La Direction peut définir des exigences complémentaires. Celles-ci sont inscrites dans la réglementation d'exécution.

³ Toutes les personnes candidates sont astreintes à une procédure d'admission dont les modalités sont fixées par la réglementation d'exécution.

⁴ L'admission des étudiants et étudiantes peut être exceptionnellement limitée dans la mesure où, en raison d'une capacité d'accueil insuffisante de la HEP-PH FR ou d'un manque de places de stage, la qualité de la formation ne peut plus être garantie.

⁵ Sur la proposition de la Direction, le Conseil d'Etat est compétent pour introduire d'année en année une telle mesure. La sélection des personnes candidates est opérée en fonction des critères décidés par le Conseil d'Etat.

⁶ Les conditions d'admission des étudiants et étudiantes hôtes et des autres personnes en formation sont réglées dans la réglementation d'exécution ou, le cas échéant, dans les directives internes de la HEP-PH FR.

Art. 11 Etudes

¹ L'organisation des études, les examens, les promotions, les évaluations et les conditions d'obtention des diplômes et certificats sont fixés par la réglementation d'exécution.

2. KAPITEL

Studierende, Gaststudierende und andere Personen in Ausbildung

Art. 9 Definitionen

¹ Als Studierende gelten Personen, die an der HEP-PH FR immatrikuliert sind und die Grundausbildung zur Erlangung des Bachelordiploms und der Lehrbefähigung für die Primarstufe besuchen.

² Als Gaststudierende gelten Personen, die an einer anderen Bildungsinstitution der Tertiärstufe immatrikuliert sind und einen Teil ihrer Ausbildung an der HEP-PH FR absolvieren.

³ Als andere Personen in Ausbildung gelten Personen, die an der HEP-PH FR Fort- oder Weiterbildungskurse besuchen.

Art. 10 Zulassung

¹ Die Bedingungen für die Zulassung der Studierenden richten sich nach den einschlägigen interkantonalen Vorschriften und werden in den Ausführungsbestimmungen präzisiert.

² Die Direktion kann in den Ausführungsbestimmungen zusätzliche Anforderungen festlegen.

³ Alle Kandidatinnen und Kandidaten müssen ein Zulassungsverfahren durchlaufen, dessen Bedingungen in den Ausführungsbestimmungen festgelegt werden.

⁴ Die Zulassung der Studierenden kann ausnahmsweise eingeschränkt werden, wenn die Qualität der Ausbildung wegen ungenügender Aufnahmekapazitäten der HEP-PH FR oder mangelnder Praktikumsstellen nicht mehr gewährleistet werden kann.

⁵ Der Staatsrat ist befugt, eine solche Massnahme auf Antrag der Direktion für jeweils ein Jahr anzuordnen. Die Kandidatinnen und Kandidaten werden gestützt auf die vom Staatsrat festgelegten Kriterien ausgewählt.

⁶ Die Bedingungen für die Zulassung der Gaststudierenden und der anderen Personen in Ausbildung werden in den Ausführungsbestimmungen oder gegebenenfalls in den Weisungen der HEP-PH FR geregelt.

Art. 11 Studium

¹ Die Organisation des Studiums, die Prüfungen, die Promotion und Bewertung sowie die Bedingungen zur Erlangung von Diplomen und Zertifikaten werden in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

² Les étudiants et étudiantes doivent achever leurs études dans les délais ordinaires fixés par la réglementation d'exécution.

³ L'étudiant ou l'étudiante qui n'a pas achevé ses études au terme de la durée prescrite est exclu-e de la formation.

⁴ Les délais d'achèvement des études peuvent être exceptionnellement prolongés pour de justes motifs.

Art. 12 Taxes et contributions particulières

¹ La HEP-PH FR perçoit des taxes pour les prestations liées aux études.

² La HEP-PH FR peut, en outre, prélever des contributions aux frais d'études pour certaines prestations particulières.

³ Le montant des taxes ne doit pas constituer un obstacle à l'accès aux études.

⁴ Le Conseil d'Etat fixe les montants des taxes et contributions particulières.

⁵ La HEP-PH FR fixe et perçoit des taxes pour ses prestations en matière de formation continue et complémentaire.

⁶ Des taxes plus élevées peuvent, dans le respect des traités internationaux et des accords intercantonaux, être prélevées pour les étudiants et étudiantes non titulaires d'un permis d'établissement.

Art. 13 Droits et obligations

¹ Les étudiants et étudiantes prennent une part active à la vie de l'établissement. Ils ont le droit, individuellement et collectivement, d'être informés par le conseil de direction sur les questions les concernant et d'adresser aux organes de direction des propositions relatives aux activités de la HEP-PH FR.

² Pour exercer les droits de participation qui leur sont reconnus par la loi et la réglementation d'exécution, les étudiants et étudiantes constituent une assemblée regroupant les deux sections linguistiques.

³ L'assemblée est régulièrement consultée par les organes de direction de la HEP-PH FR et les informe de ses prises de position. Elle se dote d'un règlement d'organisation approuvé par la commission de la HEP-PH FR.

⁴ Les étudiants et étudiantes, les étudiants et étudiantes hôtes et les autres personnes en formation sont tenus de se conformer à la réglementation d'exécution et aux directives internes de la HEP-PH FR.

² Die Studierenden müssen ihr Studium in der maximal zulässigen Studiendauer, die in den Ausführungsbestimmungen festgelegt wird, abschliessen.

³ Studierende, die ihr Studium in dieser Zeit nicht abschliessen, werden von der Ausbildung ausgeschlossen.

⁴ Die maximal zulässige Studiendauer kann ausnahmsweise verlängert werden, sofern triftige Gründe vorliegen.

Art. 12 Gebühren und besondere Beiträge

¹ Die HEP-PH FR erhebt Gebühren für ihre Leistungen im Zusammenhang mit dem Studium.

² Die HEP-PH FR kann ausserdem für besondere Leistungen Beiträge an die Studienkosten verlangen.

³ Die Höhe der Gebühren darf kein Hindernis für den Zugang zum Studium darstellen.

⁴ Der Staatsrat legt die Gebühren und besonderen Beiträge fest.

⁵ Die HEP-PH FR setzt Gebühren für ihre Leistungen auf dem Gebiet der Fort- und Weiterbildung fest und erhebt diese.

⁶ Von Studierenden, die nicht im Besitz einer Niederlassungsbewilligung sind, können höhere Gebühren erhoben werden; internationale Verträge und interkantonale Vereinbarungen bleiben vorbehalten.

Art. 13 Rechte und Pflichten

¹ Die Studierenden nehmen aktiv am Schulleben teil. Einzeln und gemeinsam haben sie das Recht, vom Direktionsrat über die sie betreffenden Fragen informiert zu werden und den Direktionsorganen Vorschläge zu den Tätigkeiten der HEP-PH FR zu unterbreiten.

² Zur Ausübung des Mitwirkungsrechts, das ihnen nach dem Gesetz und den Ausführungsbestimmungen zusteht, bilden sie eine Versammlung, der beide Sprachabteilungen angehören.

³ Die Versammlung wird von den Direktionsorganen der HEP-PH FR regelmässig angehört und teilt diesen ihre Stellungnahmen mit. Sie erstellt für sich ein Organisationsreglement, das von der Kommission der HEP-PH FR genehmigt wird.

⁴ Die Studierenden, die Gaststudierenden und die anderen Personen in Ausbildung sind verpflichtet, die Ausführungsbestimmungen und die Weisungen der HEP-PH FR einzuhalten.

Art. 14 Sanctions disciplinaires

¹ Les étudiants et étudiantes, les étudiants et étudiantes hôtes et les autres personnes en formation qui, de manière fautive, violent des dispositions légales ou réglementaires ou qui manifestent un comportement indigne d'une personne appelée à enseigner sont passibles de sanctions disciplinaires.

² La sanction la plus grave est l'exclusion. Elle est prononcée par le conseil de direction.

³ La réglementation d'exécution détermine les sanctions et la procédure disciplinaires.

CHAPITRE 3

Personnel

Art. 15 Catégories

¹ Le personnel de la HEP-PH FR est composé des catégories suivantes:

- a) le personnel enseignant;
- b) le corps intermédiaire;
- c) le personnel administratif et technique.

² La réglementation d'exécution fixe les catégories, les qualifications à l'engagement, les fonctions et les missions du personnel enseignant et du corps intermédiaire.

³ La HEP-PH FR associe à sa mission de formation initiale des maîtres et maîtresses de stage, accueillant et encadrant les étudiants et étudiantes dans leur classe pour l'exercice de la pratique professionnelle. Leurs conditions d'engagement et de rémunération sont fixées dans la réglementation d'exécution.

⁴ En sus, la HEP-PH FR peut faire appel à des intervenants et intervenantes externes.

⁵ Le personnel de la HEP-PH FR est soumis à la législation sur le personnel de l'Etat, sous réserve des prescriptions particulières fixées par la réglementation d'exécution.

Art. 16 Personnel enseignant

a) Statut et tâches

¹ Les membres du personnel enseignant sont engagés par le recteur ou la rectrice, sur le préavis du doyen ou de la doyenne du secteur concerné.

Art. 14 Disziplinarstrafen

¹ Gegen Studierende, Gaststudierende und andere Personen in Ausbildung, welche die Gesetzesbestimmungen oder reglementarischen Vorschriften schuldhaft übertreten oder das Berufsethos, das von einer angehenden Lehrperson erwartet wird, verletzen, können Disziplinarstrafen verhängt werden.

² Die höchste Strafe ist der Ausschluss. Er wird vom Direktionsrat ausgesprochen.

³ Die Ausführungsbestimmungen legen die Strafen und das Disziplinarverfahren fest.

3. KAPITEL

Personal

Art. 15 Kategorien

¹ Das Personal der HEP-PH FR setzt sich aus folgenden Kategorien zusammen:

- a) das Lehrpersonal;
- b) der Mittelbau;
- c) das administrative und technische Personal.

² Die Kategorien, die bei der Anstellung verlangten Qualifikationen, die Funktionen und die Aufgaben der Lehrpersonen und des Mittelbaus werden in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

³ Die HEP-PH FR beteiligt Praktikumslehrerinnen und -lehrer an ihren Grundausbildungsaufgaben. Diese nehmen die Studierenden in ihre Klasse auf und begleiten sie beim Erwerben von Berufspraxis. Die Anstellungs- und Gehaltsbedingungen werden in den Ausführungsbestimmungen festgelegt.

⁴ Darüber hinaus kann die HEP-PH FR externe Referentinnen und Referenten einsetzen.

⁵ Das Personal der HEP-PH FR untersteht der Gesetzgebung über das Staatspersonal; besondere Ausführungsbestimmungen bleiben vorbehalten.

Art. 16 Lehrpersonal

a) Stellung und Aufgaben

¹ Die Mitglieder des Lehrpersonals werden auf Antrag der zuständigen Abteilungsleiterin oder des zuständigen Abteilungsleiters von der Rektorin oder vom Rektor angestellt.

² Ils sont subordonnés au doyen ou à la doyenne de leur section.

³ Ils sont chargés de la formation initiale des étudiants et étudiantes dans ses diverses modalités. Ils peuvent recevoir d'autres charges ou mandats en relation avec les missions de la HEP-PH FR.

Art. 17 b) Congé scientifique

¹ Un congé scientifique, payé ou partiellement payé, peut être accordé à des fins spécifiques à des membres du personnel enseignant.

² Les conditions régissant l'octroi du congé sont définies dans la réglementation d'exécution.

Art. 18 c) Droits de participation

¹ Les membres du personnel enseignant ont le droit, individuellement et collectivement, d'adresser aux organes de direction des propositions relatives aux activités de la HEP-PH FR.

² Pour exercer les droits de participation qui leur sont reconnus par la loi et la réglementation d'exécution, ils constituent une assemblée regroupant les deux sections linguistiques.

³ L'assemblée est régulièrement consultée par les organes de direction de la HEP-PH FR et les informe de ses prises de position. Elle se dote d'un règlement d'organisation approuvé par la commission de la HEP-PH FR.

Art. 19 d) Démission et retraite de plein droit

¹ Les membres du personnel enseignant donnent leur démission, sauf accord particulier, pour la fin de l'année académique avec un préavis de six mois. Les dispositions relatives au congé scientifique restent réservées.

² Le droit à la retraite s'exerce, en principe, pour la fin de l'année académique au cours de laquelle la personne atteint l'âge limite.

Art. 20 Corps intermédiaire
a) Statut et tâches

¹ Les membres du corps intermédiaire sont engagés par le recteur ou la rectrice, sur le préavis du doyen ou de la doyenne du secteur concerné.

² Sie unterstehen der Leiterin oder dem Leiter ihrer Abteilung.

³ Sie sind zuständig für die Grundausbildung der Studierenden in den verschiedenen Formen. Ihnen können im Zusammenhang mit dem Auftrag der HEP-PH FR weitere Aufgaben übertragen werden.

Art. 17 b) Studienurlaub

¹ Mitgliedern des Lehrpersonals kann zu besonderen Zwecken ein bezahlter oder teilweise bezahlter Studienurlaub gewährt werden.

² Die Voraussetzungen für die Gewährung eines Studienurlaubs werden in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

Art. 18 c) Mitwirkungsrecht

¹ Die Mitglieder des Lehrpersonals sind berechtigt, den Direktionsorganen einzeln oder gemeinsam Vorschläge zur Tätigkeit der HEP-PH FR zu unterbreiten.

² Zur Ausübung ihres Mitwirkungsrechts, das ihnen nach dem Gesetz und den Ausführungsbestimmungen zusteht, bilden sie eine Versammlung, der beide Sprachabteilungen angehören.

³ Die Versammlung wird von den Direktionsorganen der HEP-PH FR regelmäßig angehört und teilt diesen ihre Stellungnahmen mit. Sie erstellt für sich ein Organisationsreglement, das von der Kommission der HEP-PH FR genehmigt wird.

Art. 19 d) Kündigung und Pensionierung

¹ Die Mitglieder des Lehrpersonals können unter Einhaltung einer sechsmonatigen Kündigungsfrist auf das Ende des akademischen Jahres kündigen. Besondere Vereinbarungen und die Bestimmungen über den Studienurlaub bleiben vorbehalten.

² Die Mitglieder des Lehrkörpers werden von Gesetzes wegen grundsätzlich auf das Ende des akademischen Studienjahres pensioniert, in dem sie das Höchstalter für die Pensionierung erreicht haben.

Art. 20 Mittelbau
a) Stellung und Aufgaben

¹ Die Mitglieder des Mittelbaus werden auf Antrag der zuständigen Abteilungsleiterin oder des zuständigen Abteilungsleiters von der Rektorin oder vom Rektor angestellt.

² Ils sont subordonnés soit au ou à la professeur-e responsable, soit au doyen ou à la doyenne.

³ Ils assurent des tâches scientifiques, liées notamment à la recherche.

Art. 21 b) Droit de participation

Les membres du corps intermédiaire ont le droit, individuellement et collectivement, d'adresser aux organes de direction des propositions relatives aux activités de la HEP-PH FR. Ils exercent les droits de participation qui leur sont reconnus par la loi et la réglementation d'exécution au travers de l'assemblée du personnel administratif et technique, dont ils font partie.

Art. 22 Personnel administratif et technique

a) Statut et tâches

¹ Le personnel administratif et technique est engagé par le recteur ou la rectrice.

² Il est subordonné soit au responsable administratif ou à la responsable administrative, soit au doyen ou à la doyenne.

³ Il assure les tâches administratives de l'administration centrale et des secteurs.

Art. 23 b) Droits de participation

¹ Les membres du personnel administratif et technique ont le droit, individuellement et collectivement, d'adresser aux organes de direction des propositions relatives aux activités de la HEP-PH FR.

² Pour exercer les droits de participation qui leur sont reconnus par la loi et la réglementation d'exécution, ils constituent une assemblée bilingue.

³ L'assemblée est régulièrement consultée par les organes de direction de la HEP-PH FR et les informe de ses prises de position. Elle se dote d'un règlement d'organisation approuvé par la commission de la HEP-PH FR.

² Sie unterstehen entweder der verantwortlichen Dozentin oder dem verantwortlichen Dozenten oder der Abteilungsleiterin oder dem Abteilungsleiter.

³ Sie nehmen wissenschaftliche, insbesondere forschungsbezogene Aufgaben wahr.

Art. 21 b) Mitwirkungsrecht

Die Mitglieder des Mittelbaus sind berechtigt, den Direktionsorganen einzeln oder gemeinsam Vorschläge zur Tätigkeit der HEP-PH FR zu unterbreiten. Zur Ausübung ihres Mitwirkungsrechts, das ihnen nach dem Gesetz und den Ausführungsbestimmungen zusteht, nehmen sie an der Versammlung des administrativen und technischen Personals teil.

Art. 22 Administratives und technisches Personal

a) Stellung und Aufgaben

¹ Das administrative und technische Personal wird von der Rektorin oder vom Rektor angestellt.

² Es untersteht entweder der Leiterin oder dem Leiter der Verwaltung oder der Abteilungsleiterin oder dem Abteilungsleiter.

³ Es erfüllt die administrativen Aufgaben der Zentral- und Abteilungsverwaltung.

Art. 23 b) Mitwirkungsrecht

¹ Die Mitglieder des administrativen und technischen Personals sind berechtigt, den Direktionsorganen einzeln oder gemeinsam Vorschläge zur Tätigkeit der HEP-PH FR zu unterbreiten.

² Zur Ausübung ihres Mitwirkungsrechts, das ihnen nach dem Gesetz und den Ausführungsbestimmungen zusteht, bilden sie eine zweisprachige Versammlung.

³ Die Versammlung wird von den Direktionsorganen der HEP-PH FR regelmässig angehört und teilt diesen ihre Stellungnahmen mit. Sie erstellt für sich ein Organisationsreglement, das von der Kommission der HEP-PH FR genehmigt wird.

CHAPITRE 4

Structure

Art. 24 Structure

¹ La HEP-PH FR est composée de trois secteurs:

- a) formation initiale;
- b) formation continue;
- c) recherche et prestations à des tiers.

² La HEP-PH FR dispose d'une administration centrale qui soutient les secteurs dans l'exécution de leurs tâches ainsi que dans la gestion des ressources humaines, des finances, des infrastructures et de la logistique.

³ La HEP-PH FR peut se doter de centres de compétences ou d'unités organisationnelles, rattachés soit au conseil de direction, soit à un secteur.

A. *Formation initiale*

Art. 25 Missions et organisation

¹ Le secteur de la formation initiale est chargé de dispenser aux étudiants et étudiantes la formation destinée à leur permettre d'obtenir le titre d'aptitude à enseigner au degré primaire.

² Il est également chargé de conduire des activités de recherche dans ce domaine, avec l'appui des unités de soutien à la recherche.

³ Il peut recevoir d'autres mandats en relation avec les missions de la HEP-PH FR.

⁴ Il est organisé en deux sections linguistiques. Chacune de ces sections est dirigée par un doyen ou une doyenne.

Art. 26 Grades et titres

¹ Au terme des études, la HEP-PH FR délivre, aux candidats et candidates ayant réuni toutes les conditions fixées par la réglementation d'exécution, le grade de bachelor et le titre d'aptitude à enseigner au degré primaire.

² La délivrance d'autres grades ou titres est prévue dans la réglementation d'exécution. Celle-ci fixe également les conditions supplémentaires pour l'octroi des mentions.

4. KAPITEL

Gliederung

Art. 24 Gliederung

¹ Die HEP-PH FR umfasst drei Abteilungen:

- a) Grundausbildung;
- b) Weiterbildung;
- c) Forschung und Dienstleistungen für Dritte.

² Die HEP-PH FR verfügt über eine Zentralverwaltung, welche die Abteilungen in der Ausführung ihrer Aufgaben und der Verwaltung des Personals, der Finanzen, der Infrastruktur und der Logistik unterstützt.

³ Die HEP-PH FR kann Kompetenzzentren oder Organisationseinheiten einrichten, die entweder dem Direktionsrat oder einer Abteilung zugewiesen sind.

A. *Grundausbildung*

Art. 25 Aufgaben und Organisation

¹ Die Abteilung Grundausbildung bietet den Studierenden die Ausbildung für die Erlangung der Lehrbefähigung für die Primarstufe an.

² Sie betreibt auf diesem Gebiet auch Forschung und wird dabei von den Forschungsstellen unterstützt.

³ Ihr können im Zusammenhang mit den Aufgaben der HEP-PH FR weitere Aufträge erteilt werden.

⁴ Sie ist in zwei Sprachabteilungen unterteilt. Jede untersteht einer Abteilungsleiterin oder einem Abteilungsleiter.

Art. 26 Akademische Grade und Titel

¹ Nach Abschluss des Studiums stellt die HEP-PH FR den Kandidatinnen und Kandidaten, die alle Bedingungen gemäss den Ausführungsbestimmungen erfüllen, das Bachelordiplom und die Lehrbefähigung für die Primarstufe aus.

² In den Ausführungsbestimmungen werden die Ausstellung weiterer akademischer Grade oder Titel sowie die zusätzlichen Bedingungen für die Verleihung der Vermerke geregelt.

Art. 27 Protection des grades et titres

¹ Les grades et les titres de la HEP-PH FR sont protégés par la présente loi.

² Est punie de l'amende la personne qui porte un titre protégé au sens de la présente loi sans être titulaire du grade correspondant.

³ La poursuite et le jugement de ces contraventions ont lieu conformément au code de procédure pénale. Pour le surplus, les dispositions de la législation spéciale sont applicables.

⁴ Les dispositions du code pénal suisse sont réservées.

B. Formation continue

Art. 28 Missions et organisation

¹ Le secteur de la formation continue est chargé:

- a) de la formation continue et complémentaire du personnel œuvrant en particulier dans l'enseignement obligatoire et, en fonction des besoins, dans d'autres institutions de formation;
- b) de l'accompagnement des enseignants et enseignantes en début d'activité professionnelle.

² Il peut recevoir d'autres mandats en relation avec les missions de la HEP-PH FR.

³ Il est dirigé par un doyen ou une doyenne.

C. Recherche et prestations à des tiers

Art. 29 Missions et organisation

¹ Le secteur de la recherche et des prestations à des tiers est chargé:

- a) du soutien et de la valorisation des activités de recherche de la HEP-PH FR;
- b) de la mise à disposition de ressources d'enseignement et d'apprentissage pour les personnes œuvrant en particulier dans l'enseignement obligatoire et à la HEP-PH FR.

² Il peut recevoir d'autres mandats en relation avec les missions de la HEP-PH FR.

³ Il est dirigé par un doyen ou une doyenne.

Art. 27 Schutz der akademischen Grade und Titel

¹ Die akademischen Grade und Titel der HEP-PH FR werden von diesem Gesetz geschützt.

² Wer einen nach diesem Gesetz geschützten Titel trägt, ohne Inhaber des entsprechenden Grades zu sein, wird mit Busse bestraft.

³ Die Verfolgung und die Beurteilung dieser Übertretungen werden in der Strafprozessordnung geregelt. Im Übrigen gelten die Bestimmungen der Spezialgesetzgebung.

⁴ Die Bestimmungen des schweizerischen Strafgesetzbuchs bleiben vorbehalten.

B. Weiterbildung

Art. 28 Aufgaben und Organisation

¹ Die Abteilung Weiterbildung ist zuständig für:

- a) die Fort- und Weiterbildung des Personals, insbesondere im Bereich des obligatorischen Unterrichts sowie je nach Bedarf auch in anderen Bildungsinstitutionen;
- b) die Begleitung der Lehrpersonen am Anfang ihrer Berufstätigkeit.

² Ihr können im Zusammenhang mit den Aufgaben der HEP-PH FR weitere Aufträge erteilt werden.

³ Sie untersteht einer Abteilungsleiterin oder einem Abteilungsleiter.

C. Forschung und Dienstleistungen für Dritte

Art. 29 Aufgaben und Organisation

¹ Die Abteilung Forschung und Dienstleistungen für Dritte ist zuständig für:

- a) die Unterstützung und Valorisierung der Forschungstätigkeit der HEP-PH FR;
- b) die Bereitstellung von Lehr- und Lernmaterialien für Personen, die insbesondere im obligatorischen Unterricht und in der HEP-PH FR tätig sind.

² Ihr können im Zusammenhang mit den Aufgaben der HEP-PH FR weitere Aufträge erteilt werden.

³ Sie untersteht einer Abteilungsleiterin oder einem Abteilungsleiter.

CHAPITRE 5

Organisation

A. Autorités cantonales

Art. 30 Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat exerce les compétences que lui confèrent la présente loi et les règlements.

² Il est notamment compétent pour:

- a) approuver la planification pluriannuelle incluant les objectifs de politique générale et de stratégie de développement de la HEP-PH FR;
- b) confier, le cas échéant, la réalisation de missions supplémentaires à la HEP-PH FR;
- c) sur la proposition de la Direction, limiter, le cas échéant, le nombre d'admissions à la HEP-PH FR en raison de contraintes locales spécifiques;
- d) fixer le montant des taxes et contributions particulières;
- e) adopter l'enveloppe budgétaire, le budget et les comptes de la HEP-PH FR;
- f) engager le recteur ou la rectrice, sur la proposition de la Direction;
- g) nommer les membres de la commission de la HEP-PH FR.

³ Le Conseil d'Etat arrête la réglementation d'exécution de la présente loi.

Art. 31 Direction

¹ La Direction favorise le développement de la HEP-PH FR.

² Elle a notamment pour compétences:

- a) de préavisier la planification pluriannuelle incluant les objectifs de politique générale et de stratégie de développement de la HEP-PH FR;
- b) d'approuver le rapport d'activité;
- c) d'adopter les plans d'études relatifs à la formation initiale;
- d) de proposer au Conseil d'Etat une limitation du nombre d'admissions et des exigences complémentaires pour l'entrée à la HEP-PH FR;
- e) de soumettre au Conseil d'Etat la proposition d'enveloppe budgétaire, le budget et les comptes de la HEP-PH FR;
- f) de proposer au Conseil d'Etat l'engagement du recteur ou de la rectrice.

5. KAPITEL

Organisation

A. Kantonale Behörden

Art. 30 Staatsrat

¹ Der Staatsrat übt die Kompetenzen aus, die ihm von diesem Gesetz und den Reglementen übertragen werden.

² Er ist insbesondere dafür zuständig,

- a) die Mehrjahresplanung einschliesslich der allgemeinpolitischen und entwicklungsstrategischen Ziele der HEP-PH FR zu genehmigen;
- b) der HEP-PH FR allenfalls zusätzliche Aufgaben zu übertragen;
- c) auf Antrag der Direktion gegebenenfalls aufgrund spezifischer örtlicher Bedingungen eine Beschränkung der Zulassung zur HEP-PH FR zu beschliessen;
- d) die Gebühren und besonderen Beiträge festzulegen;
- e) das Globalbudget, das Budget und die Jahresrechnung der HEP-PH FR zu genehmigen;
- f) die Rektorin oder den Rektor auf Antrag der Direktion anzustellen;
- g) die Mitglieder der Kommission der HEP-PH FR zu ernennen.

³ Der Staatsrat erlässt die Ausführungsbestimmungen zum Gesetz.

Art. 31 Direktion

¹ Die Direktion fördert die Entwicklung der HEP-PH FR.

² Sie ist insbesondere dafür zuständig,

- a) zur Mehrjahresplanung einschliesslich der allgemeinpolitischen und entwicklungsstrategischen Ziele der HEP-PH FR Stellung zu nehmen;
- b) den Tätigkeitsbericht zu genehmigen;
- c) die Studienpläne der Grundausbildung zu genehmigen;
- d) dem Staatsrat eine Zulassungsbeschränkung und zusätzliche Anforderungen für die Zulassung zur HEP-PH FR zu beantragen;
- e) dem Staatsrat den Antrag für das Globalbudget, das Budget und die Jahresrechnung der HEP-PH FR zu unterbreiten;
- f) dem Staatsrat die Anstellung des Rektors oder der Rektorin zu beantragen.

³ La Direction peut élaborer ou préavis des propositions à l'attention du Conseil d'Etat visant à confier à la HEP-PH FR des missions supplémentaires.

B. Organes de la HEP-PH FR

Art. 32 Organes

Les organes de la HEP-PH FR sont:

- a) la commission de la HEP-PH FR;
- b) le conseil de direction;
- c) le recteur ou la rectrice;
- d) les doyens ou doyennes.

Art. 33 Commission de la HEP-PH FR

a) Composition

¹ La commission de la HEP-PH FR se compose de douze membres, dont six sont désignés par l'Etat et six par la HEP-PH FR. Ils sont élus pour quatre ans.

² Les membres désignés par l'Etat sont choisis en dehors de la HEP-PH FR et en fonction de leurs compétences professionnelles, scientifiques, culturelles, économiques ou sociales. Les deux communautés linguistiques sont représentées. Le Grand Conseil élit trois de ses membres; les trois autres le sont par le Conseil d'Etat.

³ La HEP-PH FR est représentée par deux membres du personnel enseignant, un membre du corps intermédiaire, un membre du personnel administratif et technique et deux étudiants ou étudiantes, élus selon les modalités propres à chaque catégorie.

⁴ Le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice, ou son représentant ou sa représentante, ainsi que les membres du conseil de direction de la HEP-PH FR assistent aux séances avec voix consultative; le conseil de direction organise le secrétariat.

Art. 34 b) Fonctionnement

¹ Le Conseil d'Etat nomme le président ou la présidente de la commission de la HEP-PH FR. Pour le reste, la commission s'organise elle-même.

³ Die Direktion kann dem Staatsrat Vorschläge unterbreiten oder zu Vorschlägen Stellung nehmen, die darauf abzielen, der HEP-PH FR zusätzliche Aufgaben zu übertragen.

B. Organe der HEP-PH FR

Art. 32 Organe

Die Organe der HEP-PH FR sind:

- a) die Kommission der HEP-PH FR;
- b) der Direktionsrat;
- c) die Rektorin oder der Rektor;
- d) die Abteilungsleiterinnen und Abteilungsleiter.

Art. 33 Kommission der HEP-PH FR

a) Zusammensetzung

¹ Die Kommission der HEP-PH FR besteht aus zwölf Mitgliedern; sechs werden vom Staat und sechs von der HEP-PH FR bezeichnet. Alle werden für vier Jahren gewählt.

² Die vom Staat bezeichneten Mitglieder gehören nicht zum Personenkreis der HEP-PH FR und werden aufgrund ihrer beruflichen, wissenschaftlichen, kulturellen, wirtschaftlichen oder sozialen Fähigkeiten ausgewählt. Beide Sprachgemeinschaften sind vertreten. Drei dieser Mitglieder werden vom Grossen Rat und drei vom Staatsrat gewählt.

³ Die HEP-PH FR wird von zwei Mitgliedern des Lehrpersonals, einem Mitglied des Mittelbaus, einem Mitglied des administrativen und technischen Personals und zwei Studierenden vertreten; sie werden nach den Modalitäten gewählt, die für die jeweilige Kategorie gelten.

⁴ Die Vorsteherin oder der Vorsteher der Direktion sowie die Mitglieder des Direktionsrats der HEP-PH FR nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen teil. Die Vorsteherin oder der Vorsteher der Direktion kann sich an den Sitzungen vertreten lassen. Der Direktionsrat organisiert das Sekretariat.

Art. 34 b) Arbeitsweise

¹ Der Staatsrat ernennt die Präsidentin oder den Präsidenten der Kommission der HEP-PH FR. Im Übrigen organisiert sich die Kommission selbst.

² La commission de la HEP-PH FR constitue un bureau en vue de la préparation des séances. Le recteur ou la rectrice en fait partie.

³ La commission de la HEP-PH FR ne peut prendre de décisions valables que si la moitié de ses membres est présente, mais au moins trois membres désignés par l'Etat et trois autres issus de la communauté de la HEP-PH FR. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents; en cas d'égalité des voix, le président ou la présidente tranche.

Art. 35 c) Attributions

La commission de la HEP-PH FR est l'organe délibératif suprême de la HEP-PH FR et a les attributions suivantes:

- a) veiller à l'accomplissement par la HEP-PH FR des missions qui lui incombent en vertu de la présente loi et des règlements;
- b) soutenir l'action, le développement et le rayonnement de la HEP-PH FR et émettre, à l'intention du conseil de direction, des recommandations sur toutes les questions d'intérêt général concernant la HEP-PH FR;
- c) veiller à la coopération avec d'autres institutions d'enseignement et de recherche, et notamment avec l'Université;
- d) préaviser et soumettre pour approbation au Conseil d'Etat la proposition du conseil de direction de planification pluriannuelle incluant les objectifs de politique générale et de stratégie de développement de la HEP-PH FR;
- e) approuver la charte de la HEP-PH FR;
- f) adopter, à l'intention de la Direction qui l'approuve, le rapport d'activité;
- g) approuver le système de gestion de la qualité et soumettre périodiquement à évaluation, en accord avec le conseil de direction, tout ou partie de la politique générale, des activités, des cours et du fonctionnement de la HEP-PH FR;
- h) arrêter, à l'intention du Conseil d'Etat, la proposition d'enveloppe budgétaire, le budget et les comptes;
- i) préaviser, à l'intention de la Direction, l'engagement du recteur ou de la rectrice;
- j) approuver l'engagement des doyens ou doyennes proposés par le recteur ou la rectrice;

² Die Kommission der HEP-PH FR setzt zur Vorbereitung der Sitzungen ein Büro ein. Die Rektorin oder der Rektor ist Mitglied des Büros.

³ Die Kommission der HEP-PH FR ist beschlussfähig, wenn die Hälfte der Mitglieder, und dabei mindestens drei der vom Staat und drei der von der Gemeinschaft der HEP-PH FR bezeichneten Mitglieder anwesend sind. Die Beschlüsse werden mit der Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Präsidentin oder der Präsident.

Art. 35 c) Befugnisse

Die Kommission der HEP-PH FR ist das oberste beschlussfassende Organ der HEP-PH FR und hat folgende Befugnisse:

- a) Sie überwacht die Ausführung der Aufgaben, die der HEP-PH FR gemäss diesem Gesetz und den Reglementen obliegen.
- b) Sie fördert die Tätigkeit, die Entwicklung und das Ansehen der HEP-PH FR und unterbreitet dem Direktionsrat Empfehlungen zu allen Fragen von allgemeinem Interesse im Zusammenhang mit der HEP-PH FR.
- c) Sie achtet auf die Zusammenarbeit mit anderen Lehr- und Forschungsinstitutionen, insbesondere mit der Universität.
- d) Sie nimmt Stellung zum Vorschlag des Direktionsrats für die Mehrjahresplanung einschliesslich der allgemeinpolitischen und entwicklungsstrategischen Ziele der HEP-PH FR und legt diesen dem Staatsrat zur Genehmigung vor.
- e) Sie genehmigt das Leitbild der HEP-PH FR.
- f) Sie verabschiedet den Tätigkeitsbericht und legt ihn der Direktion zur Genehmigung vor.
- g) Sie genehmigt das Qualitätsmanagementsystem und lässt im Einvernehmen mit dem Direktionsrat die allgemeine Politik, die Tätigkeit, die Vorlesungen und Kurse sowie den Betrieb der HEP-PH FR ganz oder teilweise periodisch evaluieren.
- h) Sie verabschiedet den Antrag für das Globalbudget, das Budget und die Jahresrechnung zuhanden des Staatsrats.
- i) Sie nimmt zuhanden der Direktion Stellung zur Anstellung der Rektorin oder des Rektors.
- j) Sie genehmigt die Anstellung der von der Rektorin oder vom Rektor vorgeschlagenen Abteilungsleiterinnen und -leiter.

- k) adopter les règlements d'organisation des assemblées du personnel enseignant, du personnel administratif et technique et des étudiants et étudiantes;
- l) ratifier les statuts des centres de compétences et unités organisationnelles;
- m) sur la proposition du conseil de direction, adopter les directives internes;
- n) préavis, à l'intention du Conseil d'Etat, la réglementation d'exécution de la loi;
- o) préavis, à l'intention de la Direction, les plans d'études relatifs à la formation initiale.

Art. 36 Conseil de direction

a) Composition et fonctionnement

¹ Le conseil de direction est présidé par le recteur ou la rectrice et est composé des doyens ou doyennes.

² Le responsable administratif ou la responsable administrative participe aux séances.

³ Au besoin, le conseil de direction peut inviter les responsables des centres de compétences ou des unités organisationnelles.

Art. 37 b) Attributions

Le conseil de direction a les attributions suivantes:

- a) élaborer et proposer à la commission de la HEP-PH FR le projet de planification pluriannuelle incluant les objectifs de politique générale et de stratégie de développement de la HEP-PH FR;
- b) définir et coordonner les activités des secteurs et de l'administration et assurer la coordination de l'enseignement et de la recherche;
- c) définir et mettre en œuvre le système de gestion de la qualité;
- d) élaborer la proposition d'enveloppe budgétaire, de budget, les comptes et le rapport d'activité;
- e) adopter, à l'intention de la commission de la HEP-PH FR, les statuts des centres de compétences et des unités organisationnelles;
- f) élaborer les directives internes et les plans d'études nécessaires au bon fonctionnement de la HEP-PH FR;
- g) assurer l'application des accords de coopération conclus avec d'autres institutions d'enseignement et de recherche, notamment avec l'Université;

- k) Sie erlässt die Organisationsreglemente der Versammlungen des Lehrpersonals, des administrativen und technischen Personals und der Studierenden.
- l) Sie genehmigt die Statuten der Kompetenzzentren und Organisationseinheiten.
- m) Sie erlässt Weisungen auf Antrag des Direktionsrats.
- n) Sie nimmt zuhanden des Staatsrats Stellung zu den Ausführungsbestimmungen des Gesetzes.
- o) Sie nimmt zuhanden der Direktion Stellung zu den Studienplänen der Grundausbildung.

Art. 36 Direktionsrat

a) Zusammensetzung und Arbeitsweise

¹ Der Direktionsrat wird von der Rektorin oder vom Rektor présidiert. Ihm gehören ausserdem die Abteilungsleiterinnen und -leiter an.

² Die Leiterin oder der Leiter der Verwaltung nimmt an den Sitzungen teil.

³ Bei Bedarf kann der Direktionsrat die Leiterinnen und Leiter der Kompetenzzentren und Organisationseinheiten beiziehen.

Art. 37 b) Befugnisse

Der Direktionsrat hat folgende Befugnisse:

- a) Er erarbeitet den Entwurf für die Mehrjahresplanung einschliesslich der allgemeinpolitischen und entwicklungsstrategischen Ziele der HEP-PH FR zuhanden der Kommission der HEP-PH FR.
- b) Er definiert und koordiniert die Tätigkeit der Abteilungen und der Verwaltung und gewährleistet die Koordination von Lehre und Forschung.
- c) Er bestimmt das Qualitätsmanagementsystem und setzt es um.
- d) Er erarbeitet den Antrag für das Globalbudget und das Budget sowie die Jahresrechnung und den Tätigkeitsbericht.
- e) Er verabschiedet die Statuten der Kompetenzzentren und der Organisationseinheiten zuhanden der Kommission der HEP-PH FR.
- f) Er erarbeitet die Weisungen und Studienpläne, die für den guten Betrieb der HEP-PH FR erforderlich sind.
- g) Er gewährleistet die Anwendung der Zusammenarbeitsvereinbarungen mit anderen Lehr- und Forschungsinstitutionen, insbesondere mit der Universität.

h) veiller au maintien de l'ordre et prendre les mesures disciplinaires prévues par la présente loi et la réglementation d'exécution;

i) veiller à l'application de la loi et des règlements.

² Le conseil de direction est en outre compétent pour toutes les décisions relatives au fonctionnement de la HEP-PH FR que la loi ou la réglementation d'exécution ne réservent pas expressément à un autre organe ou qu'il n'a pas lui-même déléguées.

Art. 38 Recteur ou rectrice
a) Engagement

¹ Le recteur ou la rectrice de la HEP-PH FR est engagé-e par le Conseil d'Etat, sur la proposition de la commission de la HEP-PH FR.

² Il ou elle est soumis-e à la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 39 b) Attributions

Le recteur ou la rectrice a les attributions suivantes:

- a) diriger la HEP-PH FR et veiller à sa bonne marche;
- b) présider le conseil de direction et veiller à la mise en œuvre de ses décisions;
- c) assurer la mise en œuvre de la planification pluriannuelle, dans le respect des objectifs de politique générale et de stratégie de développement de la HEP-PH FR;
- d) rendre compte de la gestion financière et administrative de la HEP-PH FR;
- e) assurer la gestion des ressources humaines de la HEP-PH FR, sa gestion budgétaire et comptable ainsi qu'une utilisation rationnelle de ses locaux et équipements;
- f) procéder à l'engagement du personnel;
- g) proposer à la commission de la HEP-PH FR l'engagement des doyens ou doyennes;
- h) assurer le suivi de la politique de communication et de la promotion de l'image de l'institution;
- i) représenter, personnellement ou par délégation, l'institution vers l'extérieur et, dans ce cadre, assurer notamment la liaison avec les autorités ainsi qu'avec les milieux intéressés des secteurs scientifiques et professionnels;
- j) conclure, sur la proposition du conseil de direction, des conventions de collaboration, notamment sur la coopération entre la HEP-PH FR et l'Université.

h) Er sorgt für die Aufrechterhaltung der Ordnung und ergreift die Disziplinarmassnahmen gemäss dem Gesetz und den Ausführungsbestimmungen.

i) Er sorgt für die Anwendung des Gesetzes und der Reglemente.

² Der Direktionsrat ist ausserdem zuständig für alle Entscheide zum Betrieb der HEP-PH FR, die das Gesetz oder die Ausführungsbestimmungen nicht ausdrücklich einem anderen Organ übertragen oder die der Direktionsrat keinem anderen Organ übertragen hat.

Art. 38 Rektorin oder Rektor
a) Anstellung

¹ Die Rektorin oder der Rektor der HEP-PH FR wird auf Antrag der Kommission der HEP-PH FR vom Staatsrat angestellt.

² Sie oder er ist der Gesetzgebung über das Staatspersonal unterstellt.

Art. 39 b) Befugnisse

Die Rektorin oder der Rektor hat folgende Befugnisse: Sie oder er

- a) leitet die HEP-PH FR und sorgt für ihren guten Betrieb;
- b) präsidiert den Direktionsrat und sorgt für die Umsetzung seiner Entscheide;
- c) gewährleistet die Umsetzung der Mehrjahresplanung im Einklang mit den allgemeinpolitischen und entwicklungsstrategischen Zielen der HEP-PH FR;
- d) legt Rechenschaft über die Finanzen und die Verwaltung der HEP-PH FR ab;
- e) sorgt für die Personalführung, die Haushalts- und Rechnungsführung der HEP-PH FR sowie die zweckmässige Nutzung ihrer Räumlichkeiten und Einrichtungen;
- f) stellt das Personal an;
- g) beantragt der Kommission der HEP-PH FR die Anstellung der Abteilungsleiterinnen und -leiter;
- h) überwacht die Kommunikationspolitik und die Förderung des Ansehens der Institution;
- i) vertritt die Institution persönlich oder durch eine delegierte Person nach aussen und stellt dabei insbesondere die Verbindung zu den Behörden und zu den interessierten Wissenschafts- und Berufskreisen her;
- j) schliesst auf Antrag des Direktionsrats Vereinbarungen über die Zusammenarbeit ab, insbesondere zwischen der HEP-PH FR und der Universität.

Art. 40 Doyens ou doyennes
a) Engagement

¹ Les doyens ou doyennes sont engagés par le recteur ou la rectrice, sur la proposition de la commission de la HEP-PH FR.

² Ils sont subordonnés au recteur ou à la rectrice et sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 41 b) Attributions

¹ Les doyens ou doyennes ont les attributions suivantes, chacun ou chacune au sein de son secteur ou de sa section:

- a) dans le respect de la planification pluriannuelle, définir les prestations et objectifs de leur secteur ou de leur section, en assurer la réalisation et le développement de leur qualité et procéder à leur évaluation périodique;
- b) assurer la gestion financière ainsi que la conduite du personnel, dont ils préavisent l'engagement;
- c) sur délégation du recteur ou de la rectrice, représenter leur secteur ou leur section dans les commissions cantonales et intercantionales;
- d) veiller à l'information et à la coordination au sein de leur secteur ou de leur section et à la collaboration avec les autres secteurs ou organes de la HEP-PH FR.

CHAPITRE 6

Financement

Art. 42 En général

¹ L'Etat supporte les frais nécessaires au fonctionnement et au développement de la HEP-PH FR.

² Le financement de la HEP-PH FR est assuré par le budget cantonal, les taxes et contributions particulières des étudiants et étudiantes, les participations de tiers et le montant des accords intercantonaux.

Art. 43 Enveloppe budgétaire et budget

¹ Après examen de la planification pluriannuelle, le Conseil d'Etat arrête, sur la proposition de la Direction, l'enveloppe budgétaire nécessaire au fonctionnement et au développement de la HEP-PH FR, conformément à la législation cantonale en la matière.

Art. 40 Abteilungsleiterinnen und -leiter
a) Anstellung

¹ Die Abteilungsleiterinnen und -leiter werden auf Antrag der Kommission der HEP-PH FR von der Rektorin oder vom Rektor angestellt.

² Sie unterstehen der Rektorin oder dem Rektor und sind der Gesetzgebung über das Staatspersonal unterstellt.

Art. 41 b) Befugnisse

Die Abteilungsleiterinnen und -leiter haben in ihrer jeweiligen Abteilung folgende Befugnisse: Sie

- a) definieren die Leistungen und Ziele der betreffenden Abteilung im Einklang mit der Mehrjahresplanung, stellen ihre Erfüllung und die Entwicklung ihrer Qualität sicher und unterziehen sie periodisch einer Evaluation;
- b) stellen die Verwaltung der Finanzen und die Führung des Personals sicher und nehmen Stellung zu den Anstellungen;
- c) vertreten die betreffende Abteilung in den kantonalen und interkantonalen Kommissionen, soweit ihnen diese Aufgabe von der Rektorin oder vom Rektor übertragen wurde;
- d) sorgen für die Information und die Koordination in der betreffenden Abteilung und für die Zusammenarbeit mit den anderen Abteilungen oder Organen der HEP-PH FR.

6. KAPITEL

Finanzierung

Art. 42 Im Allgemeinen

¹ Der Staat stellt der HEP-PH FR die für ihren Betrieb und ihre Entwicklung erforderlichen Mittel zur Verfügung.

² Die Finanzierung der HEP-PH FR wird mit dem kantonalen Budget, den Gebühren und besonderen Beiträgen der Studierenden, den Beiträgen Dritter und den Beiträgen gemäss den interkantonalen Vereinbarungen sichergestellt.

Art. 43 Globalbudget und Budget

¹ Nach Überprüfung der Mehrjahresplanung beschliesst der Staatsrat auf Antrag der Direktion gemäss der einschlägigen kantonalen Gesetzgebung das nötige Globalbudget für den Betrieb und die Entwicklung der HEP-PH FR.

² Dans le cadre de cette enveloppe, le conseil de direction de la HEP-PH FR élabore une proposition de budget.

³ La HEP-PH FR dispose librement de l'enveloppe budgétaire, dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat, de la loi sur les finances de l'Etat et des missions de formation et de développement pédagogiques qui lui sont confiées.

⁴ Les compétences budgétaires du Grand Conseil sont réservées.

Art. 44 Comptes et révision

¹ Les comptes de la HEP-PH FR sont remis à l'Etat, conformément à la législation cantonale en la matière.

² La comptabilité financière de la HEP-PH FR est révisée annuellement par l'Inspection des finances de l'Etat.

³ Le Conseil d'Etat peut faire appel à un organe de révision externe.

Art. 45 Locaux

¹ L'Etat met à la disposition de la HEP-PH FR les locaux nécessaires à son fonctionnement.

² Sur décision du conseil de direction de la HEP-PH FR, les locaux avec leurs installations et appareils peuvent être mis à la disposition de tiers, moyennant, en principe, une rétribution.

CHAPITRE 7

Voies de droit

Art. 46 Décisions des membres du personnel enseignant et des doyens ou doyennes

¹ Toute décision d'un membre du personnel enseignant ou d'un doyen ou d'une doyenne qui affecte ou peut affecter le statut d'un étudiant ou d'une étudiante peut, dans les dix jours, faire l'objet d'une réclamation écrite auprès du conseil de direction de la HEP-PH FR.

² Celui-ci statue à bref délai.

³ La réglementation d'exécution règle la procédure de réclamation.

² Die HEP-PH FR erarbeitet im Rahmen dieses Globalbudgets einen Budgetantrag.

³ Die HEP-PH FR verfügt innerhalb der Vorgaben der Gesetzgebung über das Staatspersonal, des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates und ihrer Aufgaben bei der pädagogischen Bildung und Entwicklung frei über das Globalbudget.

⁴ Die budgetären Zuständigkeiten des Grossen Rates bleiben vorbehalten.

Art. 44 Rechnung und Revision

¹ Die Rechnung der HEP-PH FR wird gemäss der einschlägigen kantonalen Gesetzgebung dem Staat vorgelegt.

² Die Finanzbuchhaltung der HEP-PH FR wird jährlich vom Finanzinspektorat des Staats revidiert.

³ Der Staatsrat kann eine externe Revisionsstelle beauftragen.

Art. 45 Räume

¹ Der Staat stellt die Räume zur Verfügung, die für den Betrieb der HEP-PH FR benötigt werden.

² Auf Beschluss des Direktionsrats der HEP-PH FR können die Räume mit ihren Einrichtungen und Anlagen Dritten zur Verfügung gestellt werden; grundsätzlich wird dafür ein Entgelt verlangt.

7. KAPITEL

Rechtsmittel

Art. 46 Entscheide der Mitglieder des Lehrpersonals und der Abteilungsleiterinnen und -leiter

¹ Gegen jeden Entscheid eines Mitglieds des Lehrpersonals oder einer Abteilungsleiterin oder eines Abteilungsleiters, der die Stellung einer oder eines Studierenden beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, kann innert zehn Tagen beim Direktionsrat der HEP-PH FR schriftlich Einsprache erhoben werden.

² Dieser entscheidet innert kurzer Frist.

³ Das Einspracheverfahren wird in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

Art. 47 Décisions du conseil de direction

Toute décision du conseil de direction de la HEP-PH FR qui affecte ou peut affecter le statut d'un étudiant ou d'une étudiante peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours à la Direction.

Art. 48 Décisions relatives aux examens finals

¹ Toute décision relative aux examens finals peut, dans les dix jours, faire l'objet d'une réclamation à l'autorité qui décide de l'octroi du diplôme.

² La décision sur réclamation peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours à la Direction.

Art. 49 Décisions de la Direction

Les décisions de la Direction peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal.

Art. 50 Indication des voies de droit

Toute décision écrite affectant ou pouvant affecter le statut d'un étudiant ou d'une étudiante et toute décision relative aux examens finals doit indiquer la voie et les délais de réclamation ou de recours.

Art. 51 Plainte des étudiants et étudiantes

¹ Lorsque la voie de la réclamation ou du recours n'est pas ouverte, l'étudiant ou l'étudiante peut déposer une plainte contre les actes ou les omissions d'un collaborateur ou d'une collaboratrice ou d'une personne responsable de la HEP-PH FR, qui l'atteignent personnellement et gravement et qui violent des dispositions de la présente loi ou la réglementation d'exécution.

² L'autorité de plainte statue sur le bien-fondé de la plainte et informe le plaignant ou la plaignante de la suite qu'elle lui a donnée.

³ Les frais de procédure peuvent être mis à la charge de l'auteur-e d'une plainte téméraire ou abusive.

⁴ Le plaignant ou la plaignante peut, dans les dix jours, recourir contre la décision qui déclare la plainte irrecevable ou mal fondée ou qui met des frais de procédure à sa charge.

⁵ Le Conseil d'Etat désigne les autorités de plainte et règle la procédure.

Art. 47 Entscheide des Direktionsrats

Gegen jeden Entscheid des Direktionsrats der HEP-PH FR, der die Stellung einer oder eines Studierenden beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, kann innert zehn Tagen bei der Direktion Beschwerde eingereicht werden.

Art. 48 Entscheide zu den Abschlussprüfungen

¹ Gegen jeden Entscheid zu den Abschlussprüfungen kann innert zehn Tagen bei der Behörde, die über die Ausstellung des Diploms entscheidet, Einsprache erhoben werden.

² Gegen den Einspracheentscheid kann innert zehn Tagen bei der Direktion Beschwerde eingereicht werden.

Art. 49 Entscheide der Direktion

Gegen Entscheide der Direktion kann beim Kantonsgericht Beschwerde eingereicht werden.

Art. 50 Rechtsmittelbelehrung

Jeder schriftliche Entscheid, der die Stellung von Studierenden beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, und jeder Entscheid zu den Abschlussprüfungen muss einen Hinweis auf das offenstehende Rechtsmittel und auf die Einsprache- und Beschwerdefrist enthalten.

Art. 51 Aufsichtsbeschwerde der Studierenden

¹ Sind die Rechtsmittel der Einsprache oder der Beschwerde nicht gegeben, so können die Studierenden Aufsichtsbeschwerde einreichen gegen Handlungen oder Unterlassungen einer Mitarbeiterin oder eines Mitarbeiters oder einer verantwortlichen Person der HEP-PH FR, die sie persönlich und schwerwiegend treffen und die gegen dieses Gesetz oder die Ausführungsbestimmungen verstossen.

² Die Aufsichtsbeschwerdeinstanz beurteilt, ob die Aufsichtsbeschwerde begründet ist, und informiert die beschwerdeführende Person über ihren Entscheid.

³ Den Studierenden, die leichtfertig oder missbräuchlich Aufsichtsbeschwerde einlegen, können die Verfahrenskosten auferlegt werden.

⁴ Die beschwerdeführende Person kann innert zehn Tagen gegen den Entscheid, der die Aufsichtsbeschwerde als unzulässig erklärt oder abweist oder Verfahrenskosten auferlegt, Beschwerde erheben.

⁵ Der Staatsrat bezeichnet die Beschwerdebehörden und regelt das Verfahren.

Art. 52 Requêtes, plaintes et recours relatifs aux questions de personnel
Les requêtes, plaintes et recours relatifs aux questions de personnel sont réglés par la législation sur le personnel de l'Etat.

CHAPITRE 8

Dispositions finales

Art. 53 Dispositions transitoires

Les procédures en cours lors de l'entrée en vigueur de la présente loi restent soumises à l'ancien droit.

Art. 54 Abrogation

La loi du 4 octobre 1999 sur la Haute Ecole pédagogique (RSF 412.2.1) est abrogée.

Art. 55 Referendum et entrée en vigueur

¹ La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

² Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 52 Gesuche, Aufsichtsbeschwerden und Beschwerden
in Personalfragen

Gesuche, Aufsichtsbeschwerden und Beschwerden in Personalfragen richten sich nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

8. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 53 Übergangsbestimmungen

Die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes laufenden Verfahren werden nach dem bisherigen Recht weitergeführt.

Art. 54 Aufhebung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 4. Oktober 1999 über die Pädagogische Hochschule (SGF 412.2.1) wird aufgehoben.

Art. 55 Referendum und Inkrafttreten

¹ Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

² Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.